l'unité

N° 108 - 3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 26 Avril 1974

POUR LA VICTOIRE

Comme ils ont dû être malheureux, pendant des années, Jacques Chaban-Delmas et Valéry Giscard d'Estaing, contraints de refréner leurs ardeurs sociales ! Par bonheur, la mort de Georges Pompidou les a libérés et la campagne électorale qu'elle a entraînée leur permet enfin de proclamer, sans plus avoir besoin de se dissimuler, leur bienveillante sollicitude pour les personnes âgées, pour les handicapés, pour les femmes, pour les jeunes, pour les rapatriés, pour les commerçants, pour les mal logés, etc. L'ancien Premier ministre caracole aux quatre coins de France sous la bannière d'une « nouvelle société » d'autant plus neuve que nul n'en a jamais vu le début du commence-

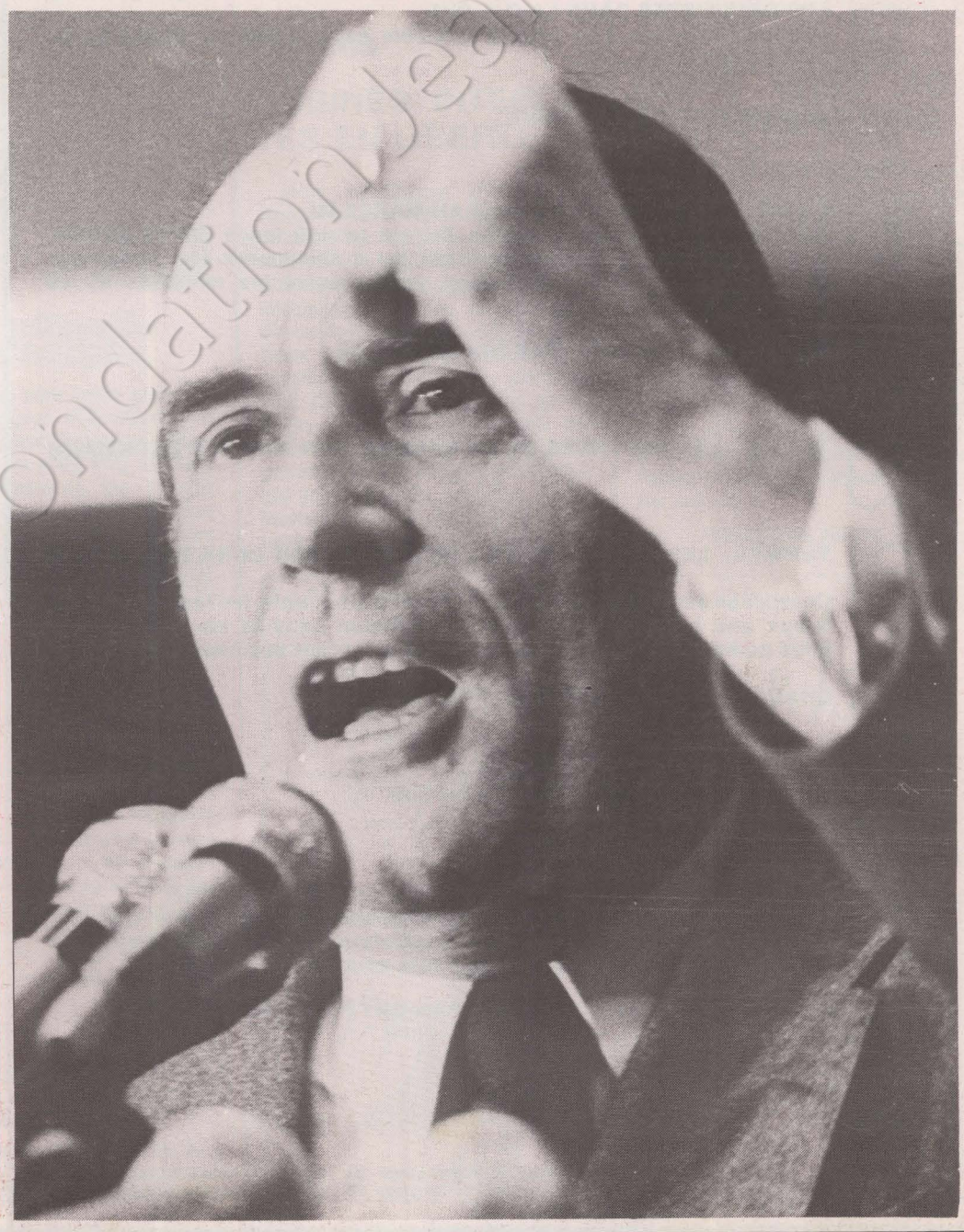
CLAUDE ESTIER

(suite en page 2)

Mendès France (page 6)

Michel Rocard (page 9)

Régis Debray (page 18)



Collection Jean Jaurès Fondation

Sommaire

3 UN FORMIDABLE ELAN POPULAIRE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

5 CEUX DE LA « TOUR »

6 LES RAISONS D'UN CHOIX, PAR MICHEL ROCARD

8 GISCARD : RIEN QUE DES P.D.G., PAR NICOLAS BRIMO
Valéry Giscard d'Estaing propose un petit jeu : « Dis-moi qui te soutient, je te dirai qui tu es ». Pour lui c'est simple, il n'y a que des P.d.g.

9 JE PARTAGE CE COMBAT, PAR PIERRE MENDES FRANCE

10 ECONOMIE : LES AVATARS DE GISCARD, PAR GUY PERRIMOND

L'OMBRE DE TROTSKI, PAR PIERRE BOURGEADE

12 DROITE : DU COTE DE CHEZ ROYER, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS
« Cet homme est dangereux. Il raconte des bobards et tout le monde marche ». Elu au-dessus de tout soupçon, gestionnaire de génie, l'intégrité faite homme... voire : surtout le champion de l'autosatisfaction.

14 LES GAULLISTES DANS LA GAUCHE
Dominique Gallet : « La gauche gaulliste est une des composantes de l'unité populaire ».

15 CHANGER LA VIE POLITIQUE

16 L'ARMEE ET LA NATION, PAR JEAN MARCEAU
Réconcilier l'armée et la nation, tel est le défi lancé par la gauche. Il lui appartient de combler le fossé qui a sciemment été creusé par le régime entre le peuple et son armée, entre les militaires et les autres citoyens.

18 RETOUR A LA FRANCE, PAR REGIS DEBRAY

19 SOCIAL : LES REPONSES DE LA GAUCHE, PAR MICHELE BACKMANN

21 FEMMES : LES IMMIGREES DE L'INTERIEUR, PAR CHRISTINE COTTIN
Courtisées avec empressement en période électorale, les femmes savent mieux que quiconque le poids de l'inflation dans la vie quotidienne. Elles commencent aussi à réaliser d'où vient leur oppression.

23 CHANGER LA VIE SOCIALE ET POLITIQUE

24 INEGALITES : LA VIE AU JOUR LE JOUR

25 LES ASTRES VOTENT A DROITE, PAR MICHELE BACKMANN
Les astres (déchiffrés par les extra-lucides) décèlent chez Chaban-Delmas de remarquables capacités à gouverner et les transforment chez Mitterrand en une sourde et inquiétante ambition...

26 UNE VILLE PLUS FRATERNELLE, PAR GUY PERRIMOND

31 CHANGER LA VIE CULTURELLE

PHOTOS ET DESSINS

Barrigues (pages 8, 15, 31). Gérald Bloncourt (page 26). Jean-Pierre Coureuil (pages 11, 13, 17). Jean-Pierre Defail (pages 1, 3, 4, 21). Fotolib (page 23). Guéna (pages 8, 14). Lacroux (page 19). Teich (page 32). Viva (pages 5, 12).

→

ment. Et le ministre de l'Economie et des Finances va même jusqu'à parler de concertation dans l'entreprise — pourquoi pas d'autogestion ! — lui qui, pas une seule fois en dix ans de présence rue de Rivoli, n'a accepté de recevoir les représentants des organisations syndicales, à une exception près, il est vrai : ceux des banques, il y a quelques jours, c'est-à-dire juste avant qu'il ne se déclare candidat à la présidence de la République.

Certes, toute campagne électorale fournit à la droite l'occasion de promesses démagogiques. En janvier 1973, nous avions eu celles de Provins, qui sont tombées dans le néant en même temps que leur auteur, l'infortuné Pierre Messmer. Cette fois pourtant on va beaucoup plus loin. Et cela pour deux raisons.

D'abord, parce que la présence dans la compétition de deux candidats de la droite — sans parler du troisième, qui grignote des voix ici ou là — se disputant le même électorat, les oblige l'un et l'autre non seulement à s'envoyer des piques de plus en plus acérées, mais encore à se montrer chacun plus « social » que son concurrent, même si cela les amène tous deux à préconiser soudain ce qu'ils ont toujours refusé alors qu'il ne dépendait que d'eux de le réaliser.

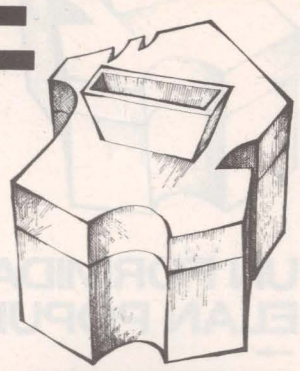
La seconde raison est que le candidat de la gauche, François Mitterrand, a su présenter dès le début de la campagne un plan économique et social précis, sérieux, ordonné dans le temps et dont le retentissement considérable dans la presse et dans l'opinion publique oblige maintenant ses adversaires à tenter de rattraper le terrain perdu. En ce sens, François Mitterrand a raison de faire observer que les deux principaux candidats de la droite se comportent vis-à-vis de lui comme s'ils étaient ses « challengers ».

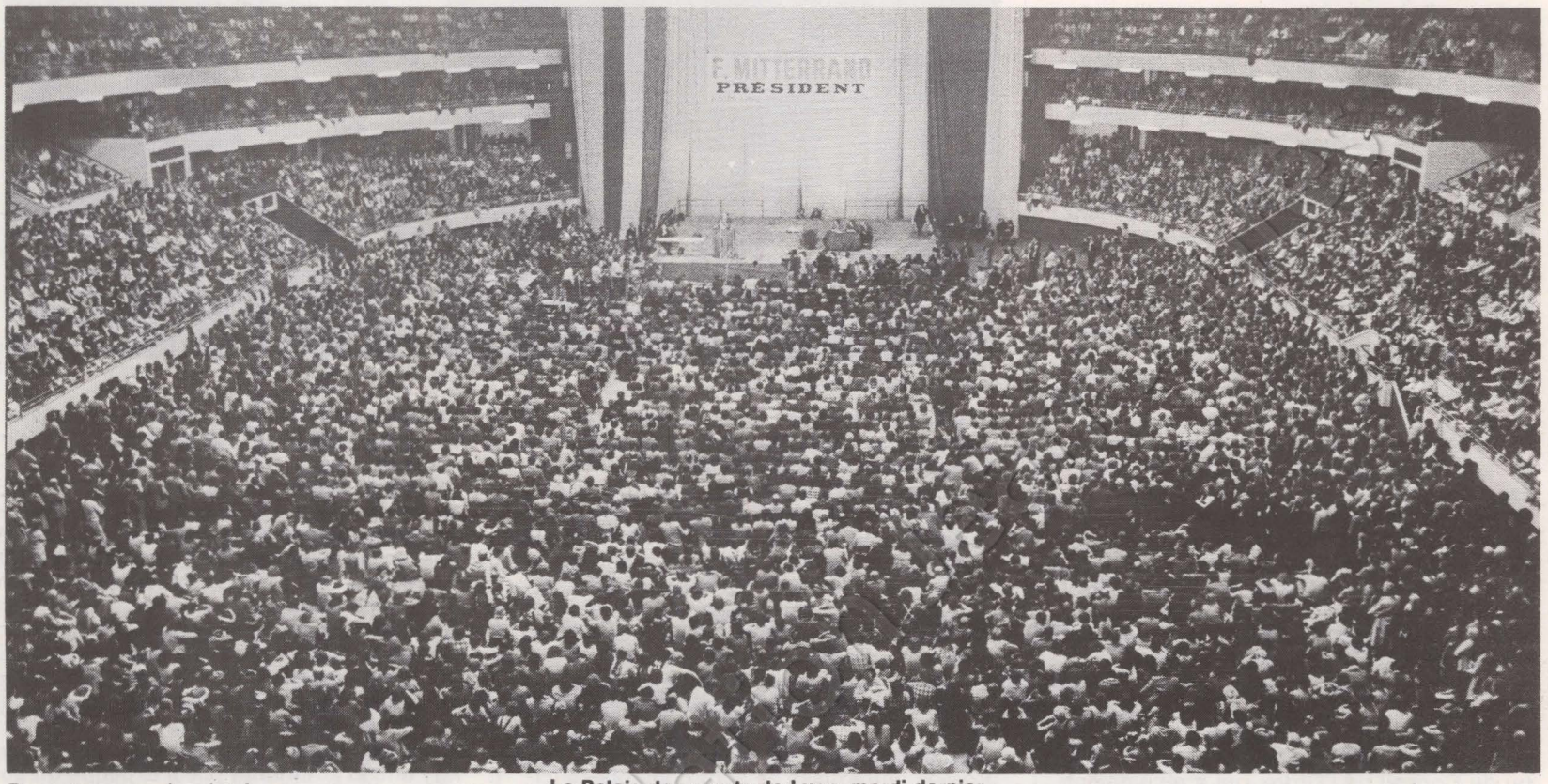
Car c'est bien autour des propositions de la gauche que se déroule essentiellement cette campagne. Propositions dont les soutiens qui viennent chaque jour des milieux les plus divers, dont les foules énormes que François Mitterrand rassemble à chacun de ses meetings — 15.000 à Montpellier dimanche, plus encore mardi à Lyon, sans parler du meeting de jeudi soir à Paris — démontrent qu'elles correspondent à l'attente, à l'espoir des millions et des millions de Françaises et de Français qui ont été, jusqu'à ces derniers jours, les « oubliés » de la politique des Chaban-Delmas et des Giscard d'Estaing.

La puissance de cette campagne pour la victoire de la gauche a créé en quelques jours une situation nouvelle dans ce pays. Autour de leur candidat, de leur camarade François Mitterrand, les militants socialistes et, avec eux, tous les sympathisants qui viennent spontanément prendre leur place dans la bataille, en sont, d'un bout à l'autre de la France, les principaux artisans. Nous-mêmes dans ce journal, en expliquant semaine après semaine ce que sera, dans chaque domaine, la politique d'un gouvernement de gauche, en donnant la parole, comme nous le faisons dans ce numéro, à des hommes venus d'autres horizons et qui se retrouvent aujourd'hui autour de François Mitterrand, nous tenons de notre mieux notre rang dans ce combat. Un combat qui doit nous conduire dans quelques jours à la victoire du peuple sur ceux qui l'ont toujours trompé.

Nous demandons instamment à tous les militants qui organisent chaque semaine des ventes de masse de « l'Unité » de faire parvenir leurs commandes avant le mardi midi, 41 boulevard Magenta, Paris 10e (à l'attention de Nelly Buron).

UN FORMIDABLE ELAN POPULAIRE





Le Palais des sports de Lyon, mardi dernier.

De notre envoyé spécial

Lyon, mardi 20 h. L'autobus 32, direction « Etats-Unis », est comble. Loin de protester contre l'entassement, les passagers semblent presque s'en réjouir : c'est signe que le meeting de François Mitterrand au Palais des Sports affichera complet. Certains plaisantent en soulignant que, la veille au soir, Chaban-Delams a eu du mal à remplir la Bourse du Travail avec ses 2 700 auditeurs.

A l'approche du Palais des Sports, l'embouteillage devient intense. Abasourdi, un militant amateur de football constate : « Il y a plus de monde que pour la venue de l'équipe de Saint-Etienne ». Les gens s'interpellent dans l'entrée où dominent les voix des militants : la presse se vend bien, mais ce qui part le mieux, c'est le livre sur François Mitterrand. Les 1 600 exemplaires disponibles sur place ont été vendus en trois quarts d'heure. A l'intérieur, dans l'immense salle à gradins, les délégations de la région déploient leurs banderoles sous les applaudissements. A 20 h 30, le Palais est déjà plein et l'embouteillage au dehors ne fait que croître. Il faut finalement fermer les portes et laisser à l'extérieur 3 000 personnes, car le Palais est comble. A l'intérieur, ils sont peut-être 18 000 à applaudir les artistes lyonnais qui se succèdent sur le podium. Evocation du Chili, « Chant des canuts », chants révolutionnaires des XVIIIe et XIXe siècles, puis des poèmes d'Aragon, Brecht et Hugo. Gérard Collomb, le jeune délégué départemental de Mitterrand, prend la parole, suivi de Louis Mermaz. Et tout à coup, vers 22 h, les flashes des photographes crépitent. Alors, une formidable ovation monte de la salle pendant plusieurs minutes. Nombreux sont ceux qui scandent : « Mitterrand président ! »

Mitterrand monte sur l'estrade et, tendant une rose vers l'assistance, il sourit. Jamais le Palais n'avait rassemblé une telle foule. François Mitterrand constate : « Cela dépasse de loin ma personne, je le sais. »

Et en effet ce formidable élan populaire, n'est pas dû à la seule personnalité du candidat de la gauche, aussi exceptionnelle soit-elle. Il est, pour les socialistes lyonnais, l'aboutissement d'un travail sérieux et efficace. A voir la foule de mardi soir, on pourrait penser qu'il est facile de militer à Lyon. Il n'en est rien ! C'était même une ville plutôt réputée jusqu'ici avoir souvent penché vers la droite. Mais la renaissance du Parti socialiste après Epinay a permis de mettre en place, dans le Rhône, une équipe jeune — la moyenne d'âge des responsables n'atteint pas 30 ans — et dynamique.

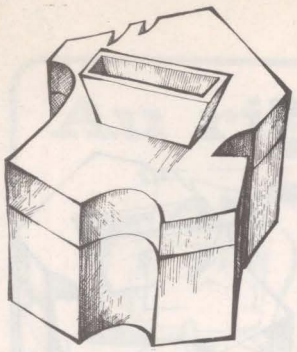
Les 40 sections

Ses multiples initiatives en direction des différentes catégories socio-professionnelles se poursuivront pendant la campagne. Ainsi, le 24 avril, Maurice Bennassayag et Bernard Pingaud animeront un entretien avec la presse régionale sur le thème : « Les options du candidat de la gauche et les problèmes de l'enseignement, de l'éducation permanente et de la culture. » Le même jour, une conférence-débat à l'Institut d'études politiques a traité de « Capitalisme, socialisme ou gauchisme ? ».

A l'animation socialiste en milieu universitaire vient de s'ajouter l'action près des cadres. Depuis 10 jours, en effet, une antenne lyonnaise du mouvement Socialisme et Entreprise leur propose une structure d'accueil pour réfléchir sur les problèmes qui leur sont spécifiques.

Intense activité encore pour les élus locaux. Les socialistes attachent une importance toute particulière à l'action municipale dans le Rhône. Celle de Franck Serusclat, maire socialiste de Saint-Fons, très dynamique au sein de la Communauté urbaine de Lyon, illustre ce souci. Le développement rapide de cette capitale régionale ouvre en effet la voie à tous les excès du béton et de la spéculation et rend la fonction des élus plus importante que jamais.

Mais avant tout, la Fédération socialiste du Rhône s'efforce de développer son implantation en milieu ouvrier et paysan. La multiplication des groupes socialistes d'entreprise et des sections (40 aujourd'hui, contre 25 l'an dernier) prouve que ces efforts ont été payants. Au même titre que la poussée socialiste enregistrée lors des dernières élections législatives. Il est vrai que le terrain est favorable. Certes, la région Rhône-Alpes, contrairement à beaucoup d'autres, comme la Bretagne **(voir précédent numéro)**, peut paraître privilégiée. N'occupe-t-elle pas le deuxième rang de l'activité économique dans le pays, derrière la région parisienne ? Il ne faut pourtant pas s'y tromper : des sta- →



UN FORMIDABLE ELAN POPULAIRE



François Mitterrand, à Lyon.

tistiques figées ne permettent pas d'apprécier la situation locale. On ne comprend bien ce qui se passe ici qu'en mettant ces données en perspective. Et quelle meilleure perspective que les cinq thèmes de François Mitterrand ?

Le premier, on le sait, est celui d'une société d'hommes plus libres. Les exemples ne manquent pas ici d'atteintes au droit syndical et au droit d'expression.

De cette atmosphère, l'affaire de la C.f.t. de Berliet **(voir le n° 103 de « l'Unité »)** a constitué une manifestation caractéristique. Moins spectaculaire, ce qui vient de se passer à la société Comela est aussi, hélas, beaucoup plus classique. Les 270 ouvriers de ce sous-traitant de Berliet se sont mis en grève le 2 avril. Leurs revendications : 1 400 Francs par mois, une prime de transport et la reconnaissance de leur statut. Face à l'intransigeance de la direction et craignant que Berliet ne déménage les machines et matrices indispensables à sa production, les travailleurs décidèrent d'occuper l'usine et d'installer des piquets de grève. Le 10 avril, le tribunal interdisait ces piquets, puis prenait une ordonnance d'expulsion. Et le 17 avril, l'usine était « libérée » par 150 gendarmes mobiles. Le droit du capital était sauf.

Les atteintes au droit d'expression ne sont pas, ici comme ailleurs, le seul fait de l'O.r.t.f. ou du Conseil de l'Ordre, qui a récemment sanctionné le Dr Lacour, doyen du C.h.u. de Saint-Etienne, pour crime de signature d'un manifeste pour la libéralisation de l'avortement. Comme partout, les C.d.r. — auteurs du spirituel « Chaban confiance, Mitterrand méfiance » — ne lésinent pas sur les moyens pour arracher les affiches de « l'adversaire socialo-communiste ». Leur responsable pour le Rhône, un incertain Vericel, est bien connu de la Justice pour ses atteintes au droit syndical et pour ses multiples arrachages d'affiches. Dans le civil, Vericel est P.d.g. d'une grosse société, la Codipa (Compagnie de distribution alimentaire). Fort riche, il apporterait en période électorale un soutien financier important aux candidats de la majorité.

Quant à la revendication d'une société plus juste et plus fraternelle, elle trouve ici un écho très vif. Voyez Mme S. A 47 ans, elle est encore jeune. Mais son état de santé — elle souffre d'allergies — ne lui permet plus de travailler. Elle n'est cependant pas reconnue invalide et n'a donc droit à aucune pension à ce titre. Le décès subit de son mari l'a plongée dans une situation plus que critique. Trop jeune pour bénéficier de la retraite complémentaire, cette veuve a 13 francs par jour pour vivre. Ou plutôt pour survivre. Les préoccupations de cet ordre échappent complètement à tel chirurgien lyonnais — il tient à garder l'anonymat — qui travaille en clinique privée. On peut même dire qu'il y travaille dur. Mais c'est rentable, puisqu'il reconnaît gagner entre 9 et 11 millions anciens par mois. Aussi, quand la fatigue le gagne, il loue un avion privé et s'en va faire un safari en Afrique... pour se détendre.

Ces deux exemples extrêmes sont les deux pôles d'une société d'injustice fière de sa croissance économique. A ce titre, la région Rhône-Alpes représente une réduction au dixième de la France, par sa superficie et sa population. Second pôle industriel après la région parisienne, elle a connu sous le Ve Plan une assez forte croissance qui ne s'est pas maintenue au même rythme depuis la mise en application du VIe Plan. Loin s'en faut. A ceci, deux explications. L'une d'ordre conjoncturel et l'autre plus proprement politique.

Concentrations et restructurations des grosses entreprises se sont conjuguées ici avec une mutation économique générale. La mécanique et le textile étaient traditionnellement les activités dominantes. Aujourd'hui, la chimie a dépassé le textile (en déclin) et rattrape l'industrie mécanique. Depuis trois ans, les concentrations dans la chimie ont abouti à un plafonnement des investissements. Cette industrie a également pâti de l'absence d'implantation d'une seconde raffinerie — la raffinerie « baladeuse » — dans la région. La mécanique, de son côté, reste étroitement liée aux activités de Berliet. Or, 1971 et 1972 ont été deux années très difficiles. Berliet dépend en effet, pour une large part, de ses exportations vers le Tiers-Monde et les pays socialistes — lesquelles sont liées à la politique étrangère peu efficiente du gouvernement. Un redressement s'est opéré en 1973 grâce à des marchés conclus en Chine, en Afrique et en Pologne. Mais pour combien de temps ? On s'aperçoit ici à quel point tout est lié et comment le renforcement pacifique de la présence française dans le monde peut aboutir à un accroissement des échanges et donc du développement économique, condition indispensable du progrès social. De son côté, la métallurgie n'est pas épargnée par le climat d'incertitude régnant. Dans le domaine des aciers spéciaux, chez Péchiney-Ugine-Kuhlmann en particulier, les investissements stagnent dangereusement depuis trois ans.

La disparition accélérée des moyennes entreprises n'est pas moins grave. Le renchérissement des matières premières et de l'énergie n'explique pas tout. La responsabilité et l'incompétence du patronat ou, trop souvent, l'attitude des firmes multinationales expliquent tout autant la situation actuelle.

Dans la région, on n'a pas oublié les difficultés de l'industrie de la chaussure (Jourdan et Salamander à Romans). Mais ce n'est pas un cas unique. Un grand nombre de moyennes entreprises, frappées de plein fouet par le renchérissement du crédit et une politique commerciale hasardeuse, se trouvent aujourd'hui au bord de la faillite. C'est le cas du groupe Bourgeois, spécialisé dans la lingerie féminine (Lou à Grenoble, Elastel au Puy). C'est vrai aussi des tanneries. La T.f.r. emploie dans ce secteur 1 200 personnes au Puy et 500 à Annonay. Ceci explique qu'au Puy plusieurs entreprises tournent actuellement au ralenti. Les travailleurs n'y font que 36 heures par semaine. 1 800 d'entre eux sont menacés de licenciement. Mais, en raison des élections, la décision a été repoussée à juin. C'est que les dirigeants de ces sociétés sont très liés à l'ex-majorité et à Giscard d'Estaing en particulier. On sait bien ici ce que valent les promesses sociales du ministre des Finances : elles dureront le temps d'une campagne électorale. Après quoi, au cas où celle-ci jouerait en faveur de la droite, tout pourrait — en termes choisis et faussement clairs — être justifié.

Le veto de Paris

La disparition des moyennes entreprises est d'autant plus redoutable que, bien souvent, l'équilibre d'une ville entière repose entièrement sur elles. C'est vrai de Romans, du Puy, d'Annonay et de bien d'autres villes. Leurs élus en sont conscients, qui s'inquiètent à juste titre de l'absence de mesures prises par les pouvoirs publics pour soutenir les activités indispensables à la survie des villes moyennes. Mais comment s'en étonner dès lors que la seule règle qui prévaut est celle de la centralisation absolue à Paris dont tout dépend ? 80 % des crédits attribués à la région Rhône-Alpes le sont à partir de décisions prises depuis Paris. C'est d'ailleurs pour protester contre cet « impérialisme parisien » que, se ralliant à la gauche, la coalition hybride des « réformateurs » a permis de mettre l'U.d.r. en minorité au Conseil régional.

Un exemple illustre bien le refus du pouvoir central d'accorder la moindre autonomie financière ou de décision à la région. Jérôme Monod, délégué à l'aménagement du territoire, a animé, en liaison avec la chambre de commerce locale, deux colloques sur les capitaux et la région sous le titre : « Lyon, place bancaire ». Il s'agissait d'obtenir un rapport détaillé sur les activités financières régionales et de savoir dans quelle mesure l'épargne locale, au lieu d'être envoyée à Paris, pourrait financer les investissements locaux. Mais le vice-gouverneur de la Banque de France a opposé — sur ordre — son veto à ce projet au cours du second colloque. Tout doit donc continuer à passer par Paris.

Ce véto a été vivement ressenti ici, y compris chez les industriels. D'autant plus qu'au cours des trois dernières années — et rien qu'à Lyon — 18 sociétés ont transféré leur siège social à Paris. C'est donc maintenant près de 50 grandes sociétés régionales qui ont leur centre de décision installé à Paris. Même si la plus grosse part de leur activité s'exerce dans la région. Ce qui est le cas de Creusot-Loire, de Rhône-Poulenc, de B.s.n.-Gervais-Danone née du dynamisme de la société lyonnaise Souchon-Neuvesel, et de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, pour ne parler que d'elles.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir tout le management lyonnais « monter à Paris » prendre ses instructions. Les avions pleins sont ceux qui vont de Lyon à Paris le matin et de Paris à Lyon le soir — rarement l'inverse. Lyon ne revendique pas un rôle qui ferait d'elle, dans cette région, ce qu'est Paris pour la France. Mais la question est de savoir si le second pôle industriel du pays, dans l'état de dépendance où il se trouve, est à même de jouer pleinement son rôle. Le développement notoirement insuffisant du tertiaire supérieur et des activités de recherche prouve bien que non.

La centralisation excessive n'est d'ailleurs que la traduction économique et administrative d'une conception douteuse de la démocratie. Celle pratiquée depuis le début de la Ve République. Celle qui fait dire à Chaban-Delmas : d'un côté, il y a les bons, et de l'autre (la gauche), l'enfer. En fait, comme l'a rappelé François Mitterrand à Lyon, d'un côté il y a les salariés, les exploités, les victimes d'un système d'injustices et d'inégalités qui produisent les richesses sans en jouir. Ceux-là constituent la grande majorité de ce pays et sont défendus par la gauche. En face, la droite, réactionnaire et conservatrice, fait tout pour conserver le pouvoir. Elle y est parvenue jusqu'ici en mettant tout en œuvre pour retarder la prise de conscience des exploités. Mais, à Lyon et partout, le formidable élan populaire qui accompagne chaque meeting de François Mitterrand laisse à penser que ce gigantesque abus de confiance de la droite pourrait bien toucher à sa fin. Pourquoi pas dès le 5 mai ?

JEAN-LOUP REVERIER

Ceux de la "Tour"

Dès l'entrée, c'est la fièvre. Les journalistes attendent dans le hall, l'hôtesse est débordée et le service d'ordre vous accompagne dans les bureaux. Une curieuse atmosphère à la fois secrète et ouverte, détendue et vigilante. C'est « la Tour ». On y va — on en est — une expression qui revient à tout bout de champ dans l'entourage de François Mitterrand. Là, sur 800 m2 au 3e étage de la Tour Maine-Montparnasse s'organise à l'échelon national la campagne de François Mitterrand et se reflète l'enthousiasme de tous les militants et sympathisants. On y vit, on y dort même. On s'agite, on y est productif et « opérationnel ». Pour coincer Jean-Claude, il faut le suivre de couloirs en bureaux, et très vite : c'est un militant. Tout naturellement, il fait « ses 14 heures par jour » ou « la garde de nuit ». Pour lui qui est venu de Valence et à qui on a confié la responsabilité des telex-photocople - machines-en-tout-genre-et-encore, la campagne symbolise l'espérance : « Demain, le travail commencera ».

Et les autres ? Christian, poète et fonctionnaire, « a tout laissé », même son appartement pour y installer une permanence de quartier. Lucien, avec ses 15 camarades, « tous des militants du Parti, tous bénévoles », assure le service d'ordre. Et il explique avec chaleur « qu'un militant du service d'ordre aime encore plus son parti, qu'il faut être dévoué, parce que c'est un rôle ingrat ».

Il y a les heures de calme, celles où l'on travaille, simplement, sans « visiteurs ». Puis il y a le coup de feu, le tout dans une bonne humeur au goût de victoire : « Il se prépare quelque chose ». Et, derrière la bousculade des couloirs, des photographes à l'affût d'un visage connu, d'un certain désordre, il y a le sérieux. Il s'agit de l'élection du président de la République.

1965, pour François Mitterrand, ce fut une campagne menée « artisanalement » depuis les quatre bureaux de la rue du Louvre. Aujourd'hui, avec les millions de Français qui le soutiennent, le fabuleux accueil qu'il reçoit en province, l'impact donné par la radio et la télévision, il faut une organisation sans faille : aucun secteur ne doit être négligé. C'est ainsi que chacun selon ses compétences et ses domaines d'intérêt, s'est lancé dans la bataille.

Tout d'abord organiser : 15 meetings en vingt jours, 12 passages à la radio-télévision, des débats sur les postes périphériques, des interviews, des conférences de presse, des affiches, des centaines de lettres par jour, des milliers de coups de téléphone, ce n'est qu'un échantillon des problèmes matériels qui doivent être résolus à « la Tour ».

Par exemple, l'avion : un « jet » de 6 places affrété spécialement — les frais de location étant payés par une souscription des parlementaires socialistes — permet au candidat d'être le même soir à Metz et à Strasbourg. Mais, pour utiliser l'avion, faut-il encore avoir synchronisé les meetings. Par exemple, la préparation de la propagande officielle, les relations avec la commission de contrôle. Ou la commission qui travaille avec Gaston Defferre à son retour des Antilles. De surcroît, il faut coordonner le « national » avec le « local » : il y a les services spécialisés qui prennent en charge un meeting particulier : celui de Lille le 28 avril, où Mitterrand s'adressera plus particulièrement aux élus.

Dans chacun des services de « la Tour », les idées fusent. C'est la mise en place de l'opération « 1 heure par jour pour Mitterrand », qui demande à tous les élus d'engager la discussion avec tous les autres Français. C'est, du côté des intellectuels, la rédaction d'un manifeste, la préparation pour le 30 avril, au Palais des Congrès à Paris, d'une manifestation avec une importante partie artistique, les participants s'engageant dans la bataille politique en signant le livre de la





campagne : « François Mitterrand, l'homme, ses idées ». C'est l'animation de tous les meetings à l'aide de camions audio-visuels. C'est la programmation du film « Certains l'appellent François ». Ce sont les signatures recueillies par le professeur Luchaire, responsable du Comité de soutien. Ce sont les différents bulletins de la campagne : pour les journalistes, pour les responsables du Parti. Il faut aussi réfléchir. Aux slogans, aux phrases et aux phases de la campagne. Mettre à jour les dossiers du candidat. Dans un régime où l'information, la vraie, est sous clé, la tâche des « experts » est difficile. Hauts fonctionnaires ou universitaires, ils « affûtent les dossiers ». A la demande. Vite. A coups de nuits blanches et de café. C'est qu'ici l'appareil d'Etat ne vient pas donner à la rescousse. Il faut extraire le moindre chiffre de la gangue où les statistiques officielles l'enferment.

Entre les militants, les spécialistes de l'organisation et « les têtes d'œuf », le courant s'est mis à passer. Le premier jour, personne ne se connaissait. Chacun faisait son travail dans son coin. Les exigences de l'actualité, les demandes de « la réunion de 10 heures » — celle où les principaux responsables se réunissent — le sens du combat commun, soudent peu à peu ses diverses couches. Vendredi 19 avril, la campagne officielle commençait. Dans les villes et les villages, les militants étaient déjà à l'œuvre. A « la Tour », la machine tournait. Bien.

JOSETTE BARBIERI

LES RAISONS D'UN CHOIX



PAR MICHEL ROCARD

Certains commentateurs — de presse écrite notamment — se sont déclarés surpris de la décision du P.s.u.. Cette surprise nous a surpris ! C'est au Conseil national de décembre 1973 que le P.s.u. avait redéfini et précisé sa stratégie autour de deux grands objectifs : contribuer au développement d'un puissant courant socialiste autogestionnaire, et assurer sa crédibilité politique en insérant son action dans l'unité populaire la plus large.

Cette orientation avait été définie et adoptée par plus de 80 % des mandats. Il lui fallait pourtant encore du temps pour être bien traduite et assimilée par les militants, et elle supposait un équilibre rigoureusement maintenu entre l'affirmation de la perspective autogestionnaire et le développement du combat unitaire.

C'est pourquoi une certaine hésitation s'est fait sentir au P.s.u. devant le choix tactique concernant les élections présidentielles. Soutenir François Mitterrand dès le premier tour, n'était-ce pas abandonner un peu trop l'affirmation de notre propre perspective ? Présenter une candidature comme celle de Charles Piaget, n'était-ce pas prendre le risque de prêcher dans le désert en se coupant de la sensibilité des travailleurs, qui est profondément unitaire ?

Les militants du P.s.u. ont tranché sur cette question à l'importante majorité des deux tiers en faveur du soutien de la candidature unique dès le premier tour. Il est vrai qu'il s'agit au fond seulement de la première application concrète d'une décision stratégique prise quatre mois plus tôt, mais ce n'en est pas moins une décision tout à fait essentielle.

Je voudrais redire ici rapidement les raisons de ce choix.

Si, pendant sa courte vie de 13 ans, le P.s.u. s'est maintenu à travers des crises graves, s'est homogénéisé et a finalement progressé sur le plan théorique comme sur le plan de la capacité d'intervention, il y a à cela bien des raisons. Certaines touchent à la politique étrangère, sur laquelle le reste de la gauche avait probablement des options un peu moins précises que les nôtres. Mais les plus importantes touchent à la nature de la démocratie. Notre pays connaît, plus encore que la plupart des autres nations d'Europe occidentale, une crise du système politique. Cette crise se traduit par le fait que la décision politique résulte aujourd'hui essentiellement d'un ensemble de mécanismes complexes, voire de manœuvres où interviennent exclusivement des appareils politiques et un certain nombre de titulaires de fiefs qui constituent la classe politique française. Cela n'élimine pas le désintéressement, la générosité de tel ou tel homme ou projet, mais c'est tout de même un mécanisme qui ignore tout rapport avec la vie quotidienne de 50 millions de Français, qu'il s'agisse de la gestion de leurs affaires locales, du fonctionnement interne des entreprises, de l'usage des équipements publics, ou de tel autre problème. Ce que représente essentiellement le P.s.u., ce n'est pas une puissance électorale — cela se saurait — c'est une capacité d'intervention qui lui permet d'agir efficacement au niveau des luttes populaires, et d'en assumer l'insertion dans un projet politique global, celui de l'autogestion.

L'autogestion n'est pas un thème à discours, elle est dès aujourd'hui une pratique de démocratie à la base et d'abord dans l'entreprise. Les hommes du P.s.u. ont joué un rôle important dans des conflits comme Lip, comme Cerizay, et plus anciennement comme la grève d'Evian, ou celle du lait en Bretagne. Ils jouent aussi un grand rôle dans des batailles menées par les associations de locataires ou de résidents, dans les organisations de consommateurs, dans les luttes pour l'extension de la contraception et la liberté de l'avortement.

Nous n'avions pas encore réussi nous-mêmes à donner de tous ces combats une traduction politique suffisamment crédible.

A l'inverse, le très grand travail politique accompli par le Parti socialiste et par François Mitterrand, en créant une perspective politique par l'alliance à gauche et en retrouvant une crédibilité électorale, manque encore de cette connection avec les luttes sociales les plus novatrices. Nous sommes dans ce sens complémentaires et c'est le sens que nous voulons donner à notre soutien à François Mitterrand que d'assurer la communication de l'expérience qu'il représente avec les combats quotidiens.

On a parlé à propos de notre décision, de ralliement. Le mot ne décrit pas vraiment la décision ; il s'agit plutôt de la jonction délibérée de deux combats que nous jugeons non seulement complémentaires, mais comme devant converger dans la même offensive. C'est pourquoi le problème d'une négociation ne s'est pas posé.

Cette orientation est d'autant plus importante que la victoire possible ouvrira une période nouvelle, essentielle, mais pas une période facile. Ne contrôlant encore dans les premiers mois de sa gestion ni le pouvoir économique, ni le pouvoir financier, ni l'information, ni la totalité de l'administration, le gouvernement de François Mitterrand ne pourra en fait entreprendre la transformation nécessaire et progressive du pays que s'il reçoit un important appui des travailleurs, et cela non pas seulement sous la forme d'une contestation négative, mais d'une articulation solidement étayée entre le développement des luttes populaires et le travail d'innovation gouvernemental.

C'est pour préparer cette articulation, cette concordance dans le travail de toutes les forces du mouvement socialiste que nous croyons utile de faire aux côtés de François Mitterrand et pour sa victoire une campagne autonome, en rappelant l'importance de nos propres objectifs.

Nous pensons en cela être utiles au combat commun et je voudrais arriver à en convaincre les militants socialistes.

Il faut enfin faire allusion à un dernier problème : nous n'avons pas signé le programme commun ; et nous n'entendons toujours pas le signer. Nous sommes même aujourd'hui plutôt confirmés dans cette position, qui nous avait pourtant coûté un demi million de voix. Nous avons pour cela deux raisons principales : la première est précisément cette absence de lien assez précis dans le programme commun avec les luttes les plus novatrices que j'évoquais plus haut ; la seconde était que la cohérence économique du programme commun nous paraissait au moins discutable. Nous aurions pu en délibérer à perte de vue. Mais, sur ce point précis, un événement survenu depuis — la crise pétrolière — met un terme à la controverse.

C'est un autre équilibre économique qu'il nous faudra viser.

Que nos camarades ne prennent pas cela pour une critique : une révision du programme commun était en cours : elle est interrompue ; nous ne savions pas ce qu'elle aurait pu donner ; le fait est simplement qu'en exprimant à côté de la dynamique du programme commun celle de la stratégie économique visant à prendre en charge les exigences d'une croissance plus qualitative et plus profonde, nous espérions introduire dans la coalition des forces populaires qui se battent derrière François Mitterrand le degré de liberté qui donne au candidat la possibilité de rendre les arbitrages qui lui paraissent nécessaires, en prenant en charge tout à la fois la diversité des options de la gauche et la dure réalité des faits économiques du moment.

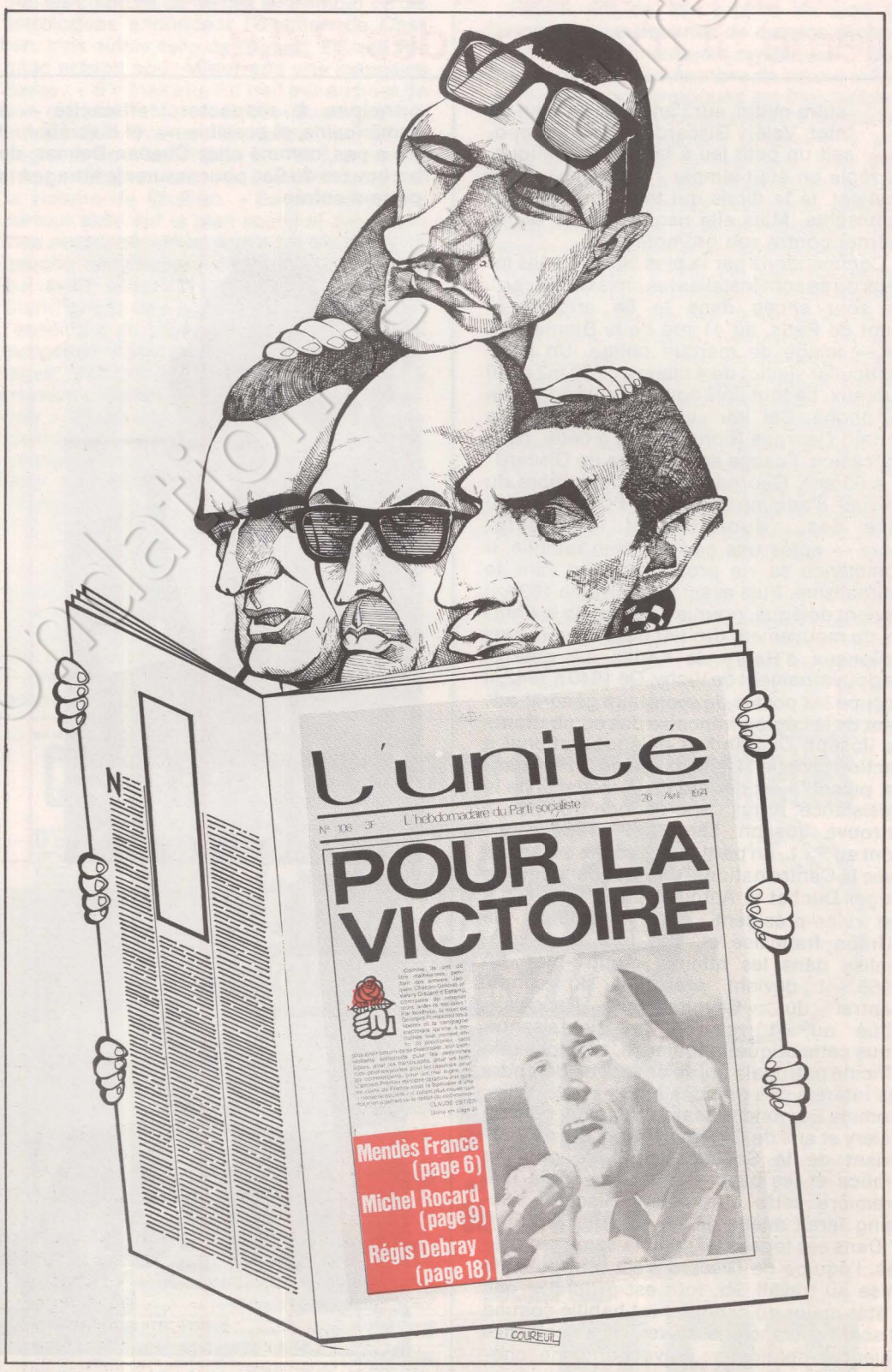
Tel est le sens de notre combat d'aujourd'hui ; il est tout entier tendu vers la victoire commune et nous savons que, quelle que soit l'issue des élections, ce combat doit modifier durablement les relations internes de l'ensemble des forces socialistes.

L'unité

L'hebdomadaire du Parti socialiste

LE JOURNAL DE LA CAMPAGNE DE MITTERRAND

Pour aider à la victoire du candidat de la gauche, faites autour de vous des abonnements spéciaux à l'Unité 10 semaines 20 francs.



BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL

A RETOURNER A L'UNITE,
41 BOULEVARD MAGENTA
PARIS 10ème

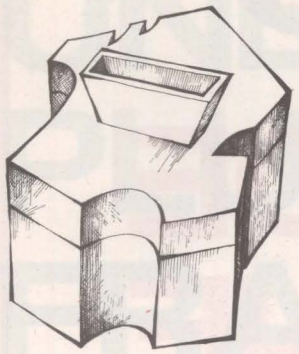
Pour M., Mme, Mlle .....
.....

Demeurant .....
.....
.....

je désire souscrire un abonnement spécial de 10 semaines pour 20 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'Unité
3034980 La Source ☐

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 30.



RIEN QUE DES P.D.G.

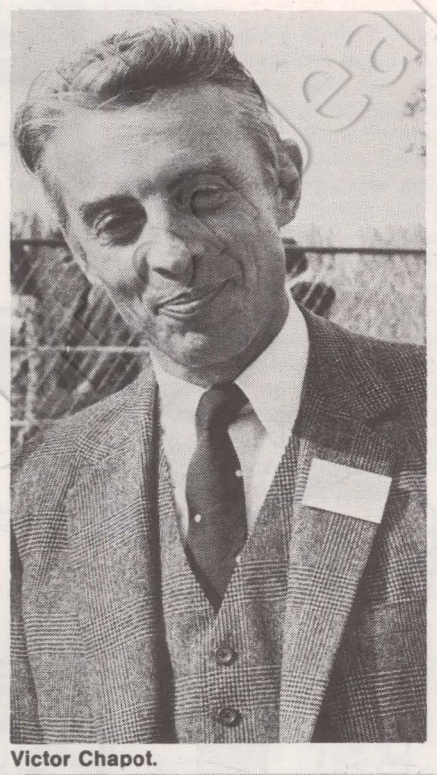
Valéry Giscard d' Estaing propose un petit jeu : « Dis-moi qui te soutient, je te dirai qui tu es ».Pour lui, pas de problème, il n'y a que des P.d.g.

L'autre matin, sur l'antenne de France-Inter, Valéry Giscard d'Estaing proposait un petit jeu à la classe politique. La règle en était simple : « Dis-moi qui te soutient, je te dirais qui tu es ». L'idée est séduisante. Mais elle risque fort de se retourner contre son promoteur.

Commençons par le plus simple : les locaux où se sont installés les amis de Giscard. Ils sont situés dans le 8e arrondissement de Paris, au 41 rue de la Bienfaisance — image de marque oblige. Un hôtel particulier vieillot de 4 étages, 1200 m2 et 40 bureaux. Le tout déjà équipé de 94 lignes de téléphone. Cet immeuble appartient à un certain Georges Riond qui en a cédé, pour l'occasion, l'usage aux troupes de Giscard.

A 65 ans, Georges Riond est membre du conseil d'administration de l'O.r.t.f. — au titre des... auditeurs et téléspectateurs — après une carrière bien remplie. Il commence sa vie professionnelle dans le journalisme. Puis avant la guerre de 1939, il devient délégué, pour le Sud-Est de la France, du mouvement droitier des Républicains nationaux d'Henry de Kérilis. La guerre. Le gouvernement de Vichy. De 1940 à 1942, il occupe les postes de secrétaire général-adjoint de la Légion française des combattants de Joseph Darnand et délégué national à l'action civique. Il fait ensuite de la Résistance, puisqu'il est décoré de la médaille de la Résistance. Après cette période troublée, il retrouve Joseph Laniel et Frédéric-Dupont au P.r.l., un parti qui fusionne assez vite avec le Centre national des indépendants de Roger Duchet et Antoine Pinay. En 1952, il est vice-président de l'Assemblée de l'Union française et, dès lors, il se spécialise dans les affaires d'outre-mer. En 1958, il devient président du comité central du « Rayonnement français », situé au 41 rue de la Bienfaisance. Sous cette étiquette fumeuse, se cache une officine patronale qui se charge de défendre les intérêts des grandes affaires coloniales. Comme Edmond Giscard d'Estaing, père de Valéry et ami de Georges Riond, qui est président de la Société financière pour la France et les pays d'outre-mer. Voilà une première carte que Valéry Giscard d'Estaing ferait mieux de ne pas trop exhiber.

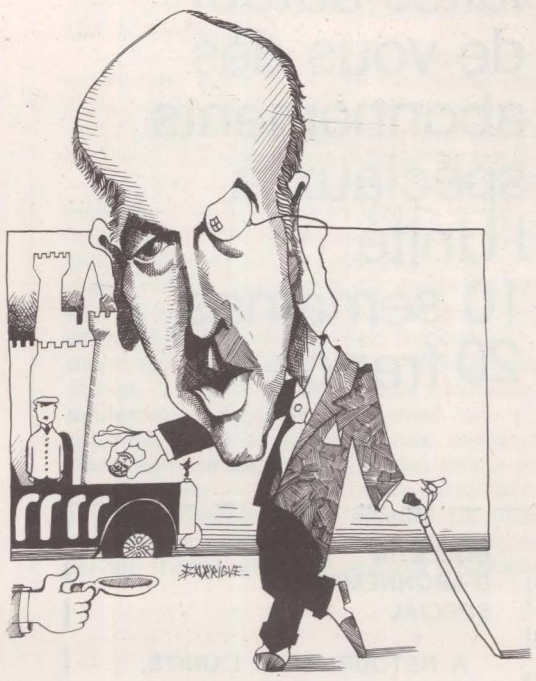
Dans ses locaux, si complaisamment prêtés, l'équipe de Giscard s'est tout de suite mise au travail. Ici, tout est propre et net. L'état-major du candidat est habillé comme Giscard en anciens élèves de l'Ecole des Sciences politiques : cravate en laine, chemise bleue et costume sombre. Ici, deux principes à respecter : efficacité — à l'américaine, si possible — et discrétion. Il n'y a pas, comme chez Chaban-Delmas, de barbouzes du Sac pour assurer le filtrage à la porte d'entrée.



Victor Chapot.

Plus de soixante personnes travaillent dans ces bureaux. Il y a bien sûr les politiques, ceux que tout le monde connaît : Michel Poniatowski, Roger Chinaud et Michel d'Ornano. Et puis, il y a les autres, ceux qui aiment la discrétion, ceux qui ont fait l'Ena. Eux ont compris que, sous la Ve République, les hommes des cabinets ministériels ont plus de pouvoirs que les militants qui battent les estrades. Dans cette catégorie, il faut aussi inclure ces industriels et ces hommes d'affaires qui ont quitté le service public pour « pantoufler » dans le privé et mieux y gagner leur vie.

Exemple type pour le petit jeu de Giscard : la « cellule idées ». Derrière ce titre





Xavier de la Fournière avec Giscard d'Estaing.

se cache une commission chargée de préparer les dossiers du candidat et de trouver les meilleurs moyens de le promouvoir dans l'opinion publique. Trois hommes en forment l'ossature. Cette « cellule » est dirigée par Christian Bonnet, actuel secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement et ancien député du Morbihan. Avant de se consacrer à la politique active, Christian Bonnet fut, de 1952 à 1961, président-directeur général de la société de distribution « Les grandes marques de conserve » et occupait le poste de délégué du Conseil supérieur de la conserve, une des fédérations du C.n.p.f. Ensuite vient Jean Serisé, ancien élève de l'Ena, ancien directeur de la Prévision au Ministère des Finances, ancien directeur de cabinet de Giscard d'Estaing et actuel président-directeur général du Comptoir des entrepreneurs et administrateur des Pétroles d'Aquitaine et des Assurances générales de France. Ou encore Paul Mentré, lui aussi ancien de l'E.n.a. et actuel directeur des prêts au Crédit national.

D'autres « cellules » abritent des hommes de la même trempe. Au hasard des bureaux, on trouve Jacques Calvet, ancien directeur du cabinet de Giscard et actuel directeur général-adjoint de la Banque nationale de Paris. Ou Lucien Lanier, chargé de coordonner toute la campagne de Giscard, qui est l'actuel préfet du Val-de-Marne après avoir collaboré au cabinet de Bourgès-Maunoury sous la IVe République.

Bien sûr, la Fédération des Républicains indépendants s'est entièrement mobilisée. Raymond Boisdé, qui en est le vice-président, fut longtemps un « permanent » du patronat et un proche de Marcel Boussac. Il dirigea la Fédération nationale des industries de la lingerie et il siège toujours au comité directeur du Conseil national des Petites et moyennes entreprises. Quant à Xavier de la Fournière, co-fondateur des cercles « Perspectives et Réalité , » chers à Michel Poniatowski, il affiche la profession d'agent de change à la Bourse de Paris.

Le « petit jeu » proposé par Giscard reste tout aussi révélateur si l'on s'intéresse à sa propre famille, elle aussi sur le pied de guerre pour sa campagne. Elle est partout sur les affiches, sur les photos et dans les interviews. Son père, Edmond Giscard d'Estaing, est un des plus remarquables collectionneurs de conseils d'administration du « Tout-Paris » ; voici pour simplifier les principaux : Crédit foncier et immobilier, Air-France, Bergougnan, Kléber-Colombes, Compagnie industrielle maritime, Carbone Lorraine. Son frère Olivier, ancien député des Alpes-Maritimes, est administrateur du trust américain des ordinateurs I.b.m. Et quand Giscard s'est marié, en 1952, il a épousé Mlle de Brantès, petite-fille du sidérurgiste Schneider, qui apportait dans sa corbeille un très imposant paquet d'actions de sociétés métallurgiques.

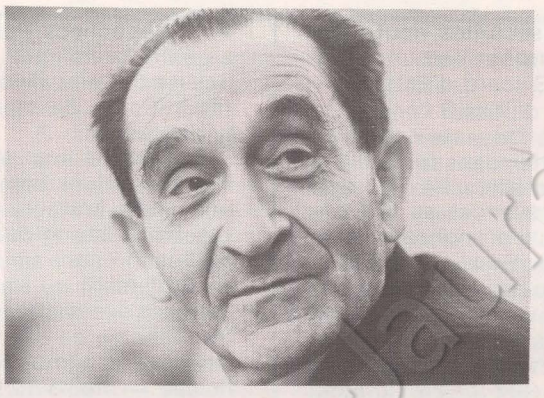
Mais, au 41 rue de la Bienfaisance, on connaît trop bien l'argent pour en parler à haute voix. Entre véritables hommes de droite, ce serait indécent d'en faire étalage. Tous les hommes qui entourent Giscard et le candidat lui-même entretiennent depuis trop longtemps des rapports avec lui. Ils ne sont pas des parvenus comme les compagnons de Chaban. Ici, se retrouvent ces patrons qui ont fait de l'argent sous Vichy, mais qui ont su habilement éviter les orages de la Libération. Ou ces technocrates ambitieux qui ont su si bien passer des affaires de l'Etat aux affaires privées. Et pourtant, de l'argent, il y en a. Beaucoup.

Les sténodactylos sont engagées pour la campagne au tarif record de 3.000 F. Et les jeunes gens d'Ordre nouveau — ces purs et durs de l'extrême droite française — touchent 250 F pour coller les affiches de Giscard, chaque soir. C'est un permanent de la Fédération des R.i, Hubert Bassot, qui les règle, avant chacun de leurs efforts nocturnes : pour plus de discrétion, Bassot ne s'est pas installé au 41 rue de la Bienfaisance, mais au siège des R.i, boulevard Saint-Germain. Selon les spécialistes, Giscard a déjà engagé un milliard ancien pour sa campagne. C'est son chef de cabinet Victor Chapot qui tient les cordons de cette bourse bien remplie.

En proposant son petit jeu, Valéry Giscard d'Estaing ajoutait : « Souvent, derrière les candidats, il y a des sortes d'anges gardiens et ces anges gardiens restreignent la portée, la liberté de ce que les candidats peuvent dire ».

NICOLAS BRIMO

JE PARTAGE CE COMBAT



PAR PIERRE MENDES FRANCE

Une crise internationale grave, ouverte à la fin de 1973, et la conjoncture soudaine née de la disparition du chef de l'Etat, font à chacun l'obligation d'aller au fond de soi en réfléchissant, à travers le choix d'un homme, au destin qu'il souhaite pour la Nation. Ainsi qu'il arrive parfois dans la vie des individus et dans celle des peuples, ce choix est à la fois celui du courage et celui de la générosité.

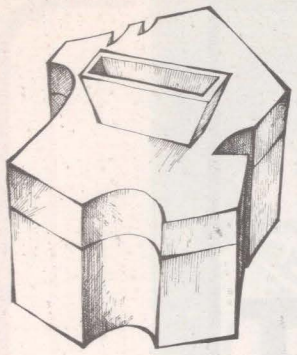
Quinze ans durant, la France a accepté le régime dont les désordres et les faiblesses antérieures et la pression de minorités turbulentes l'avaient persuadée de se pourvoir. Les optimistes estiment même que pendant ce temps, il lui arriva de se trouver heureuse, qu'elle a vécu et travaillé, qu'elle a augmenté sa richesse et, chemin faisant, que quelques problèmes se sont dénoués.

Mais ces résultats — dus pour l'essentiel à la paix et aux progrès des techniques — ont été payés du prix d'une inégalité inadmissible qui a démesurément accru la distance entre les plus fortunés, bénéficiaires désignés des accroissements de production et les moins favorisés, le plus grand nombre, dont la condition ne s'est pas améliorée comme cependant les ressources du pays l'auraient permis et dont la révolte est justifiée.

La Ve République, incapable de pressentir l'avenir et de faire place à la jeunesse aura aussi consacré une dégradation de l'esprit public telle que, là où devait s'exprimer le dialogue désintéressé de la démocratie, n'a plus régné pendant seize ans que le monologue complaisant et hautain du pouvoir.

Interprète de la volonté de vérité et de changement du peuple de France, la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République incarne l'espoir raisonnable d'un pays mieux et plus sérieusement géré et où les Français trouveraient plus d'équité, de sécurité et d'espoir. Cette candidature s'inscrit dans un programme précis qui, sans dissimuler des difficultés nées à la fois de la situation internationale et surtout de l'absence de politique de la France, propose la restauration de structures démocratiques et le rééquilibre des pouvoirs ; la sauvegarde des libertés publiques et le développement cohérent de l'économie dans le cadre d'une planification plus ferme et enfin plus juste.

Je connais François Mitterrand. En partageant aujourd'hui son combat, je partage l'espoir de tous les démocrates et de tous les socialistes de notre pays.



LES AVATARS DE GISCARD

Quatre idées, trois sécurités, neuf changements. Et pourquoi pas un ratonlaveur ? Valéry Giscard d'Estaing, fidèle à lui-même, vient d'utiliser l'énumération, le symbole — lié à l'idée de rigueur — du chiffre, pour conforter dans le public la légende de sérieux et d'efficacité qu'il a su se bâtir en mêlant les silences au lent ennui des cours magistraux prononcés à la télévision. Et, bardé de diplômes, de connaissances et de bonne réputation, il pousse la « subtilité » jusqu'à relever les « erreurs » de ses adversaires. Jeudi soir, au cours du débat qui l'a opposé au ministre des Finances, François Mitterrand devait tracer le véritable portrait de celui qui veut se faire passer pour un expert et qui n'est qu'un technicien de l'illusion.

Sur les 16 ans de régime gaulliste, Giscard d'Etaing fut 10 ans durant responsable du ministère des Finances. Temps suffisamment long pour que l'on ne juge pas un ministre à la forme de ses discours ou à l'ambition de ses objectifs. Dix ans permettent de juger les actes. Et la pratique du ministre sortant se caractérise par des échecs au lieu de résultats, l'utilisation d'artifices à la place de moyens, et le poids chaque jour plus pesant de ce qu'il faut bien appeler le « libéral-bureaucratisme ».

► Les échecs. Parlons en chiffres : il y en a quatre principaux. La baisse du franc, la hausse des prix, l'inégalité devant l'impôt, la répartition « de classe » des résultats de la croissance.

Depuis 16 ans, les responsables de la France avaient comme orgueil et objectif une monnaie stable et forte. Le 24 mai 1973, Giscard d'Estaing déclarait : « Les marges de fluctuation sont sans difficulté excessive ». Le flottement du franc s'est traduit sur les marchés des changes par une décote de notre monnaie de 8 à 10 %. Mais, avant cette dévaluation camouflée, une dévaluation officielle — moins 12,5 % — était intervenue en 1969. Ces cinq dernières années, le franc a perdu 50 % de sa valeur par rapport au mark, alors que la situation était politiquement « calme ». Giscard d'Estaing, qui aime rappeler que Mai 1968 et le retour des Français d'Algérie « expliquent » les difficultés précédentes, n'a même pas l'excuse de la crise énergétique pour expliquer cette chute. Côté franc, la réussite de Giscard n'est pas évidente.

Peu avare de paroles, le leader des Républicains indépendants s'est plu, au fil des années, à aligner les formules lénifiantes. Septembre 1971 : « La hausse des prix se ralentira dans quelques mois. » Septembre 1973 : « Les experts prévoient non pas une accélération, mais au contraire un ralentissement de la hausse des prix. » Question : Giscard d'Estaing est-il oui ou non un expert ? Si oui... Si non, il devrait mieux choisir les siens. La réalité ne correspond en rien à ce tableau. De 1963 à 1972, nous sommes parmi les trois pays de l'O.c.d.e. les plus inflationnistes. Dans les trois premiers mois de l'année, nous obtiendrons un record : 4 %, soit un rythme annuel de 16 %... Côté contrôle des prix, difficile d'admettre que l'expert soit efficace.

Suprême excuse

L'inégalité devant l'impôt est pour certains un sujet délicat. Pourtant, alors que l'on estime à 50 milliards les revenus non salariaux qui échappent au fisc, Giscard se félicite d'en avoir récupéré 3 en 1973. Question : combien faudra-t-il d'années pour qu'il n'y ait plus de fraude ? Et même si cela était : d'après les Comptes de la nation, la part payée par les salariés — pour la fiscalité directe — représentait 4,4 % de la P.n.b. en 1959. Et 5,1 % en 1972. Dans le même temps, la part des entreprises passait de 2,4 % à 1 %. Quant à la croissance, elle a des retom-

L'ombre de Trotski

par Pierre Bourgeade

Il y a un an, après les élections, j'abandonnais provisoirement cette chronique. Un roman à publier au printemps, une pièce de théâtre à terminer pour l'hiver ne me laissaient plus assez de temps. C'est difficile d'être à la fois écrivain et journaliste. Et puis, journaliste, c'est une autre écriture. L'écrivain — écrirait-il par onomatopées — écrit « long », au rythme d'une œuvre qui, serait-elle saccadée, heurtée, syncopée, confond l'écriture à un tout. Le journaliste — écrirait-il en phrases interminables ! — écrit « court », cherchant l'impact, sacrifiant à la simplicité, à la clarté... toutes choses dont il faut se méfier en littérature !

Il y a des moments, pourtant, où ce qui passe dans l'article de journal et ce qui se fixe dans le livre semblent venir d'un même mouvement. De grands écrivains furent de grands journalistes. Je pense à Paulhan et à Aragon, créant « les Lettres françaises » à une époque qui ne fut pas sans analogie avec la nôtre. Paulhan : l'homme le plus secret. Aragon : l'homme le plus apparent. Mais l'un et l'autre tenant que la littérature n'est pas seulement alchimie, mais **combat.** Et combat qui, parfois, se confond avec le combat politique au sens strict.

Que de choses, en cette année 1974, rappellent ce qui se passa en 1944 et en 1945 ! L'unité du peuple... l'élan qui semble le porter... la conscience, en des millions d'hommes et de femmes, que le moment est proche... que tout peut changer... que tout va changer...

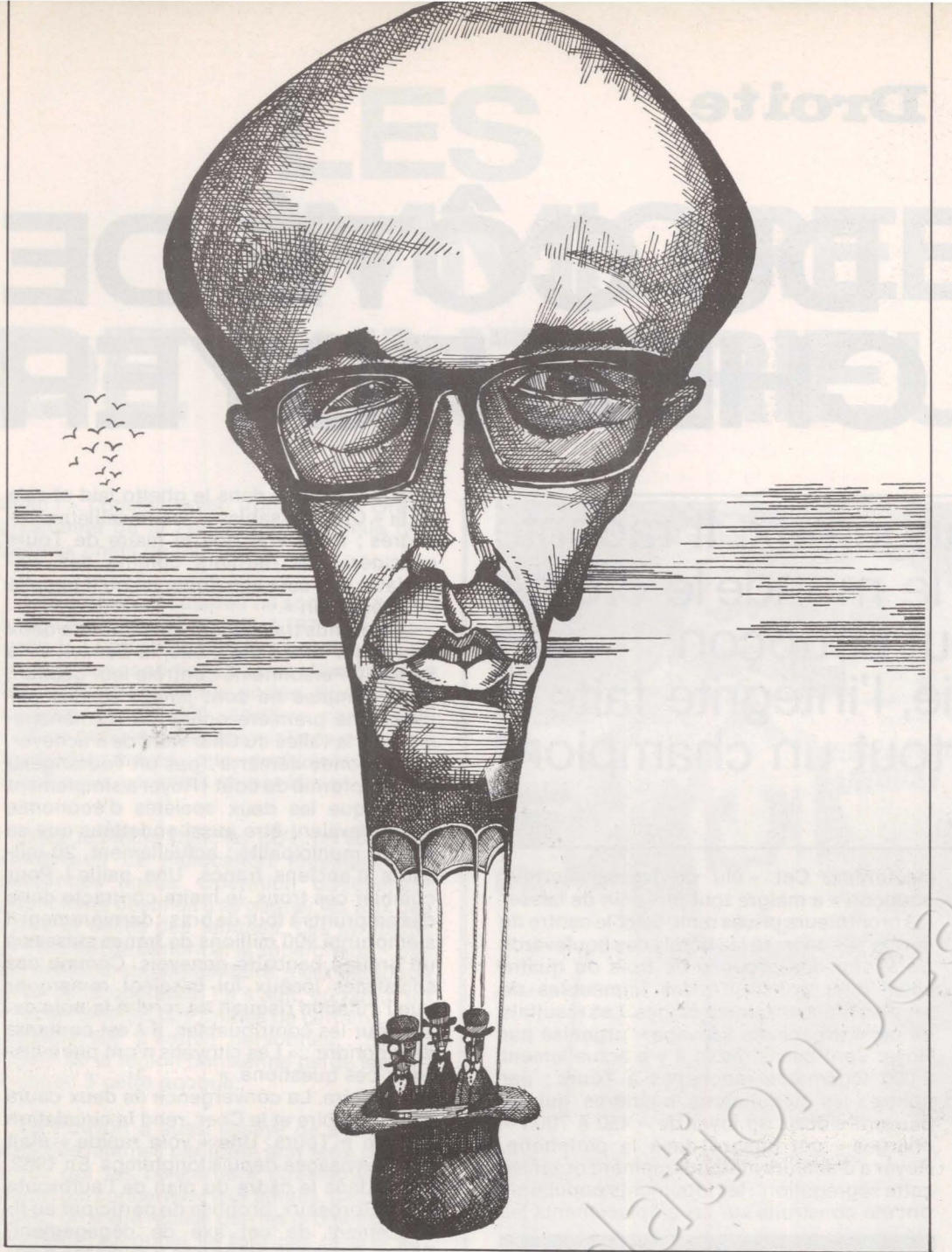
On a déjà eu cette impression en Mai 68, c'est vrai, mais par l'origine même du mouvement de Mai, et par la soudaineté de l'événement, les puissants courants qui portent aujourd'hui le candidat commun de la gauche ne purent s'unir suffisamment tôt pour l'emporter. Six ans après, c'est chose faite. Chacun de nous le sait par les journaux mais, plus encore, c'est une sorte de sensation physique...Ça se sent dans les rues... Ça se voit dans les yeux des gens... Il y a de la victoire dans l'air !

Sondages : Mitterrand : 43 %. Giscard : 25 %. Chaban : 23 %. De toute évidence, la victoire de François Mitterrand est possible au premier tour. Pas une voix de gauche ne lui manquera. Pas une voix de l'extrême gauche ne devrait lui manquer. Quelque sympathie qu'on puisse avoir pour Arlette Laguiller ou pour Alain Krivine, quel intérêt porter au décompte des voix que l'un et l'autre pourraient rassembler au premier tour ?... Quelle responsabilité pour eux, par contre, si 1 ou 2 % de voix manquantes empêchaient la victoire de la gauche unie, le 5 mai !

Ce dimanche, je relis la vie de Trotski, par Trotski, publiée maintenant dans la collection Folio. Je n'y trouve pas un seul mot qui pourrait donner à penser que, dans des circonstances capitales, ce grand révolutionnaire n'aurait pas sacrifié son ambition personnelle à la volonté clairement exprimée du peuple. Au contraire, même, et c'est ce qui fait la grandeur de son destin. Il est un temps où il faut être soi. Il est un temps où il faut savoir être avec les autres. Surtout lorsque ces « autres » se comptent par millions et qu'on se veut « au service des masses ».

Peu de vies aussi dramatiques que celle de Trotski ! Lorsqu'il rédige son autobiographie, ou lorsqu'il rédige, plus tard, son journal d'exil, en Norvège, il ne sait évidemment pas comment il finira. Lecture poignante. Trotski croit aller d'espoir en espoir, et il va d'échec en échec jusqu'à l'échec ultime, sa mort. Et quelle mort ! En même temps que je me permets d'inviter, ici, les candidats qui se réclament du trotskisme à ne pas apparaître, en ce moment crucial de notre histoire, pour des candidats de division, je tourne aussi mes yeux vers l'homme qui, le 5 mai, sera le candidat commun du Parti socialiste, du Parti communiste, du P.s.u., de puissantes forces syndicales, de plusieurs organisations d'extrême gauche et d'innombrables Français isolés, qui ont chacun leur idée du monde, chacun leur idée du socialisme, chacun leur idée de la liberté. Quelle force il lui faudra, élu du peuple, pour garantir à tout le peuple, sa liberté !

Mais cette force, plus nous serons nombreux à lui apporter nos suffrages, plus il l'aura.



bées étranges. Si les taux d'accroissement de la production française sont parmi les plus forts du monde, c'est beaucoup plus en fonction d'atouts « structurels » — durée du travail la plus longue des pays développés, démographie favorable — qu'en fonction de la politique du Pouvoir. Mais si l'on se penche sur la répartition de cette croissance, les choses changent : l'évolution du pouvoir d'achat des salaires est plus faible chez nous — à l'exception de la Grande-Bretagne — que chez les pays membres de la C.e.e. élargie : 45,9 % chez nous, contre 68,4 % au Danemark. La France, qui occupait en 1960 le premier rang en Europe pour les équipements collectifs, se retrouvait dix ans plus tard la 7e en Europe. Faut-il applaudir l'exploit de l'expert ?

► Les artifices. Ici comme ailleurs, le décor cache une réalité rarement décrite par les officiels. L'équilibre budgétaire est un mythe, le contrôle des prix un trompe-l'œil, le Plan est absent, la politique industrielle est un gaspillage. Cela a l'air de mal cadrer avec l'assurance du ministre. Pourtant...

L'équilibre budgétaire, argument suprême et suprême excuse, invoqué comme moyen de lutte contre l'inflation, a rarement été respecté. Sur les 16 derniers budgets, 13 étaient en déséquilibre. Bien sûr, lors de leur présentation au Parlement, ces budgets étaient équilibrés. Ce qui ne l'était pas, c'était, au bout de l'an, les lois de règlement. Or, le ministre avait utilisé l'inflation pour accroître ses ressources et la débudgétisation pour minorer ses dépenses. Et, malgré des recettes supplémentaires et des investissements « confiés » aux communes, aux établissements publics et au secteur privé, 13 budgets sur 16 ont été « déséquilibrés ». Il semble donc que les dons d'expert de Giscard ne soient pas si évidents que cela.

Côté prix, la programmation officielle est rigoureuse. La mise en œuvre est différente : pour l'automobile par exemple, en 1973, au lieu des 3,6 % prévus, « on » a autorisé 9 %. Quant aux prix dont le gouvernement est responsable ils battent, eux, tous les records : la manière dont a été répercutée la hausse du pétrole étant le dernier exemple.

Il est facile de parler du Plan : le ministre n'en voulait pas. La politique budgétaire « d'équilibre » primant les objectifs, les réalisations n'ont jamais suivi les projets. Et comme le gouvernement n'a aucun pouvoir sur les investissements de l'industrie privée, le moins que l'on puisse dire est que le ministre n'a pas de politique. Si ce n'est aider les grands trusts. En cela, Giscard d'Estaing est compétent : les grands groupes sidérurgiques se sont fait « offrir » leur investissement — 5 milliards — par l'Etat. Si le plan calcul — 2 milliards — le plan machine-outil ont échoué, l'échec n'a pas fait pleurer tout le monde. La Thomson a reçu l'essentiel du plan calcul. Dassault a reçu 500 millions par l'avion Mercure, avion qui ne sera pas vendu. L'Idi, créé pour aider les petites et moyennes entreprises, offre 40 % de ses fonds à deux grands groupes : Thomson et la Cellulose du Pin. Faut-il continuer ? Alors que les objectifs prioritaires auraient dû être la mécanique, l'électronique, la chimie, les télécommunications, la réalité est tout autre. On soutient le patronat d'industries en perte de vitesse en « oubliant » de développer les productions nécessaires. Mais c'est peut-être que Giscard d'Estaing pense que c'est justement cela, être un expert...

► La bureaucratie. En ce domaine, le ministre est vraiment expert. N'ayant jamais pris de mesure structurelle — il est contre — après avoir brisé les thermomètres pour que l'on puisse mal mesurer les effets de sa politique, le champion du libéralisme a mis en place une bureaucratie omniprésente et inefficace. Utilisant le dogme de l'équilibre budgétaire, il a transféré les responsabilités des ministères « techniques » sur le sien. Rien ne peut se faire en France — au nom du budget — sans son accord : il a freiné les investissements collectifs, l'action sociale, il a, au nom des moyens, limité tous les objectifs. Il réduit à sa plus simple expression le rôle du ministère de l'Industrie, impose ses vues sur l'Aménagement du territoire, met en place une tutelle sur toutes les entreprises publiques. Véritable Etat dans l'Etat, les Finances ont vu leur budget de fonctionnement augmenter de 60 % en 4 ans et leur personnel de 12 %. Ce qui, entre autres, prouve à quel point ce ministre si puissant est responsable de la situation actuelle. Et cela pour mettre en place un dirigisme injuste. Si les grandes entreprises ont peu subi de contrôles, il n'en est pas de même pour les petites. En 1973, il y a eu 1 000 contrôles et aucun P.v. pour les entreprises industrielles. Mais il y en a eu 344 000 — et 25 000 P.v. pour les petits commerçants et les prestataires de services.

Côté investissements étrangers, ce super-ministre n'a pas fait preuve d'une rigueur particulière. Bien sûr, pour la moindre opération, un dossier en 14 exemplaires doit être remis au Comité des investissements étrangers, qui siège au ministère des Finances. Ce dossier circule durant des mois. Mais... les chiffres publiés dans notre enquête « A qui appartient la France » *(« l'Unité », n°s 80 et 81)* étaient éloquents. Les trusts étrangers achètent ce qu'ils veulent, quand ils veulent, où ils veulent.

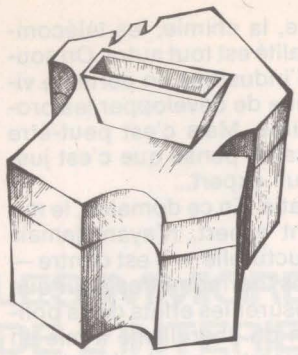
Voilà à quoi se réduisent les « compétences » de Valéry Giscard d'Estaing. Derrière la brume des mots, des explications au tableau noir, voilà la réalité que cachent les discours.

Et pourtant, certains croient que cet homme est la rigueur incarnée. Son aspect « réservé », la fausse technicité alliée à une simplicité de choix douteuse et aux interrogations inutiles — qu'auriez-vous fait à ma place ? — alors qu'il fait lui-même demandes et réponses, tout cela a réussi à le faire passer pour un homme sérieux. Ce qui devient plus difficile à comprendre, c'est que celui qui 10 ans durant fut le maître de l'économie soit saisi ces derniers jours par une crise de gauchisme, allant jusqu'à proposer que le revenu minimum des personnes âgées soit porté, en 1975, à 20 F. Lui a-t-il fallu si longtemps pour calculer le revenu journalier de certains retraités et comprendre que c'était scandaleusement insuffisant ? Avait-il peur de mettre son budget en déséquilibre en le proposant plus tôt ? Ou cherche-t-il, comme un « vulgaire policier », à gagner des voix en promettant ce qu'il n'a jamais fait ?

Il est dommage que, dans son autoportrait, il n'ait pas rappelé quelques-uns de ses titres de gloire : champion de l'inflation, créateur de mythe. Ou que, par référence à la baisse du franc ces 10 dernières années, il n'ait pas rappelé qu'il pouvait être baptisé : monsieur Moins 80 %.

Bien sûr, ce ne sont pas des choses que Giscard d'Estaing aime entendre. Il était pourtant nécessaire de les lui rappeler.

GUY PERRIMOND



DU CÔTÉ DE CHEZ ROYER

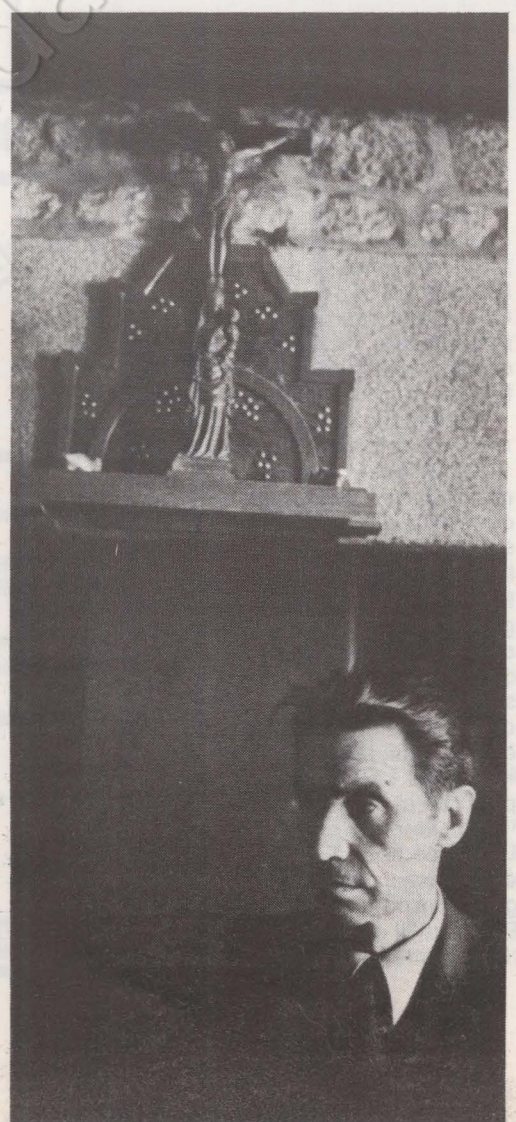
« Cet homme est dangereux. Il raconte des bobards et tout le monde le croit.» Elu au-dessus de tout soupçon, gestionnaire de génie, l'intégrité faite homme... Voire : surtout un champion de l'autosatisfaction.

En face d'un cinéma de Tours qui affiche « Les aventures érotiques d'un bûcheron », un marchand de journaux discute avec un client : « On peut dire que c'est un homme propre. Lui, au moins, il n'a rien à se reprocher ou à faire oublier. » Jean Royer le pur, le dur, le désintéressé. Ça et là, dans la ville, la légende tient encore. Mais elle a du plomb dans l'aile. Le roitelet vacille déjà. En 1971, il avait été le maire le mieux élu de France, avec 75,43 % des suffrages. Aux dernières législatives, en 1973, il n'a fait que 51,21 %. Baisse très sensible. Un signe et un paradoxe. Quand le pays entier a découvert, il y a trois ans, ce tribun pisse-vinaigre qui fustigeait les dépravations de notre société, interdisait les films et brûlait les tableaux, Tours déjà s'éveillait. Il avait fallu 12 ans à une ville pour débusquer les mensonges et la démagogie derrière les bonnes paroles. Aujourd'hui, un Tourangeau sur deux dit : « S'il n'a rien à cacher, pourquoi n'avons-nous pas le droit de connaître les détails du budget municipal ? » A Tours, Royer est presque démasqué. C'est le moment qu'il a choisi pour essayer de mystifier l'hexagone. Chant du cygne ?

« Cet homme est dangereux ». C'est un chauffeur de taxi qui l'affirme. Et ajoute : « Parce qu'il raconte des bobards et que tout le monde marche. » Que raconte Royer ? Qu'il est le grand bâtisseur du siècle, le meilleur gestionnaire possible. Selon lui, Tours serait une nouvelle merveille du monde, la dernière en date. Et les Tourangeaux seraient au paradis. Bref, Royer prétend imposer le modèle de Tours à la France.

Silence aux citoyens

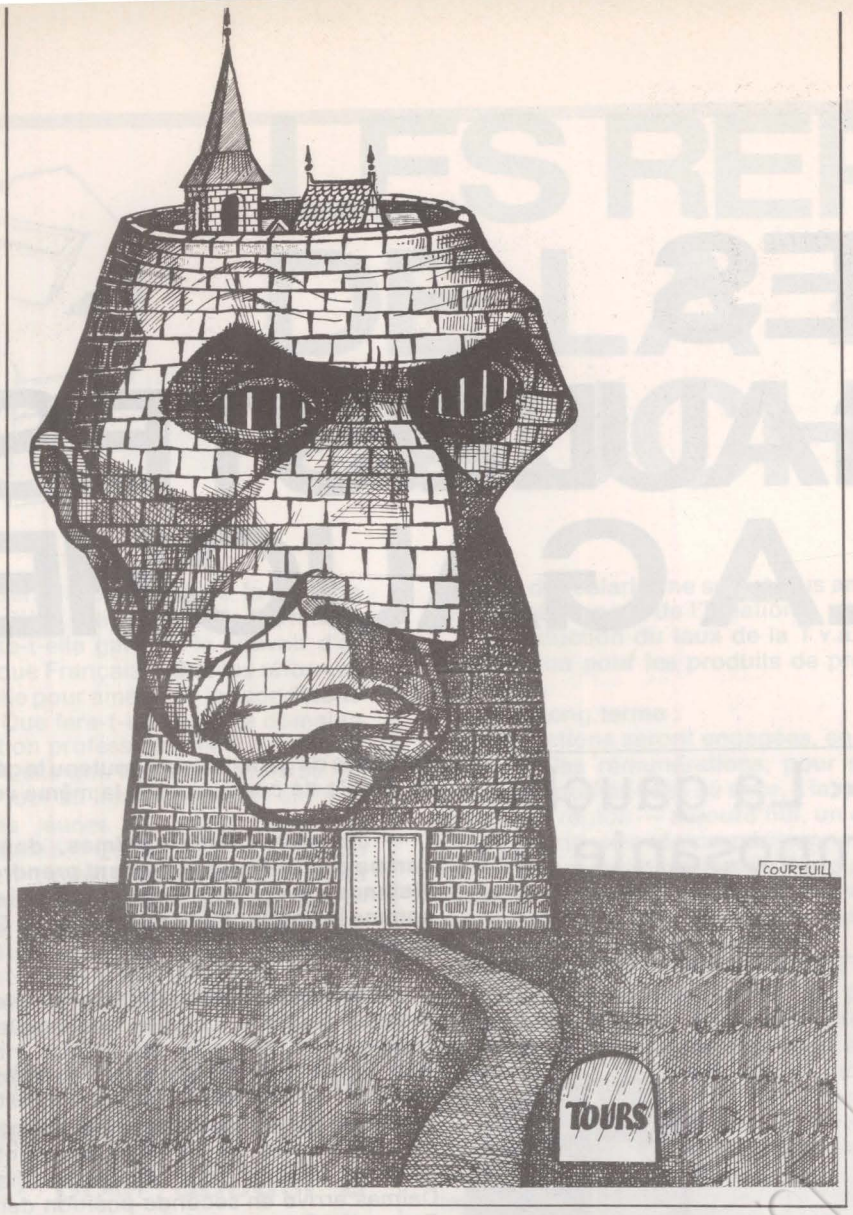
Jusqu'en 1965, Royer a promis à ses concitoyens une expansion grandiose : une agglomération de 600 000 habitants pour 1990 ! Pour ce faire, il a mis en route « une politique du logement accompagnée d'une politique de grands travaux. » Dans un premir temps, il a construit des tours dans le quartier des rives du Cher, puis des pavillons ; actuellement, il revient aux tours dans le nouveau quartier des Fontaines. Les choix successifs ne sont l'objet d'aucune réflexion, d'aucune rigueur. Seul Royer décide, au hasard de ses humeurs ou de ses besoins électoraux. Cet « élu au-dessus de tout soupçon » a malgré tout pris soin de laisser les promoteurs privés remodeler le centre de la ville : ils ont rasé les hôtels des boulevards ou abattu des groupes de trois ou quatre villas pour construire des immeubles de rapport d'une dizaine d'étages. Les résultats de cet « urbanisme sauvage » organisé par Royer sont désastreux : il y a actuellement 2 000 logements inoccupés à Tours ; par contre, les populations ouvrières qui ne peuvent s'offrir un loyer de « 450 à 700 F+ charges » ont émigré dans la périphérie. Royer a d'ailleurs méthodiquement organisé cette ségrégation : les logements populaires ont été construits sur les emplacements les plus médiocres ; dans le ghetto laid et sale de la « Cité des sables », les travailleurs immigrés ; il est vrai que le maire de Tours considère ces derniers comme des « asociaux ». C'est sans doute ce qu'il appelle « l'intégration ».



Les grands travaux ont été confiés à deux sociétés d'économie mixte, la Semivit et la Semavit. Personne ne contrôle leur gestion, leurs comptes ne sont jamais rendus publics. Une première opération d'aménagement de la vallée du Cher vient de s'achever, une seconde démarre : pas un Tourangeau n'a été informé du coût ! Royer a simplement avoué que les deux sociétés d'économie mixte devaient être aussi endettées que sa propre municipalité : actuellement, 20 milliards d'anciens francs. Une paille ! Pour combler ces trous, le maire contracte donc des emprunts à tour de bras : dernièrement il a emprunté 900 millions de francs suisses à un groupe bancaire genevois. Comme des socialistes locaux lui faisaient remarquer que l'inflation risquait de rendre la note salée pour les contribuables, il s'est contenté de répondre : « Les citoyens n'ont pas à discuter ces questions. »

Il y a pire. La convergence de deux cours d'eau, la Loire et le Cher, rend la circulation difficile à Tours. Une « voie rapide » était donc envisagée depuis longtemps. En 1962, l'Etat, dans le cadre du plan de l'autoroute Paris-Bordeaux, propose de participer au financement de cet axe de dégagement. Royer, d'accord, emprunte 2 milliards d'anciens francs. Entre temps, l'Etat confie l'opération à Cofiroute, qui rachète l'emprunt mais refuse d'en rembourser les intérêts : reste ainsi une addition de 80 millions d'anciens francs pour les gens de Tours... Et Cofiroute, une fois la voie construire, la soumet à un péage de 2 F. Elle est bien sûr boycottée. Pour décongestionner le centre ville, Royer vient de trouver la solution : construire une route gratuite, parallèle à l'autoroute à péage. Coût de l'opération : plus d'un milliard d'anciens francs. A emprunter.

« Royer a un goût immodéré du pouvoir solitaire, dit un jeune communiste. Seule sa cote personnelle l'intéresse et il s'est servi de ses portefeuilles ministériels successifs pour la faire monter. C'est un nouveau Pétain, mais qui donne plus dans le spectacle parce qu'il est moins gâteux physiquement. » Confirmation d'un aumônier : « Il fait des discours creux, contradictoires, mais terrifiants dans le ton, qui renvoient à des événements de sinistre mémoire. » « Au début, dit un médecin, on est impressionné. Mais on s'aperçoit vite que tout est truqué. Sans la « claque » de 700 à 800 personnes qu'il installe une demi-heure avant le début de ses réunions, on n'aurait pas cette impression d'unanimité. » C'est vrai : sans ses centaines de « mémères partisanes » de Tours, Royer est vulnérable. On l'a bien vu à Nantes et à Nancy, où il s'est fait huer, chachuter, siffler et conspuer. « Royer-Pétain, même combat », criait un groupe à Rennes. « Heilli, heil-lo, heil-la », entonnait le fond de la salle.



« D'accord, dit Paul Lussault, secrétaire fédéral du Parti socialiste, il faut dénoncer les discours autoritaires et fascisants de Royer. Mais il faut aussi voir pourquoi il est crédible aux yeux de certaines gens. Parce qu'il dresse lui-même le panégyrique de son action politique. » Et pourtant...Français si vous saviez ! L'autosatisfaction de Royer repose sur du vent. Non seulement la gestion de Tours n'est pas aussi satisfaisante qu'il le dit, mais en plus, il pratique, très régulièrement, le mensonge et le camouflage.

Jean Royer est le candidat de « Minute » et du « Parisien libéré ». « Minute » le présente comme étant « un homme au-dessus des combines, qui veut incarner la France des mécontents ». Les mécontents le suivraient-ils s'ils connaissaient ses combines ? Une des premières a consisté en une opération d'« accession à la propriété » : Royer faisait construire des pavillons ou des appartements au prix peu élevé...mais non terminés. Les finitions restaient à la charge du propriétaire. Les acheteurs se sont vite aperçus que la pose de l'électricité, de la plomberie, du sanitaire, du carrelage, des placards et des papiers finissaient par faire des sommes coquettes de plusieurs dizaines de milliers de francs ! Le système a vécu. Royer avait pourtant trouvé là de quoi se créer une popularité à peu de frais.

De même, Royer voulait séduire ses électeurs quand il a organisé des journées de plantations d'arbres : des « volontaires » et des militaires y ont participé. Y seraient-ils allés avec le même enthousiasme s'ils avaient su que Royer avait fait abattre la moitié du bois de Grandmont pour y installer une tranche de construction en « accession à la propriété » ? N'est-ce pas là une belle entourloupette ?

Royer se moque encore du monde quand il se déclare « adversaire forcené des Zup » (zones à urbaniser en priorité), mais constitue des réserves foncières pour en implanter dans le nord de Tours. Surtout, Royer ment. Il ment quand il déclare aux Tourangeaux que l'augmentation des impôts locaux est due à l'augmentation de la part du département ; entre 1969 et 1974, la part de la Ville est passée de 56 à 66%, celle du département a baissé de 44 à 34%. Il ment quand il annonce, pour 1974, une augmentation de l'impôt par habitant de 11,97% : en réalité, elle sera de 18,7 %. Mais, comme la légale séance publique du Conseil municipal est bâclée en une heure, personne ne sait évidemment ce qu'il en est.

Royer n'est pas un combinard, dit « Minute ». Alors, qu'on nous explique ces chiffres : du budget 1973 au budget 1974, les dépenses d'exploitation du secrétariat de la mairie de Tours n'ont augmenté que de 10 %, mais celles du cabinet du maire ont augmenté de 113 % ! Passant de 100 000 à 213 000 francs.

Pas de doubles rideaux

Quand on pense que Royer s'est aussi affublé ostensiblement d'une réputation de « pauvre » ! « Paris-Match » décrit avec complaisance cette vieille « Panhard noire aux pneus à flancs blancs » qu'il garda si longtemps ; ses amis rappellent que, lors de sa première année à la mairie, il n'avait qu'une bicyclette qui lui servait « à aller vérifier sur les chantiers le zèle des employés municipaux » ; sa femme raconte qu'ils n'ont « même pas de doubles rideaux dans leur maison. » Alors, pourquoi a-t-il installé son « état-major présidentiel » dans une gentilhommière à colombages qui campe luxueusement ses douze pièces au milieu d'un parc de cent hectares ? Bizarre manifestation d'humilité et d'ascétisme...

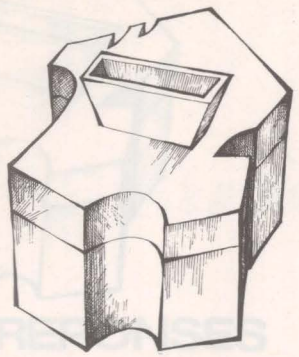
Autre surprise. Le Comité national de soutien à Royer a affirmé : « M. Jean Royer n'acceptera aucune subvention émanant de groupes financiers quels qu'ils soient. Il est et entend rester un homme libre ». Mais « l'Humanité » du 19 avril dernier a révélé que la permanence parisienne de Royer au 37, avenue de l'Opéra est installée dans les locaux de la Société générale mobilière et immobilière, une filiale de Schneider ! Le champion de « la décentralisation des décisions » a décidément des façons bien à lui de passer sous silence certaines informations qui pourraient intéresser tous les citoyens.

Spécialiste de l'oubli, Jean Royer ne promet plus aujourd'hui que 400 000 habitants à son agglomération. Hier capitale de la censure, Tours est devenus aujourd'hui la capitale de l'échec urbain. Car, comme le dit Paul Lussault, « une politique d'implantation d'habitations ne peut pas aboutir sans une politique de l'emploi. » C'est là l'échec majeur de Royer : il n'a encouragé que la venue du secteur tertiaire ou de petites entreprises employant en majorité des femmes et des O.s. De fait, la main-d'œuvre qualifiée manque. Et, parallèlement, on compte actuellement 6 000 chômeurs. De nombreux licenciements dans le bâtiment sont imputables directement à Royer : plutôt que de confier les travaux et constructions de logements aux entreprises locales, il a fait appel à de « grosses boîtes nationales ». De plus, les non-reconductions des contrats des travailleurs immigrés dans la métallurgie sont autant de licenciements déguisés ; voilà ce que Royer fait pour les « mécontents ».

Les syndicats ou associations de parents d'élèves en savent quelque chose : Royer refuse systématiquement de les recevoir. Il n'a cédé qu'une seule fois, devant une grève des postiers, la veille de Noël 1972. Habituellement, il ne négocie jamais. Président du conseil d'administration (entre autres !) de l'hôpital de Tours, il a, en mai 1973, interdit à la direction de négocier avec les infirmières en grève. La même année, en avril, une grève de trois semaines immobilisa l'usine locale de S.k.f. (roulements à billes) : Royer a interdit à l'équipe du Football-Club de Tours de jouer un match de solidarité avec les grévistes ; sinon. il leur retirait la subvention municipale annuelle. En face des conflits sociaux, Jean Royer se conduit en patron de combat : il ne respecte pas les droits syndicaux et soutient la C.f.t. Il a promis la construction d'une nouvelle Bourse du Travail, mais à condition que les différentes unions locales y admettent la C.f.t. En tant qu'employeur, il ne respecte pas les conditions de sécurité : les éboueurs de Tours disposent d'un gilet de protection pour cinq ! Maître absolu en tout, partout il « remet de l'ordre » selon une phrase rabâchée dans son programme électoral : un jour il licencie le directeur de la M.j.c. de Tours 02, qui avait osé programmer le film « Le cuirassé Potemkine » ; un autre jour, il coupe les subventions de la Comédie de la Loire ; une autre fois, il interdit au Théâtre de l'Utopie de jouer sur les places de marchés, etc.

Jean Royer prétend « donner un cœur à la France ». Si c'est celui qui bat à Tours, merci bien !

JEAN-PAUL LIEGEOIS



LES GAULLISTES AVEC LA GAUCHE

Dominique Gallet : « La gauche gaulliste est une composante de l' unité populaire ».

« L'UNITE » : Dominique Gallet, le Front progressiste vient de prendre position en faveur de la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République. Qu'est-ce que le Front progressiste ?

DOMINIQUE GALLET : Le Front progressiste est une formation politique qui rassemble les gaullistes dans l'opposition. Notre cheminement politique est le suivant : nous avons rejoint le général de Gaulle car nous avons cru, avec raison, que sa politique était essentiellement progressiste, en particulier dans le domaine de la politique étrangère. Et c'est pourquoi un grand nombre d'hommes de gauche ont rejoint son action politique. Depuis le départ de la scène politique du général de Gaulle, un grand désarroi s'était créé dans la majorité et tous ceux qui se réclamaient de l'idéal progressiste du général de Gaulle éprouvaient le besoin de se rassembler dans une organisation au sein de l'opposition, pour s'opposer au Pouvoir conservateur et pour continuer à promouvoir les idées progressistes en politique étrangère et en politique intérieure de Charles de Gaulle. Le Front progressiste s'est donc créé dans cet objectif. C'est pourquoi notre attitude de soutien au candidat unique de la gauche est somme toute logique. Car pour nous maintenant le débat, le clivage ne se fait pas entre gaullisme et anti-gaullisme, il se fait entre la droite, ou les droites, et la gauche. La gauche qui de plus en plus nous semble assumer les thèmes d'indépendance nationale, de lutte contre l'impérialisme américain qui étaient ceux du général de Gaulle, qui sont les nôtres. Nous considérons que nous avons beaucoup plus notre place pour défendre ces principes au sein de la gauche. Nous aurons beaucoup plus d'efficacité si nous le faisons que de rester dans une majorité conservatrice qui ne peut plus les défendre.

— Vous étiez déjà des gaullistes d'opposition sous la présidence de Georges Pompidou. Donc vous considériez que le gaullisme avait déjà quelque peu dévié dès ce moment-là, au moins sur le plan de la politique internationale ?



— Oui, car en fait, seul le général de Gaulle menait une politique progressiste et tout son entourage et toute sa majorité étaient composés d'éléments conservateurs qui avaient rejoint le gaulllsme par intérêt de classe et qui pratiquement avaient investi le gaullisme, avaient fait une O.p.a. sur le gaullisme pour le détourner de ses objectifs révolutionnaires datant du programme social du C.n.r., datant de la Résistance, datant des grandes heures du gaullisme. Quand le général de Gaulle était au pouvoir, on pouvait encore pratiquer un gaullisme progressiste au pouvoir ; après son départ et l'arrivée de Georges Pompidou, c'était devenu une impossibilité. La droite avait investi le gaullisme, la droite présidait aux destinées de la France ; il n'était plus question pour des hommes de gauche ayant soutenu le général de Gaulle de continuer sur la même voie.

— Jacques Chaban-Delmas, dans sa campagne, prétend justement prendre ses distances avec cette droite et se présente comme le continuateur du gaullisme. Qu'en pensez-vous ?

— Jacques Chaban-Delmas se met un masque gaulliste, Jacques Chaban-Delmas représente à peu près les mêmes intérêts que Giscard d'Estaing, mais il essaie de toucher un électorat différent. C'est une question de vocabulaire, mais les intérêts sont les mêmes. Le problème est avant tout celui du second tour ; même si Chaban-Delmas arrive en seconde position derrière François Mitterrand, il sera obligé de composer au second tour avec les idées de Giscard d'Estaing ; et pratiquement il ne présentera plus du tout, même au niveau du vocabulaire, un message plus ou moins gaulliste, tel qu'il peut le présenter actuellement au premier tour. Donc, pour nous, les choses sont claires. Il y a d'un côté les candidats de la droite avec des masques différents et de l'autre côté, le candidat unique de la gauche. Nous ne sommes, bien évidemment, pas toujours d'accord sur toutes les prises de position de François Mitterrand, sur toutes les attitudes des formations qui composent actuellement la gauche, mais sur l'essentiel, c'est l'indépendance nationale, c'est la lutte pour l'égalité sociale, c'est la lutte contre l'impérialisme américain.

— Précisément parce que vous n'êtes pas d'accord avec toutes les prises de position de la gauche, de la gauche qui s'est réunie autour du programme commun, et qui, aujourd'hui s'élargit à d'autres formations, qu'attendez-vous de cette victoire de la gauche à laquelle vous souhaitez participer ?

— Je crois que c'est assez simple, assez clair. Nous considérons qu'actuellement dans le peuple français, parmi les travailleurs de France, il y a une très large aspiration à l'unité populaire, c'est-à-dire à un vaste rassemblement du peuple français qui dépasse le cadre actuel de l'unité de la gauche et qui rassemble un certain nombre de nouvelles composantes, dont les gaullistes progressistes constitueront l'une des plus dynamiques. Nous considérons que la gauche gaulliste sera une des composantes importantes de cette unité populaire, c'est notre objectif et notre choix et nous croyons que c'est le choix de l'efficacité et de la raison.

changer la vie politique

ILS ONT DIT

— Maurice Couve de Murville, samedi, devant les secrétaires fédéraux U.d.r. : « Nous avons vécu sans aucun doute des moments difficiles d'agitation, de manœuvres qui ont créé parmi nous le désagrément ».

— Alexandre Sanguinetti, à France-Inter : « Je ne prédis pas un grand avenir à Jean-Philippe Lecat en ayant des pieds partout. Il va manquer de pieds, d'ailleurs, s'il continue... »

— Jean Royer, à France-Inter : « Pâques, qui a été la fête de la Résurrection et de la Lumière, aura contribué pour moi à me fortifier ».

— Jacques Limouzy, U.d.r., secrétaire d'Etat à l'Education nationale : « La réflexion consiste, dans un combat où les munitions sont chères, à ne plus tirer sans viser car nous pourrions, par erreur, nous blesser nous-mêmes ».

— François Brigneau, dans « Télémagazine » : « M. Royer ne manque pas d'humour... Mais cet humour, il le cultive en secret. »

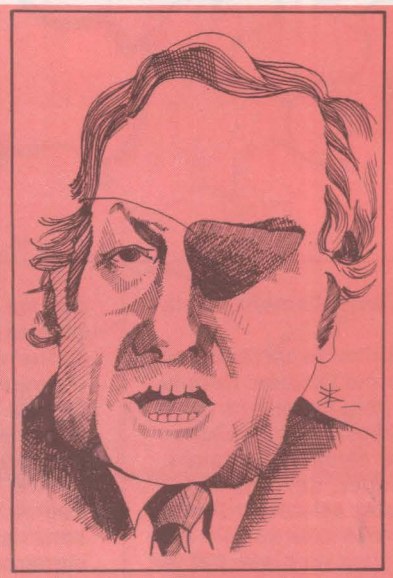
— Michel Debré : « Chaban-Delmas appartient à cette catégorie d'amis qu'il faut surveiller de près si on ne veut pas être entraîné dans de mauvaises fréquentations et dans de mauvais lieux » (c'était, il est vrai, dans « le Courrier de la colère » du 31 juillet 1958).

PRET... AVANT

Le clou du festival de flagornerie de Jean Lecanuet accueillant lundi le candidat giscardien à Rouen : « M. Giscard d'Estaing s'est tenu sur la réserve. Il ne s'est pas précipité sur le pouvoir ». Or, les amis de Jacques Chaban-Delmas ont méchamment fait reproduire une circulaire d'un adjoint électoral de Giscard d'Estaing — le conseiller de Paris Bertrand de Maigret — demandant des soutiens pour une candidature Giscard. Cette circulaire date du... 3 avril. Ce qui veut dire que, compte tenu des délais de fabrication...

PARLEZ-NOUS DES KATANGAIS

S'emparant d'une grosse ficelle qui a déjà beaucoup servi,



« la Nation » de mardi imaginait « Arlette Laguiller faisant occuper les banques et Piaget les usines », ajoutant : « Et de nouveaux « Katangais » feront le reste ». Le naïf auteur de cette malencontreuse évocation devrait se renseigner sur ce à quoi ont été utilisés ces fameux « Katangais » de mai-juin 1968, qui les avait recrutés et qui les télécommandait. Ses amis politiques auraient sans doute beaucoup à lui raconter...

LE PORTEFEUILLE A SES RAISONS...

Un commerçant avisé qui n'a pas perdu de temps, c'est celui qui vient de sortir une anthologie sonore des discours de Georges Pompidou. Ce disque est publié par la Serp. Or, qui est P.d.g. de cette société ? Jean-Marie Le Pen, candidat de l'extrême droite et paladin de l'anti-pompidolisme...

AH ! CE QU'ON S'AIMAIT...

La déclaration insinuante de Michel Poniatowski mettant en doute « l'intégrité » de Jacques Chaban-Delmas et affirmant sa « fragilité » a mis en fureur les hommes de Chaban-Delmas, qui ont cependant conclu qu'ils « refuseront l'escalade entre les candidats issus de l'ancienne majorité ». Serment d'ivrogne : dès le lendemain, Chaban-Delmas dénonçait « le pilotage à vue » de Giscard d'Estaing et jetait : « Il se trompe ou nous trompe ». Et dans « la Nation », dans la colonne même où était publié cet « armistice », le député U.d.r. Claude-Gérard Marcus s'indignait que « l'effort d'humanisation des hôpitaux a constamment été freiné par l'incompréhension tâtillonne du ministère de l'Economie et des Finances ». A quoi « la Nation » ajoutait cette amabilité supplémentaire : « N.d.l.r. Il semble toutefois que le freinage de la Rue de Rivoli a cessé depuis quelque temps : exactement depuis la nomination au ministère de la Santé publique de M. Poniatowski, bras droit de M. Giscard d'Estaing ».

FRANCOIS MITTERRAND A LA RADIO-TELEVISION

TELEVISION

— Vendredi 26 avril (18 minutes, à partir de 13 h 05), avec Georges Marchais, Pierre Mauroy et Robert Fabre.

— Mardi 30 avril : 18 minutes, à partir de 20 h 35.

— Jeudi 2 mai : 9 minutes, à 21 h 10

— Vendredi 3 mai : les 5 dernières minutes (à partir de 20 h 35).

RADIO (FRANCE-INTER)

— Samedi 27 avril : 18 minutes (à partir de 19 h 20).

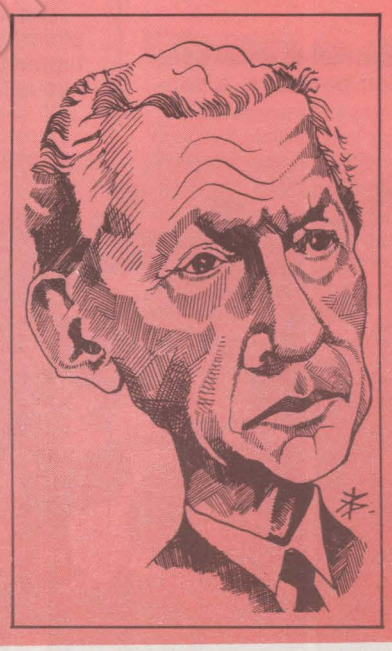
— Lundi 29 avril : 18 minutes (à partir de 12 h 05).

— Jeudi 2 mai : 8 minutes (à partir de 12 h 05).

— Vendredi 3 mai : 5 minutes (à partir de 19 h 20).

R.T.L.

François Mitterrand rencontrera à nouveau Valéry Giscard d'Estaing le jeudi 2 mai à 19 h 15 et Jacques Chaban-Delmas le lendemain à la même heure.



Le livre de la campagne présidentielle

MITTERRAND :

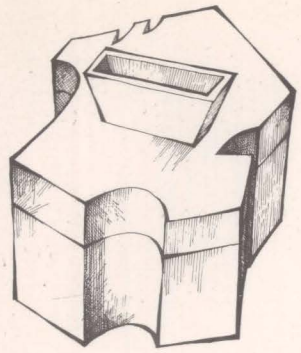
L'HOMME, LES IDEES (éd. Flammarion) est paru.

Lisez-le, et surtout faites-le lire. Chaque électeur, chaque électrice doit savoir qui est le candidat commun de la gauche et ce qu'il propose.

Adresser les commandes groupées à :

Serge LUSTAC
Parti Socialiste
12, Cité Malesherbes
75009 - Paris





L'ARMEE ET LA NATION

Réconcilier l'armée et la nation, tel est le défi lancé par la gauche. Il lui appartient de combler le fossé qui a sciemment été creusé par le régime entre le peuple et son armée, les militaires et les autres citoyens.

« Ça pourrait aller mieux, monsieur le ministre ». C'est la réponse que s'est attiré Achille Fould, alors secrétaire d'Etat à la Défense nationale, lorsqu'au début de l'année, visitant une base navale, il demanda à un officier marinier si « la soupe était bonne ». Car aujourd'hui bon nombre de cadres de l'Armée trouvent que non seulement la soupe n'est pas ce qu'elle devrait être, mais s'interrogent sur le sens de leur mission.

C'est qu'un régime sans âme a forgé une armée sans foi. La Ve République a toujours douté de son armée et s'est constamment méfiée de ses cadres. Pour l'isoler de la nation, elle l'a enfermée dans une forteresse réglementaire. De temps à autre cependant parviennent au citoyen, par-delà les hautes murailles de la hiérarchie, les échos d'une profonde rancœur et des éclats de colère qu'arrivent mal à étouffer les gardes-chiourme du Pouvoir.

L'article du capitaine Delas, récemment paru dans « le Monde », est un des reflets de cette crise. Aujourd'hui, les militaires se sentent mal dans la nation, comme l'on se sent mal dans sa peau. La moitié des sous-officiers de l'armée de Terre quittent l'armée après leur premier contrat. Une telle situation ne peut durer. Si l'on n'y prend garde, une armée coupée de la nation tend à sécréter son propre système de valeurs. Avec, comme base essentielle, l'Ordre. Et dans une situation troublée la tentation alors serait grande, pour certains de ces mal-aimés, de le faire prévaloir, éventuellement par la force.

Il est donc urgent de briser le carcan dans lequel le Pouvoir a enfermé l'armée. Depuis des années, tout a été mis en œuvre pour étouffer la liberté d'expression et empêcher la communication entre civils et militaires. Ce besoin de communiquer, de s'expliquer et de se faire comprendre est ressenti très vivement par de nombreux cadres. S'il est vrai que l'organisation mise en place par le Pouvoir est objectivement au service de la classe dominante, il est faux de penser que la grande majorité des hommes qui la composent émanent de cette même classe et en épousent les objectifs. Il en résulte un profond malaise au niveau des officiers et sous-officiers. Tenter de ne voir de ce malaise qu'une revendication portant sur les conditions matérielles de vie, comme le fait la droite, permet d'esquiver les problèmes essentiels et conduit à prendre pour cause ce qui n'est, en réalité, qu'une conséquence d'une politique néfaste pour le pays tout entier. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, la priorité a été donnée à la technique au détriment des hommes chargés de la mettre en œuvre. « L'intendance suivra », disait-on, mais l'intendance rechigne et suit mal. Le mépris des hommes, qui plus qu'une erreur est une faute, condamne sans appel la politique militaire menée depuis plus de 10 ans par le Pouvoir.

Cette politique, reposant toute entière sur le concept de dissuasion nucléaire, a conduit les citoyens à se désintéresser des problèmes de défense et les cadres de l'armée à s'interroger sur leurs missions. Pourquoi les citoyens seraient-ils concernés par les problèmes militaires puisqu'on leur répète, sur le mode incantatoire, que la possession par la France de l'arme absolue rend toute guerre désormais impossible ? Si toute guerre est désormais impossible, quelles sont les missions qui peuvent être assignées à l'armée conventionnelle, qui représente les plus gros effectifs de combattants ?

Les raisons du malaise actuel de l'armée sont alors évidentes. « Si l'on nous trouve inutiles, alors qu'on nous supprime », décrétait il y a quelque temps le chef d'état-major de la Marine. Il nous paraît que cette apostrophe s'adressait davantage aux gouvernants de la Ve République qu'à l'opposition. Nous ne pensons pas, en tout cas, que cette utilité puisse être démontrée par des missions contre d'éventuels « adversaires intérieurs » — les gouvernants de la Ve République se sont toujours refusés à opérer les choix que sous-tendait leur politique de dissuasion. Ce laxisme gouvernemental laisse la France désarmée. A côté de forces nucléaires stratégiques, coexistent des forces de manœuvre d'une efficacité douteuse et une défense opérationnelle du territoire exsangue et détournée de ses buts.

Les cadres de l'armée connaissent cette situation, qu'ils ne peuvent ouvertement critiquer. Là où la liberté d'expression favoriserait le renouveau de pensée militaire, les

La « tournée des popotes » en Algérie.





contraintes statutaires engendrent conformisme et découragement. Par ailleurs, le seul contact durable de tout citoyen avec l'armée s'effectue à l'occasion du service militaire. Ce contact devrait permettre une communication et une compréhension réciproques. Or, le maintien du système actuel a pour fâcheux résultat de grossir les rangs des antimilitaristes. Les sous-officiers, chargés de l'encadrement de base du contingent, sont les premiers à pâtir de cette situation. La solution à ce problème capital consiste, non à supprimer les sous-officiers, comme certains théoriciens l'ont suggéré, mais bien à transformer radicalement la nature et les conditions d'exercice de ce service.

De la grandeur et de la servitude du métier des armes, la servitude, seule, est restée fidèle ; la grandeur, elle... Et le port de l'uniforme est devenu une gêne. A Paris et en province, les officiers et sous-officiers souvent en civil : point de repère — mieux : point de mire — l'uniforme n'est plus le reflet des grandeurs passées.

Et pourtant le besoin d'être admis, reconnu, estimé est aussi fort que par le passé. Mais la considération suppose la connaissance. Comment pourraient-ils l'être par les citoyens, lorsque le Pouvoir dresse entre eux une frontière et enferme cette partie de la nation dans une institution d'un centralisme excessif, envahie par la bureaucratie ? Les bonnes volontés ne manquent pas dans l'armée, mais elles se brisent sur les structures comme vagues sur les rochers. Affirmer que la situation matérielle des cadres militaires s'est constamment dégradée depuis une décennie est devenue une évidence que la majorité elle-même ne peut plus dissimuler. Cette constatation, fossé entre leurs conditions de vie et celles de leurs homologues civils, est faite par les militaires ; mais, plus peut-être encore, par leurs femmes qui, fait nouveau, s'engagent de plus en plus nombreuses dans une activité professionnelle. Les mutations fréquentes, les absences répétées loin du domicile et la médiocrité des soldes deviennent très difficilement supportables. Ayant le sentiment d'être des citoyens diminués et des déclassés sociaux, les cadres, officiers ou sous-officiers, se sentent les mal-aimés de la nation.

Réconcilier l'armée et la nation, tel est le défi lancé à la gauche. Il lui appartient de combler le fossé qui a sciemment été creusé par le régime entre le peuple et son armée, entre les militaires et les autres citoyens. La dimension spirituelle du socialisme, fondée sur la justice et la liberté, doit être le ferment d'une armée nouvelle au sein de laquelle soldats, marins et aviateurs retrouveraient leurs droits de citoyens. Le temps du malentendu entre la gauche et l'armée doit prendre fin. Voici venir le temps où, porteuse d'espérance, la gauche, devant l'insuffisance des princes qui jusqu'alors nous ont gouvernés, est en mesure d'apporter à la défense de la France un souffle qui lui faisait défaut. La défense d'une nation démocratique et socialiste repose, avant tout, sur une volonté puisée aux racines du peuple. L'armée en constitue l'élément opérationnel permanent.

Dialogue et liberté

Il est donc essentiel qu'émanant de la nation, les cadres de l'armée retrouvent auprès des citoyens la considération à laquelle ils peuvent prétendre. Une nouvelle politique militaire et l'organisation qui l'accompagne devraient tendre à revaloriser la fonction militaire, par la suppression des discriminations et des inégalités dont elle est victime. La communication entre le peuple et son armée devrait être facilitée par la transformation du service militaire, qui serait de durée plus courte, intensif et véritablement universel.

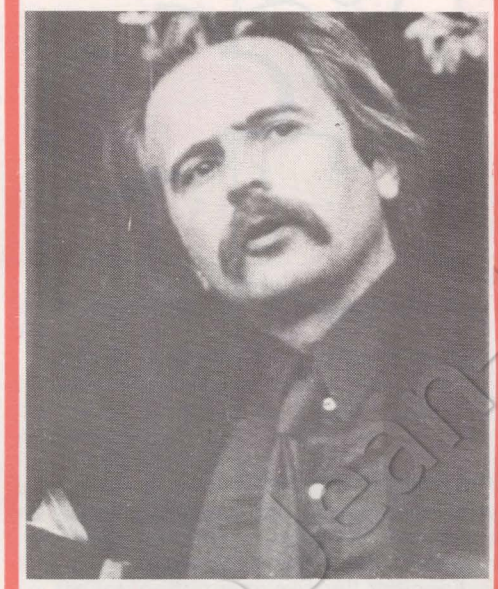
L'ouverture de l'armée sur la nation pourrait être réalisée notamment par la mise en place d'une formation permanente des cadres, à la fois civile et militaire. Si les écoles militaires ont pour vocation d'instruire des combattants doublés de spécialistes, il n'est pas dans leur mission d'assurer la formation civile des personnels. Celle-ci doit revenir tout naturellement aux établissements de l'Education nationale, creusets où se forgent les intelligences de tous les citoyens. Cette double formation permettrait aux cadres de maintenir le niveau de leurs connaissances et de les développer afin, d'une part, d'accéder rapidement aux postes de responsabilité ; d'autre part, de passer sans difficultés ni matérielles ni psychologiques à la vie civile. Ce passage, contrairement à la pratique actuelle, devrait être normal et organisé. Normal, le prolongement d'une activité dans le domaine civil après un temps plus ou moins long passé dans l'armée pourrait constituer le principe et non l'exception d'une carrière militaire. Organisé, afin de mettre un terme à la course individuelle et aléatoire à l'emploi sans préparation, un choix de carrières pourrait être offert aux cadres officiers et sous-officiers qui le désireraient. Le temps passé au service de la nation pour sa défense, loin de représenter un handicap, devrait au contraire constituer un tremplin pour l'accès à de nouvelles fonctions et responsabilités dans le secteur civil.

Cette politique, dictée par un souci d'une plus grande justice, devrait être accompagnée d'une recherche d'une plus grande liberté. La liberté, gage de l'efficacité, est nécessaire à l'épanouissement de la responsabilité. Les libertés sont actuellement, dans l'institution militaire, parquées et régimentées en d'étroites frontières. Afin de stimuler l'initiative et d'accroître la responsabilité à tous les niveaux de la hiérarchie, il conviendrait d'adapter le règlement de discipline générale à l'évolution de notre société et au projet socialiste. Il est urgent de revivifier la pensée militaire actuellement figée dans un conformisme stérile par des mandarins soupçonneux et jaloux. Ce renouveau demande une reconnaissance des libertés d'information et d'expression. La logique d'une telle politique d'ouverture pourrait conduire également à étendre aux cadres militaires le droit d'association. L'illustration la plus éclatante de la politique menée par la Ve République à l'égard des personnels de l'armée nous est donnée par le Conseil supérieur de la fonction militaire. La participation y est instituée sur un mode parodique, la représentativité sur le système des volontaires désignés, la liberté sur le principe suivant lequel tout ce qui n'est pas interdit est autorisé. Le fonctionnement de ce Conseil paraît démontrer que, de par sa nature, il s'adresse moins à des soldats qu'à des diplomates dont la subtilité n'aurait d'égale que la prudence. Cette expérience montre, à l'envi, qu'aucun dialogue n'est possible si la liberté n'assure pas le système de représentation et les possibilités d'expression. Aucun progrès n'est possible sans le respect des hommes et des aspirations dont ils sont porteurs.

Le projet pour une armée nouvelle doit mettre un terme à une organisation de l'institution militaire dans laquelle ces personnages de Kafka et Courteline se sentent à l'aise. Ce qui est bon pour la littérature ne l'est pas nécessairement pour la défense d'un pays.

JEAN MARCEAU

RETOUR A LA FRANCE



PAR REGIS DEBRAY

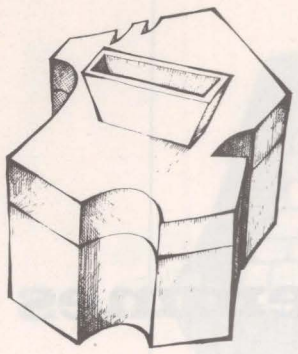
Permettez que se confesse un peu, au risque de vous décevoir, un amoureux de la France. Soupirant éconduit, frustré, rejeté parmi tous ces émigrés qui s'en allèrent à contre-cœur tromper leur faim d'Histoire — où s'emmêlaient sans qu'ils le sachent désir de révolution et besoin d'avoir un pays — à l'autre bout du monde. Qui s'en allèrent courir la gueuse au loin pour soulager leur trop-plein d'amour, mais avec cette brûlure sans cesse, cette nostalgie ardente comme chaux vive, cette aspiration à fondre enfin le rêve avec le charnel, une certaine idée du monde avec les paysages de l'enfance, la justice et ma mère, comme disait l'autre : disons un fantôme d'Histoire idéale avec le visage de la France réelle. Ladite France pendant ce temps — sombres années soixante ! — s'acharnait à oublier le visage que lui avaient donné pour nous les prosopopées du Malet-Isaac et la Marseillaise de Rude. Elle pensait standing et autoroutes. La République de 92, princesse déchue, humiliait sa fierté sous les corps des promoteurs immobiliers, décorés ventripotents, députés marrons, avocats véreux, tribuns de quatre sous. Invivable divorce. Mais voici venu le moment où il n'y a plus à choisir entre la France et le socialisme — qui ne peuvent gagner qu'ensemble. Voici venu le temps, enfin, de rapatrier le socialisme dans son pays d'origine, la terre préférée de ses précurseurs — des Egaux aux Canuts — de ses penseurs — de Babeuf à Marx lui-même — et aussi de ses martyrs — « ce qu'elle en a vu de larmes cette terre /larmes d'ouvriers et larmes de paysans », comme le rappelle aux oublieux une chanson de communard, « La Butte rouge ».

Ce n'est pas le moindre mérite de François Mitterrand que de ne jamais se faire passer, même dans l'impunité des confidences à bâtons rompus, pour autre chose qu'il n'est — quitte à désenchanter tel ou tel interlocuteur plus exalté. Cette franchise toujours courtoise, mais qui peut se faire, si on venait à la bousculer, intransigeante et cassante, n'est pas seulement la marque d'un honnête homme. C'est aussi une belle chance pour les travailleurs manuels et intellectuels de ce pays. Je veux dire que François Mitterrand n'est pas un « révolutionnaire » léniniste mais un socialiste libéral. Pour inventer son chemin, le candidat unique de la gauche se guide sur les étoiles de 1789, de 1848, de 1936. La Révolution d'Octobre, la Longue Marche et la Sierra Maestra, il les connaît, mais elles ne font pas partie de son firmament. C'est dans son passé que chaque peuple trouve cette constellation d'images exigeantes qui lui permet de relever les défis de l'avenir. Si Marx a pu hier se marier avec Ivan le Terrible, Confucius ou Don Quichotte, pourquoi ferait-il plus mauvais ménage avec Michelet ? Sans doute s'entendra-t-il beaucoup mieux avec ce dernier qu'avec les autres saints de cultures qui restèrent toujours étrangères, sinon suspectes, aux fondateurs du socialisme scientifique. De toute façon, c'est en France que la partie se joue, c'est le jeu de la France qu'il faut continuer si l'on veut que l'Histoire du socialisme se perpétue aujourd'hui, en abordant son chapitre central, décisif et rigoureusement inédit à ce jour, qui aurait pour titre : « La transition au socialisme dans un pays industriel avancé, à démocratie parlementaire et économie développée ».

Trop de révolutionnaires nourrissent leur internationalisme avec le nationalisme des autres. Mais le meilleur service qu'on peut rendre à la cause des peuples, c'est d'épouser la cause du sien — et en l'occurence il s'agit de celui qui a la tradition révolutionnaire la plus riche d'Occident. (Comme me répondait un jour un camarade vietnamien auquel je demandais ce que nous pouvions faire pour aider le Vietnam : « Un meeting de solidarité ? Ce ne serait pas mal. Mais contribuer à l'avènement d'un gouvernement progressiste, ce serait encore mieux — pour nous-mêmes »). Or, on ne donnera pas à la France un visage digne de son passé au nom de Trotski, de Mao ou de Lénine. Gageons que si Lénine s'était réclamé devant son peuple de Jaurès ou de Jules Guesde, plutôt que de Tchernychevski, ou si Mao s'était baptisé le meilleur disciple de Gramsci, et non de Sun-Yat-Sen, ils n'auraient pas été bien loin. C'est parce que Fidel Castro a assumé l'héritage de José Marti, l'apôtre de l'indépendance cubaine, qu'il a pu donner à Marx une progéniture américaine. Tant il est vrai que seuls deviennent producteurs d'histoire ceux qui n'ont pas honte d'être les produits d'une histoire nationale. La science de l'Histoire n'a pas de frontières, mais ses créateurs, les masses, en ont ; et les héros qui les représentent sur la scène mondiale ne s'exportent pas aussi facilement que les chromos de propagande et les tweeds écossais. Il n'y a jamais eu de rupture politique viable, où que ce soit, qui n'ait su utiliser les moyens et les ressources d'une continuité historique.

C'est de l'étranger, peut-être, qu'on le ressent le mieux, il faut de la distance pour rétablir les perspectives : la France en est arrivée à ce moment de son Histoire où elle ne peut plus se prolonger qu'en changeant de mandataires ; sous peine de s'étioler et de s'abîmer. La bourgeoisie ne peut plus lui donner que ce qu'elle appelle un « vrai Président », c'est-à-dire le président-directeur général d'un consortium de multinationales. Tous ceux, dans le monde, qui attendent quelque chose de notre pays, ceux-là même qui se sentirent hier éblouis ou ranimés par ces lueurs qui traversèrent le règne de De Gaulle — feux follets de Phnom-Penh et d'ailleurs — savent qu'ils n'ont plus rien à attendre de ce delta d'ambitions dérisoires où s'en est venu mourir le fleuve gaulliste. L'évidence est si forte que la droite ici même le ressent à son corps défendant : le fil d'or de l'indépendance française ne peut plus être filé que par la gauche, c'est-à-dire par la masse de ceux que ne relie aucune solidarité d'intérêts ou de peurs à l'Empire américain, ou à quelque autre tutelle que ce soit. « Mitterrand, c'est la continuité gaullienne », disent certains pour ricaner. Autre boutade : « C'est la gauche ou le chaos ». Eh bien ! oui, cette étrange légitimité qui investit déjà la gauche unie témoigne non seulement que c'est par elle que passe maintenant l'Histoire mais aussi, mais surtout qu'un bond en avant est désormais possible en France. Car dans toutes les nations, la rupture n'intervient que lorsque la continuité profonde d'un peuple est menacée. Et elle l'est aujourd'hui par ceux qui se disent les héritiers de l'Histoire de France et qui en sont les fossoyeurs.

En nous rendant un passé, François Mitterrand, représentant la gauche réunie, a débouché l'avenir. Quoi qu'il advienne demain, nous n'aurons plus jamais honte d'être Français. La marâtre d'hier redevien dra princesse.



LES REPONSES DE LA GAUCHE

Economie

Quelle sera la politique de la gauche en matière de salaires ? Comment compte-t-elle garantir le pouvoir d'achat de chaque Français ? Quelles réformes propose-t-elle pour améliorer les conditions de travail ? Que fera-t-elle dans le domaine de la formation professionnelle ? Comment empêchera-t-elle que des travailleurs se retrouvent du jour au lendemain sans emploi, ou que des jeunes attendent des mois durant un travail ? Quelle sera sa politique de la santé ? Comment réformera-t-elle la Sécurité sociale ? Quelles réponses apporte-t-elle aux problèmes du troisième âge ? Comment évitera-t-elle que les handicapés ne restent toute leur vie des exclus ?

Dix questions que chacun se pose. Et leurs réponses.

☐ Quelles mesures la gauche compte-t-elle adopter pour aboutir à une politique des salaires plus juste ?

Dans un premier temps (plan d'action à court terme) :

* le salaire minimum sera porté à 1.200 F. Une mesure qui concerne plus du quart des salariés puisque, d'après le rapport de l'Insee réalisé sur « les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1970 », cette proportion de salariés ne gagne pas 1.165 F par mois : parmi eux, la moitié des femmes au travail et le cinquième des hommes.

* le relèvement des bas salaires sera envisagé en priorité.

* l'échelle mobile des salaires sera mise en place.

* les traitements des fonctionnaires seront revalorisés ; sur les 9 milliards qui représentent le montant des affectations budgétaires aux mesures immédiates du plan d'action à court terme (6 mois), 3 milliards seront consacrés à cette mesure.

* dans le secteur privé, on procédera à la révision de la grille hiérarchique.

* l'échelonnement des hausses de salaire sera négocié dans les plus brefs délais avec les représentants syndicaux.

* Les revenus agricoles seront garantis.

* A plus long terme, un gouvernement de gauche procédera à la mise en ordre des structures de rémunération du secteur privé : concrètement, les primes de risques et les primes d'assiduité — dont certaines ne sont actuellement que des primes anti-grèves — seront intégrées au salaire.

☐ Comment éviter la dégradation du pouvoir d'achat ?

Deux mesures à court terme :

* l'indexation de l'épargne afin que les revenus des salariés ne soient plus amputés des conséquences de l'inflation.

* la réduction du taux de la T.v.a., et sa suppression pour les produits de première nécessité.

A plus long terme :

* des actions seront engagées, en ce qui concerne les rémunérations, pour supprimer les disparités liées au sexe, à la nationalité ou à la région — aujourd'hui, un ouvrier travaillant dans la région parisienne gagne 70 % de plus qu'un ouvrier de Périgueux, la disparité de salaires entre hommes et femmes est de 25 % chez les manœuvres et de 55 % chez les cadres supérieurs.

* les prestations sociales seront revues afin d'arrêter la dégradation du pouvoir d'achat des familles. L'objectif (fixé d'ailleurs par le programme commun) étant la fusion en une prestation unique, attribuée dès le premier enfant, des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique. Une discussion immédiate sera engagée avec les organisations familiales et syndicales pour définir, dans un premier temps, les modalités de rattrapage du pouvoir d'achat des familles (le retard est aujourd'hui de 25 %) et, dans un deuxième temps, les modalités de son développement.

☐ Comment améliorer les conditions de travail ?

* Pour la durée du travail, l'objectif est de 40 heures.

* la 5e semaine de congés payés sera un objectif à réaliser très rapidement.

* la généralisation et l'extension des pouvoirs (et des moyens) des comités d'hygiène et de sécurité feront partie des mesures visant à rendre le travail moins pénible.

☐ Une réforme du droit du travail est-elle prévue ?

Oui, dans des délais rapides. Certaines mesures seront même immédiates:

* les dispositions anti-grèves seront abrogées.

* une représentation des travailleurs sera créée au niveau des groupes et des holdings. Aujourd'hui, en effet, l'information est donnée au niveau du comité d'entreprise ou du comité central d'entreprise. Or, ce n'est plus à ce niveau que se prennent les décisions, mais au niveau du groupe ou du holding. Et là, il n'y a pour le moment aucune représentation des travailleurs. Pour remédier à cela, des mesures seront prises très rapidement, afin de donner aux travailleurs un contrôle réel.

* les conseils de prud'hommes seront réformés, dans le sens d'un élargissement et d'une garantie de leurs pouvoirs.

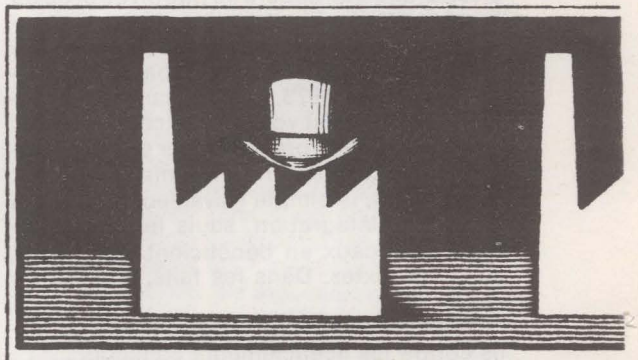
* les compétences et les moyens des inspecteurs du Travail seront étendus.

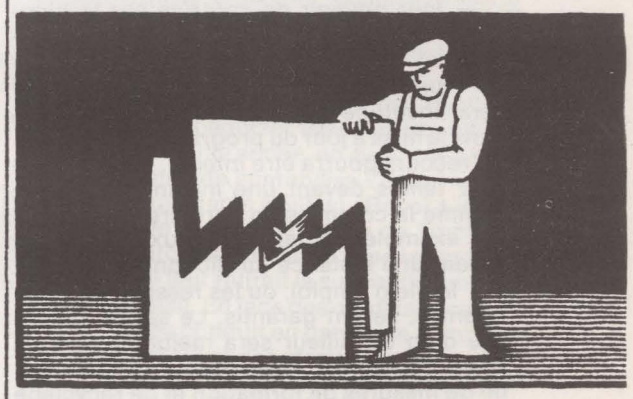
☐ Quelles mesures seront prises pour assurer une formation professionnelle réelle ?

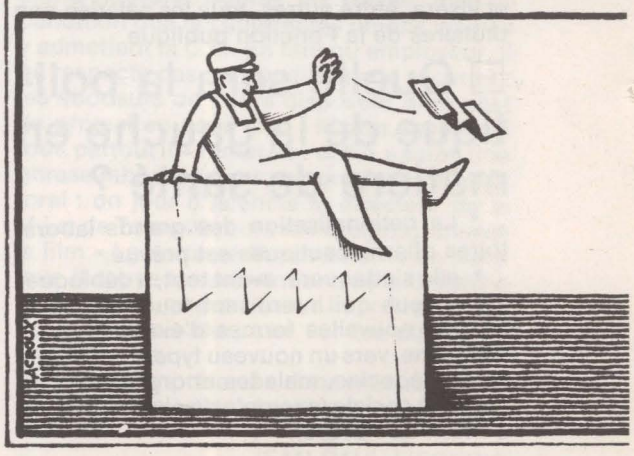
* Des mesures pour assurer le contrôle effectif des travailleurs sur le plan de la formation : il faudra leur donner les moyens qu'ils n'ont pas, en franchise d'heures, par exemple.

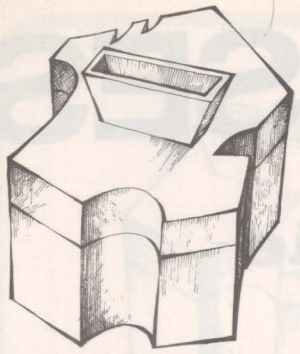
* des mesures pour qu'il existe une plus grande qualité de l'information, et une meilleure répartition de cette information. Un exemple : les entreprises qui, devant justifier

→









LES REPONSES DE LA GAUCHE

→

de leurs dépenses au titre de la formation professionnelle pour déduire ces sommes de leurs impôts, organisent des voyages de cadres aux Canaries, se verront refuser cette justification de leurs dépenses.

☐ Comment garantir l'emploi ?

* Le système de couverture du chômage et d'orientation professionnelle sera renforcé.

* les jeunes à la recherche d'un premier emploi seront assurés d'un revenu minimum égal aux deux tiers du Smic.

* le droit discrétionnaire de licenciement dont dispose le patronat sera abrogé.

Les travailleurs seront garantis contre les licenciements individuels (sur 100 travailleurs licenciés, 75 sont victimes d'un licenciement individuel).

— la charge de la preuve sera renversée, c'est-à-dire que ce sera au patron de prouver que le salarié a commis une faute. Rappelons que c'est une revendication chère aux syndicats, et que lors du débat parlementaire en juillet 1973, Républicains indépendants et U.d.r. ont voté contre cette mesure.

— tout salarié pourra exiger sa réintégration en cas de licenciement abusif. Aujourd'hui, le simple travailleur n'a aucun droit de réintégration, seuls les représentants syndicaux en bénéficient. Et encore, dans les textes. Dans les faits, c'est autre chose...

* les travailleurs seront également garantis contre les licenciements collectifs.

— leur pouvoir de contrôle sur le bienfondé des motifs invoqués en cas de licenciement collectif sera accru.

— une procédure de recours suspensif sera instituée (elle est d'ailleurs prévue dans la mise à jour du programme commun). Ce recours pourra être intenté, dans un premier temps devant une instance paritaire, comme la commission paritaire de l'emploi par exemple, et dans un deuxième temps devant une instance juridictionnelle.

* le plein emploi, ou les ressources équivalentes, seront garantis. Le salaire d'activité d'un travailleur sera maintenu jusqu'à son reclassement. Cette mesure sera assortie de mesures de formation et de recyclage et visera, entre autres, tous les salariés non titulaires de la Fonction publique.

☐ Quelle sera la politique de la gauche en matière de santé ?

* La nationalisation des grands laboratoires pharmaceutiques est prévue.

* elle s'attaquera, avant tout, à débloquer les verrous qui interdisent toute évolution vers de nouvelles formes d'exercice de la médecine, vers un nouveau type de relations entre médecins, malades et organismes de Sécurité sociale (exemple de ces verrous : le Conseil de l'Ordre).

☐ Y aura-t-il une réforme de la Sécurité sociale ?

* Oui. Et, en premier lieu, un retour immédiat aux structures démocratiques supprimées par les ordonnances de juillet 1967 ; des élections de conseils d'administration auront lieu et les représentants des travailleurs retrouveront la majorité au sein de ces conseils.

* des actions seront engagées pour simplifier la procédure et les formalités. L'objectif à atteindre : une humanisation de la Sécurité sociale. Par exemple, des mesures seront prises pour aboutir aussi vite que possible à la suppression des salles communes dans les hôpitaux.

☐ Comment résoudre les problèmes du troisième âge ?

* Dans l'immédiat, le minimum vieillesse sera relevé de 50 %. Aujourd'hui, l'allocation-vieillesse se monte à 14,50 F. Elle sera 21,50 F par jour d'ici à 6 mois.

* le paiement mensuel des pensions vieillesse ainsi que des retraites civiles et militaires sera garanti.

* toute référence à la notion d'« obligation alimentaire » sera supprimée : aujourd'hui, si un vieillard bénéficiaire du Fonds national de solidarité meurt en laissant un héritage supérieur à 50.000 F, ses héritiers doivent rembourser toutes les sommes qu'il a touchées au titre du Fonds national de solidarité. Cela n'existera plus. Cette mesure s'inscrit dans un plan plus vaste : supprimer la notion d'« assistance », si pénible pour ceux qui y ont recours.

* la Charte du troisième âge répondra à tous les problèmes qualitatifs : le maintien à domicile sera assuré chaque fois que cela est possible ; des foyers d'accueil qui ne soient pas des hospices seront créés (les hospices traditionnels seront d'ailleurs supprimés) ; l'aide ménagère sera étendue ; une véritable politique de vacances et de loisirs sera instaurée ; la concertation et la représentation des personnes âgées, qui est aujourd'hui inexistante, sera instituée.

☐ Quelles mesures seront prises pour les handicapés ?

* La pension des handicapés majeurs sera majorée de 50 %. Ce qui porte cette allocation à 21,50 F par jour.

* une politique d'aide sociale aux « exclus » sera mise sur pied, pour leur garantir le droit à l'éducation, à l'emploi et à la santé.

MICHELE BACKMANN

« Le premier sujet de conversation de mes clients, c'est l'élection présidentielle » : l'épicière répond sans l'ombre d'une hésitation. Sans le savoir, derrière la caisse de son magasin du 14e arrondissement, elle connaît, mieux que les professionnels du sondage, les raisons qui vont faire pencher la balance électorale d'un côté ou de l'autre. C'est que, dans sa boutique comme chez la plupart des commerçants français, 8 achats sur 10 sont effectués par des femmes. Et que les femmes représentent plus de la moitié du corps électoral. En mai dernier, elles étaient 1,8 million de plus que les électeurs. Une supériorité numérique minime sur un total de 30,2 millions d'inscrits, réduite encore par un nombre plus important d'abstentions chez les femmes. Mais, du côté de l'U.d.r. et des Républicains indépendants, on a toujours compté avec cette réalité. Depuis quelques jours, les femmes sont à nouveau l'objet de leur empressement électoral. Promesses et mesures en leur faveur se multiplient soudainement, comme à l'ordinaire durant ces périodes. A cette différence près qu'ils sont deux, cette fois, à revendiquer le bilan mirifique des années passées.

A cet égard, leur talent oratoire ne fait aucun doute. A force de répéter dix fois les mêmes mesures de dix manières différentes, à force de les annoncer d'année en année comme prenant effet à partir de l'année prochaine, à force de modifier les unes en annulant tout ou partie des autres, les Français finissent par ne plus savoir où ils en sont. Et il n'est pas rare de rencontrer des femmes très sincèrement reconnaissantes des mesures prises par le gouvernement en faveur des plus déshérités : les personnes âgées, les économiquement faibles, les orphelins, les foyers dans le besoin. Depuis longtemps, on le sait : c'est l'une des cordes sensibles de l'électorat féminin. Dernièrement encore, 90 % des femmes, interrogées le 8 avril par l'Ifop pour « France-Soir », avaient placé en tête de leurs préoccupations l'aide aux défavorisés, juste avant la hausse des prix (87 %) et les problèmes des débouchés et d'emploi (83 %).

Comme par hasard, dans ces domaines, les allocations se sont multipliées, telle l'allocation orphelin, qui prend racine sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. Sa première version laisse à peine de quoi en parler. Elle était attribuée à raison de 63 F par famille, qu'elle compte un ou dix orphelins, à condition que le revenu du parent vivant ne dépasse pas un plafond annuel très bas. De protestations en élections, il a fallu attendre la campagne des législatives l'année dernière pour que le gouvernement se rende compte qu'il pouvait donner cette somme à chaque orphelin, sans limitation de nombre ou de revenu. A l'heure actuelle, la prime atteint 73 F par mois et par enfant. « Il faut avoir 13 enfants à charge en étant seule à les élever pour obtenir l'équivalent du

LES IMMIGREES DE L'INTERIEUR

Smic ! » constate avec ironie Paule Graal, présidente de la Fédération nationale des femmes chefs de famille.

Les autres allocataires ne sont pas mieux lotis. Une loi votée en juillet 1971 octroie — enfin ! — une allocation aux handicapés. Là encore, des conditions d'attribution très particulières en limitent la portée. Sur 850 000 enfants et 150 000 adultes concernés, l'Union nationale des associations d'enfants inadaptés estime que seulement 23 000 d'entre eux pourront en bénéficier.

Dans le même style, en 1972, on annonce l'extension de l'allocation logement aux personnes âgées. Opération doublement publicitaire destinée à se gagner les voix des vieux et celles des femmes. Les syndicats ont vite fait de dénoncer la supercherie : pas un centime supplémentaire n'est débloqué pour cette opération ! Il s'agit, en fait, d'un simple transfert des primes de certains allocataires sur d'autres personnes : 50 000 foyers de la région parisienne perde leur allocation à cette époque.

Le Pouvoir a aussi essayé de s'attirer le vote des femmes par toute une série de mesures qui les concernent directement, ou plutôt qui concernent leur famille. De ce côté aussi, on a vite réalisé que les promesses de bonheur personnel ne font pas recette auprès de l'électorat féminin, contrairement aux mesures susceptibles d'améliorer la vie des êtres chers : les enfants, le mari. A une exception près : elles ressentent comme fondamentalement leurs, les problèmes de contraception et d'avortement, et supportent mal de voir tant d'hommes leur dicter une conduite.

Maintenant, les femmes se sont comptées : 6 % d'entre elles pratiquent une méthode contraceptive, dont 2 sur 1 000 à peine appartiennent aux couches sociales défavorisées. « La loi Neuwirth est une loi dangereuse par les inégalités et les injustices monstrueuses qu'elle engendre », rappelait cette semaine François Mitterrand. C'est tout le problème de l'avortement qui se dessine. Pour le résoudre, une seule position valable : celle de la liberté aménagée par diverses propositions. « Mais en aucun cas, poursuivait le candidat commun de la gauche, je ne veux que ces conseils se transforment en oppression insidieuse. Nous estimons que c'est la femme qui doit juger. » Tout doit être mis en œuvre pour informer la population, étant bien entendu que « l'éducation sexuelle ce n'est pas le bonheur, mais sans l'éducation sexuelle, le bonheur est plus rare ».



● Le 22 avril, François Mitterrand a tenu une conférence de presse à la Tour Montparnasse consacrée aux problèmes de la femme dans la société : « Je ne veux pas traiter les femmes en tant que groupe spécifique, si ce n'est naturellement pour deux ou trois problèmes qui touchent à la maîtrise du destin familial, qui leur sont propres... Lorsque nous parlons du droit du travail, du droit de grève, je sais bien que cela s'applique à tout le monde. Mais je sais bien quelle est aussi la situation de la femme qui, tout en étant solidaire, sait bien qu'à la fin du mois ce sera plus difficile de boucler le budget. »

Après avoir évoqué l'inégalité entre l'homme et la femme en matière de législation, François Mitterrand a traité du partage des responsabilités dans l'éducation des enfants et des charges domestiques. « Cela ne sera résolu, a-t-il dit, que le jour où un gouvernement audacieux, imitant d'ailleurs certaines dispositions qui existent en particulier dans les pays scandinaves, aura décidé qu'il ne pourra plus y avoir de développement de l'habitat collectif sans équipements appropriés à la vie familiale. »

A propos de la déqualification systématique des femmes au travail : « Vous êtes, mesdames, les immigrées venues de France et vous êtes dans une situation diminuée parce que la société supercapitaliste a besoin de ce volant de main-d'œuvre. En dépit des belles propositions qu'ils feront, ceux qui ne veulent pas changer ce type de société vous condamnent inévitablement à rester dans cet état. Car la réponse est politique. »

Il a évoqué encore les problèmes de l'école maternelle : « Il faut que, dès l'âge de 3 ans, l'enfant soit pris en compte par la société sur le plan de son éducation. »

Interrogé sur les problèmes de la consommation, il a répondu : « Il faudrait qu'il y ait dans ce domaine une formidable tribune et non pas la pauvre tribune offerte aujourd'hui à ces problèmes au niveau de l'O.r.t.f. De même que j'ai promis une concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux, je crois qu'il faudrait avoir, au lendemain des élections, une Conférence nationale sur les problèmes de la consommation. »

Où sont les crèches ?

Au lieu de se déterminer clairement sur ces problèmes, la majorité a toujours préférer biaiser pour gagner les suffrages des femmes. Les appâter par des promesses de bonheur pour leurs enfants ou leur foyer ne lui a jamais semblé repoussant. Ainsi en va-t-il de l'allocation de salaire unique, prétendûment créée pour aider les femmes qui veulent se consacrer à l'éducation de leurs enfants : 97,25 F par famille et par mois, à condition de ne pas dépasser 954 F par mois de revenu pour un couple ayant un enfant. Ces conditions reviennent, en fait, à transformer en aumône dérisoire une allocation de droit. C'est la « gâterie » d'une politique de « mère au foyer » qui n'ose pas dire son nom. Le système d'imposition, très lourd aux couples dont la femme travaille, traduit clairement cette option : 26 F d'impôt annuel pour un couple avec un enfant dont le mari, seul, gagne 1 500 F par mois. Dans ce même couple, si la femme travaille et gagne elle aussi 1 500 F par mois, leur imposition annuelle est multipliée...par 40 : pénalisés, ils doivent verser 1 190 F au percepteur.

D'un autre côté, il ne faut pas décourager les femmes qui constituent le gros du volant de la main-d'œuvre nécessaire aux fluctuations d'une économie de profit maximum. Toujours selon sa pratique de la « carotte », le gouvernement a instauré une allocation de frais de garde pour aider les mères qui travaillent alors qu'elles ont de jeunes en-

→

LES IMMIGREES DE L'INTERIEUR

→

fants. Au 1er janvier 1973, elle s'élevait à 194,50 F par famille et par mois, quand une nourrice agréée prend au minimum 350 F par mois pour garder un enfant... « 80 000 femmes perçoivent cette allocation », paradent les milieux officiels. La C.g.t. dénonce ce chiffre « gonflé ». La réalité serait beaucoup moins brillante, d'après ce syndicat. De toute façon, en regard des 500 000 femmes actives qui ont des enfants de moins de 3 ans, les chiffres du gouvernement sont déjà ridicules.

Et les crèches, dont le programme de Provins a tant fait parler ? Accordons à Pierre Messmer le droit de se tromper d'un zéro : c'est paraît-il 200 et non 2 000 qu'il voulait dire. Est-ce une raison pour affirmer que « des crédits importants ont été consacrés à la construction de crèches » ? 12 départements ne possèdent toujours pas une seule crèche. De même que 3 villes de plus de 100 000 habitants. Le VIe Plan avait chiffré les besoins en la matière à 166 000 places. Il en existe à l'heure actuelle 31 752 dans 697 crèches, sans oublier 87 crèches familiales.

Face à cette pénurie, Michel Poniatowski, ministre de la Santé et fidèle lieutenant de Valéry Giscard d'Estaing, prend des décisions chocs : désormais, la participation de l'Etat à toute construction de crèche sera de 40 % : on apprend avec stupeur que jusqu'à cette date, l'Etat ne participait pas du tout à leur financement. En 1974, on construira donc 200 crèches . Comme d'habitude, il faut y regarder de plus près : un budget de 30 millions pour construire 200 crèches coûtant 1,5 million chacune... C'est clair : il faudrait 10 fois plus pour tenir parole. Les syndicats dénoncent encore ce leurre. La C.g.t. propose que le patronat affecte 0,5 % de la masse salariale à la construction des crèches. Giscard d'Estaing, à l'Assemblée nationale, s'y oppose catégoriquement. Du social payé par le patronat ! Une véritable hérésie qu'il dénonce haut et clair.

Toujours à Provins, on a promis aux femmes des écoles maternelles : « Nous multiplierons nos classes enfantines pour y recevoir tous les enfants, y compris ceux des campagnes à partir de 2 ans ». A l'heure actuelle, si 93 % des enfants de 4 à 5 ans sont scolarisés, ceux de 3 à 4 ans ne le sont qu'à 72 % et ceux de 2 à 3 ans à 22 %. Encore ces moyennes nationales sont-elles trompeuses : les zones rurales sont de plus en plus démunies. « L'école maternelle doit peut-être devenir l'école principale, l'échelon fondamental de l'école où l'on puisse dès le départ donner aux enfants l'égalité des chances », pense au contraire François Mitterrand.

En tête des grèves

La hantise des mères de famille s'identifie aussi aux 250 000 jeunes qui entrent chaque année sans formation dans la vie active. Avec le Smic qui les attend, et les cadences, et des conditions de vie harassantes...

Elles sont mieux placées que tout autre pour le savoir, ces femmes qui représentent plus de la moitié des demandeurs d'emploi : 53,3 % en septembre 1973, dont 49,9 % ont moins de 25 ans. Elles connaissent mieux que quiconque la condition des smicards : 79 % des travailleurs payés au Smic sont des femmes. Elles, dont les salaires sont inférieurs en moyenne de 33,3 % aux salaires des hommes pour des postes équivalents, ont compris qu'on a voulu les berner avec cette loi de décembre 1972. Instaurer l'égalité des salaires entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, sans prévoir aucune peine pénale pour sanctionner les contrevenants, autant se moquer des travailleuses.

Et puis, mieux que tout le monde, les femmes vivent au jour le jour l'anxiété de l'inflation. Elles savent que le litre d'huile qu'elles payaient 3,10 F en juin 1969, elles le paient 6,55 F en avril 1974. Et le kilo de riz, de 1,65 F en juin 1969, est maintenant à 6 F et le litre de lait à 1,29 F contre 0,78 F en 1969. La vie a augmenté de 11,5 % d'avril 1973 à avril 1974, avouent les chiffres officiels. L'indice C.g.t., lui, indique, 15,2 % d'augmentation pour la même période. Et on veut leur faire croire que leur pouvoir d'achat n'a pas diminué ? Que les allocations familiales ne sont pas en régression ?

« Pour investir, il faut épargner. Cela dépend de tout le monde, en particulier des mères de familles », affirmait Georges Pompidou le 22 septembre 1969. Voilà le vrai visage de ce régime. Par leur travail, ces femmes ont déjà contribué, pour une contrepartie dérisoire, à enrichir encore le patronat : la C.g.e. avoue un profit annuel de 430 F par salarié en 1971 et de 695 F en 1972. Thomson-Brandt, qui épuise les ouvrières nerveusement, a gagné, grâce à chacune d'elle, 510 F en 1971 et 641 F en 1972. La chaîne de magasins Carrefour fait encore mieux : 1 720 F de profit par salariée en 1971 et 2 050 F en 1972.

Face à l'angoisse du travail, à l'insécurité de l'avenir, à la crainte du manque d'emploi, certaines femmes commencent à réaliser d'où vient leur oppression. Pas toutes, et pas forcément clairement. Mais le processus est en marche. Il n'est pas difficile de constater que, depuis 5 ans, non seulement les femmes participent aux grèves, mais qu'elles en sont souvent les instigatrices : les travailleuses des Prisunics, celles de chez Aspro, celles de Pygmy-Radio, et bien sûr celles de Cerisay avec leurs chemisiers Pil, bien d'autres encore. Maintenant, elles deviennent partie prenante.

Ce monde oppressant, ce système économique dont elles ignorent les rouages, ces administrations aveugles, cet appareil judiciaire trop hermétique, elles ne veulent plus vivre uniquement pour s'en protéger. De récents sondages le prouvent. Maintenant, elles veulent s'y attaquer, s'y opposer. Pour que cela change. Pour retrouver plus de justice, plus d'égalité dans une diversité appropriée à chacun et à chacune. Elles aspirent à une réhabilitation du travail manuel et de toutes les tâches dévalorisées, à une égalité des chances même pour les vocations tardives. Elles sont nombreuses à revendiquer la responsabilité, pour leur corps et pour toute leur vie.

Un vaste programme, qui mène, à plus ou moins long terme, vers une autre société. Elles n'ont pas toutes franchi le pas, c'est évident. Pour ce premier dimanche de mai, combien l'auront franchi ?

CHRISTINE COTTIN

éditions sociales

en prise directe avec l'actualité de l'élection présidentielle

programme commun de gouvernement du parti communiste et du parti socialiste
(1 million 1/2 d'exemplaires) ..... 5 F

crise de l'énergie ou crise politique ?
par Bernard DI CRESCENZO ..... 9 F

ce que coûte le capitalisme à la France
par Claude QUIN et Philippe HERZOG ..... 7 F

l'union populaire et la maitrise de l'économie
par Philippe HERZOG ..... 16 F

études sur le capitalisme monopoliste d'état, sa crise et son issue.
par Paul BOCCARA ..... 40 F

es

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

changer la vie sociale et économique

ALPHA RESISTE

Grève aux éditions Alpha. Les Editions encyclopédiques Alpha, qui publient « Alpha », « le Million », « la Mer », « les Muses », etc. sont contrôlées par le groupe suisse Transédition, dont les capitaux sont en majorité espagnols et italiens. Alpha a connu en France une énorme réussite. Aujourd'hui, son chiffre d'affaires est de 3,5 milliards d'anciens francs par an. Ce qui n'empêche pas un projet de « réorganisation » qui prévoit le licenciement de 40 % du personnel, alors que les travaux confiés à l'extérieur sont de plus en plus nombreux et que l'utilisation du personnel à domicile est presque systématique. C'est pour cette raison que, depuis le 27 mars, 80 % du personnel est en grève (solidarité : C.c.p. La Source n° 32068.20, Michel Mastrofani).

Cette bataille risque d'être longue. La C.g.t., la C.f.d.t. et la Fédération de Paris du Parti socialiste ont apporté leur soutien aux grévistes d'Alpha et le temps travaille pour eux : les stocks dans les points de vente seront bientôt épuisés. Ne pas les renouveler signifie la perte de dizaines de millions... Après les grévistes de Larousse, ceux de l'imprimerie Darboy, ceux de l'Encyclopedia Universalis, ils montrent que les travailleurs du Livre ont bien souvent affaire à un patronat de choc.

1 200 LICENCIABLES

1 200 travailleurs menacés dans leur emploi : ce sont ceux des entreprises du groupe Arena-Eurostyl. Ce groupe possède 4 usines, installées à Elbeuf, Montreuil, Gien et Chateauroux, qui produisent des téléviseurs et des autos-radios vendus en grande surface sous les marques Radiola et Manufrance. Depuis plusieurs années, cela va mal : des erreurs de gestion répétées mettent l'entreprise en danger. Aujourd'hui, on en est au règlement judiciaire. Et les administrateurs ne trouvent ni les dirigeants ni les concours financiers nécessaires à la relance. Le ministère du Développement industriel et scientifique avoue n'avoir pas encore trouvé la solution d'ensemble que réclament les syndicats. Après Lip et Rateau, une nouvelle preuve de l'incapacité du gouvernement à garantir l'emploi.

L'O.R.T.F. FRAPPE FORT

Grève tournante, le 19 avril, dans les stations régionales de l'O.r.t.f. : ce jour-là, le personnel technique de la station Rhône-Alpes a empêché la diffusion des programmes de radio et de télévision. La grève est partie de Dijon : dans cette ville, un ouvrier d'entretien de la station O.r.t.f. a été licencié. Motif : il avait refusé de laver un véhicule. Pour la direction, cette attitude est une rupture de contrat. L'intersyndicale de Dijon rétorque : « La sanction qui a frappé l'ouvrier de garage est excessive par rapport à la faute qu'il a pu commettre, et elle a été infligée sans l'avis du conseil de discipline et hors de toute réunion du conseil paritaire. Les statuts de l'O.r.t.f. ne sont donc pas respectés. C'est la première fois que cela arrive et c'est un précédent inquiétant. »

DETECTIVES TRES PRIVES

A quoi peuvent servir les agences de détectives privées ? A cette question, la C.f.d.t. apporte une réponse édifiante, en communiquant une lettre montrant bien qu'il existe, selon les termes d'Edmond Maire, « une véritable police privée au service du patronat. » Après les révélations de la C.g.t. sur la C.f.t. chez Berliet et ailleurs, une pièce de plus à verser au dossier des méthodes employées par le patronat. Qu'on en juge.

« Monsieur,

Vous êtes, Monsieur, Chef d'entreprise, ou chef du personnel d'une grande firme.

« Detect Muller », qui a été créé en 1968 et dont le siège est à Clamart, 63, rue Perthuis, peut vous rendre de grands services.

« Detect Muller », dont le directeur est M. Serge Muller, met à votre disposition, pour répondre à vos besoins, un personnel qualifié et expérimenté, formé uniquement en vue du « Renseignement » et possédant les connaissances juridiques requises.

A des conditions particulières, et à votre demande, des enquêtes peuvent être effectuées sur l'ensemble du personnel de votre entreprise, ce qui permet la constitution d'un fichier, à la seule disposition du chef d'entreprise ou du chef du personnel.

Ensuite, pendant un an, nous effectuerons pour vous toutes les enquêtes à venir, enquêtes avant ou après embauche, ce qui vous permet un contrôle et un placement du personnel aux postes les mieux adaptés à leurs capacités et à leurs possibilités.

Il s'agit d'enquêtes de renseignements qui ne sont pas destinées à un rejet pur et simple du candidat, mais, par une meilleure connaissance, à le placer là où il sera apte à rendre les meilleurs services. Ces renseignements sont obtenus par une enquête au domicile et chez le précédent employeur sur la solvabilité, la vie et les mœurs du ménage, etc.

Ces enquêtes et le fichier sont, pour l'employeur, une sécurité qui permet, par la suite, d'éviter les surprises désagréables.

Demain, si vous le désirez, vous pourrez créer et disposer de votre propre fichier, et ceci dans le plus grand secret, car votre entreprise ne sera jamais citée. De plus, bien entendu, les enquêtes sont effectuées avec la plus grande discrétion. »

DROIT DE GREVE... VOLE

Par solidarité, pour protester contre la révocation d'un pilote, le personnel navigant d'Air-France, Air-Inter et U.t.a. a observé 48 heures de grève lundi et mardi. Le commandant Satgé se voit révoqué pour avoir observé des consignes syndicales. Lors du boycott de l'aérodrome de Roissy-en-France, il avait refusé d'y poser son Boeing et avait atterri à Orly.

Les syndicats considèrent qu'il s'agit d'une véritable atteinte au droit de grève. Pendant ces 48 heures, les grévistes se sont tournés vers les pouvoirs publics pour « obtenir une médiation ». Le mot d'ordre de grève a été massivement suivi.

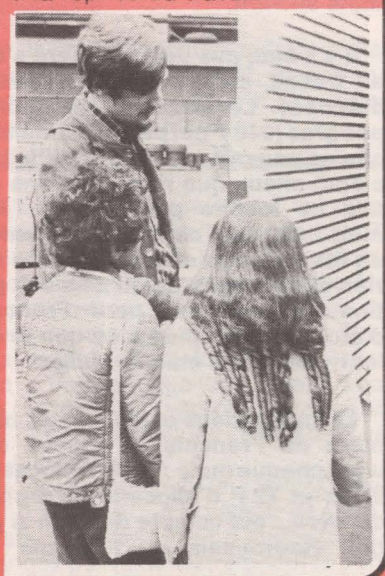
RATEAU : PREMIERE VICTOIRE

« C'est l'avenir de Rateau qui se trouve complètement compromis si le travail ne reprend pas dans les jours qui viennent ». Telle était la déclaration de la direction d'Alsthom, lundi au cours d'une conférence de presse. Un choix s'impose en effet sur l'annulation ou non de commandes qui pourraient, selon le P.d.g., permettre le redressement de la société.

Les négociations n'avaient toujours pas repris mercredi. Indignés, une centaine de grévistes, accompagnés de métallos d'autres entreprises, ont ce jour-là occupé une partie des locaux du C.n.p.f.

Mais les travailleurs et la C.g.t. avaient bon espoir. Grâce à leur lutte menée sans répit depuis presque 12 semaines, ils ont déjà obtenu que la direction revienne sur le démantèlement de l'usine. Les menaces de 400 licenciements sont écartées. Tous les travailleurs seront reclassés à l'intérieur de l'usine, ou le travail semblerait assuré pour au moins 3 ans.

Chacune des parties semble prête à faire les dernières concessions qui pourraient amener à la reprise du travail.





Une vie au jour le jour

« Qu'est-ce que tu as fait pendant les vacances ? » A la question rituelle des rentrées scolaires, cela fait toujours bien de répondre : « Je suis descendu sur la Côte avec mes parents », ou bien : « J'ai passé 10 jours à Serre-Chevalier. Une neige extra ! » Ce n'est pas mal non plus d'avoir à raconter un séjour dans un groupe de jeunes, ou chez des parents, à la campagne. Et puis il y a les autres, les milliers de collégiens qui prennent un air détaché quand on leur pose la question. « Pendant les vacances ? Je suis resté chez moi... »

Pour François, élève de 18 ans au C.e.t. d'Annecy, la réponse n'a pas varié depuis des années. Car depuis des années, il n'est pas parti en vacances. Et encore moins cette année que les années précédentes : son père est mort il y a un peu moins d'un an. De toute façon, même du vivant de son père, il ne partait pas : le salon de coiffure avait toujours été au bord de la faillite.

Maintenant, François et sa mère restent tous les deux. Et leur vie n'est pas facile. En fait, elle tourne tout entière autour d'une série d'additions et de soustractions qu'il faut recommencer chaque mois avec la hantise d'arriver à zéro avant le début du mois suivant.

Il y a cinq ans déjà, sa mère s'était mise au travail, comme vendeuse au Prisunic d'Annecy. Le salaire d'embauche n'était pas gras (940 F net par mois) mais, à 48 ans, elle ne pouvait pas faire la difficile. Et puis, c'était mieux que rien. Cinq ans plus tard, elle ne touche pas encore 1 000 F par mois : 992,70 F net très exactement. Avec un fils à charge et sans pension de veuve, rien d'étonnant à ce qu'il ne soit pas question de vacances pour François. Rien d'étonnant non plus à ce que le centre de leur vie soit ce maigre budget.

Les allocations et les primes, bien sûr, la mère de François en touche quelques-unes chaque mois : 38 F d'allocations familiales et 72 F d'allocation d'orphelin. Une dérision... qui compte dans un si petit budget. Heureusement, François bénéficie d'une bourse scolaire qui est versée directement au C.e.t. pour payer la cantine. Le reliquat, 50 F par trimestre, est reversé à sa mère. Au total, ça ne fait jamais que 1 118 F par mois. A partir de là, tout commence.

Le loyer, d'abord, de 480 F par mois charges comprises pour un F3 dans une H.l.m. C'est leur plus grosse dépense. Le site est agréable, mais les promesses de confort faites au moment de la construction de la cité n'ont pas été tenues. Tout est mal fichu dans l'appartement. Mais ils n'ont pas le choix.

Après paiement de l'eau, du gaz, de l'électricité et de l'assurance complémentaire, il ne reste plus que 450 F à François et sa mère. 450 F pour vivre pendant un mois. Dire combien ils dépensent pour leur nourriture, leur habillement et toutes les autres dépenses, la mère de François en est incapable. « Avec un si petit budget, dit-elle, on subsiste au jour le jour. Et quand j'arrive à rogner 15 ou 20 F d'un côté, ils servent immédiatement à autre chose. » Bien sûr, elle n'a pas un centime d'économie et sa hantise, c'est le « coup dur » imprévu. La caisse d'assurance artisanale de son mari, par exemple, lui réclame des sommes que son mari, à l'époque, n'avait pas pu payer... « Comment veulent-ils que je fasse ? »

Leur seule distraction, c'est la télévision. François et sa mère ne sortent pas. Ils ne vont jamais au cinéma, ne partent pas en vacances. Ils ont de la famille à Lyon, mais le prix du billet (22 F aller environ) est à lui seul un obstacle pour leur rendre visite.

Le seul plaisir de François, c'est d'acheter « l'Equipe », quotidien sportif, un jour sur deux, en alternance avec un camarade. Il est « fana » de sport, François, mais il n'en pratique aucun. Il ne peut pas. « Il y a la cotisation à payer... Et puis les copains ont un équipement. Ça coûte cher. »

Leur vie, en somme, n'est qu'une longue histoire d'argent. Mais, comme chacun sait, l'argent ne fait pas le bonheur...

CHRISTINE COTTIN

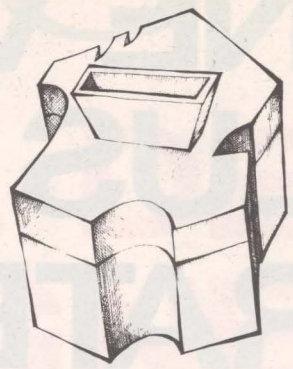
Les astres (déchiffrés par les extra-lucides) décèlent chez Chaban-Delmas de remarquables capacités à gouverner et les transforment insidieusement en sourde et inquiétante ambition chez Mitterrand...

Comment faut-il appeler cela : intoxication ? Manipulation ? Escroquerie ? Abus de confiance ? Ou simplement propagande de la pire espèce ? Peut-être le tout à la fois : chaque semaine, plusieurs millions de Françaises et de Français lisent dans la presse à scandales, dans les journaux féminins ou dans des revues spécialisées, des prévisions astrologiques. Nombre d'entre eux consultent leur horoscope avant chaque acte important de leur vie. Abuser de leur crédulité ne suffit sans doute pas aux bradeurs d'avenir. Voici qu'aujourd'hui les astres, et le galimatias pseudo-scientifique qui gravite autour, veulent dicter aux électeurs leur choix.

Oh ! bien sûr, on ne dit pas : « Votez Chaban ». Mais l'analyse du thème de Jacques Chaban-Delmas faite par les « experts » montre, comme ça, par hasard, que le maire de Bordeaux est le plus ceci, le mieux cela...

chaillot
THÉÂTRE NATIONAL
GRAND FOYER DE CHAILLOT
Métro: Trocadéro LOCATION: 727.81.15
14 représentations seulement
SPECTACLE INVITÉ
LES MIGNONS ET LES GUENONS
d'après Witkiewicz
Par le Teatr Cricot 2 de Cracovie
Direction: Tadeusz Kantor
Du 17 au 30 avril

LES ASTRES VOTENT A DROITE...



pour gouverner le pays. Sans doute est-ce aussi au hasard qu'il faut attribuer la curieuse coïncidence suivante : « France-Dimanche », organe du groupe Hachette dont on connaît les liens avec Chaban-Delmas, annonce que, sur neuf voyantes, sept voient « Chaban vainqueur ».

Comme les ministres et les barons de la majorité, les astrologues n'avaient pas attendu la mort du président de la République pour se mettre en campagne. Dans le numéro d'avril de « Marie-Claire » (du groupe Prouvost) mis en vente quelques jours avant le décès de Georges Pompidou, deux pages étaient consacrées à l'examen de l'avenir de six personnalités : Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Messmer, Jacques Chaban-Delmas, François Mitterrand, Georges Pompidou et Georges Marchais. « Il semble, écrivait « Marie-Claire », que le ciel du Président puisse supporter les nuages saturniens qui s'annoncent pour lui cet été et au début de l'an prochain. » Les astrologues garantissaient en outre à Pompidou « un appui populaire que l'on trouve rarement aussi nettement inscrit dans le ciel d'un chef d'Etat ». On sait aujourd'hui comment le sort en disposa... Valéry Giscard d'Estaing : « Après un mauvais mois de juin, a des chances de connaître un automne 1974 assez satisfaisant. Il n'est pas impossible qu'un événement soudain vienne alors, en septembre, donner une impulsion fulgurante à ce destin. » Pierre Messmer — faut-il être astrologue pour deviner ce qui suit ? — « est astrologiquement voué aux difficultés ». Mauvais présage aussi pour François Mitterrand : « Un passage défavorable se produira en mai et juin 1974... Cette année devrait être pour M. Mitterrand une année de crise et de grands bouleversements. Les astres en tout cas ne lui offrent pas pour 1975 le moindre signe d'accession au pouvoir. » Dans le ciel de Georges Marchais, des nuages apparaîtront à partir de 1975 : « Une période sombre est en vue ». Dans son thème, ambition accrue, sentiment de puissance, risques de maladresse. Et aussi du désordre et du relâchement...

Un «Poisson» qui nage bien

Chaban-Delmas, encore lui, toujours lui, « baigne cette année, depuis le 9 mars, dans le rayonnement chaleureux de Jupiter, son astre-talisman, aiguillon de l'ambition et porteur de chance. Un Poisson à ascendant Scorpion comme M. Chaban-Delmas nage dans la politique comme dans son élément naturel ». Mieux encore : « la Lune favorise le contact avec le public et donne l'intuition nécessaire au gouvernement des foules. Une magnifique conjonction de Jupiter et du Soleil a présidé à la naissance de M. Chaban-Delmas, lui inspirant, avec l'optimisme et la joie de vivre, un fort désir de se mettre en vedette. La chaleur du Soleil, la souplesse des Poissons, l'optimisme de Jupiter et un rayon de Lune : que d'atouts dans ce jeu... »

Depuis que Giscard d'Estaing, Chaban-Delmas et Mitterrand sont officiellement candidats, les astres sont plus éloquents encore. « France-Soir » (toujours le groupe Hachette) du 11 avril annonce que, sur dix extra-lucides, « six croient à la victoire de Chaban ». « Ici-Paris », plus prudent, multiplie les chances de ne pas se tromper : trois astrologues annoncent l'élection de Chaban, trois autres celle de Giscard. Et Jean Rignac prévoit pour Mitterrand une mauvaise passe : « S'il était élu, il n'irait pas au bout de son mandat. » Marcelus Toe-Guor, grâce à qui, paraît-il, Ocana, « le coureur maudit », a gagné le Tour de France en 1973, entrevoit une campagne houleuse qui s'achèvera par la victoire de Chaban. « Sa politique sera surtout axée sur le plan social et des réformes seront décidées. Après les élections, la gauche déclenchera des grèves ». Réjane, qui avait annoncé la maladie de Johnny Stark, prédit des « grèves qui paralyseront l'ensemble du pays, menaçant un équilibre budgétaire déjà bien compromis. Des sabotages, des troubles, des émeutes sont à craindre ». Catherine Jan a lu dans les astres que « Mitterrand aurait beaucoup plus de chances d'être élu s'il n'était pas aussi vigoureusement soutenu par la gauche (sic). Bien sûr, les Français voudraient que ça change, mais mis au pied du mur, ils ne seront pas enclins à voter communiste. »

Qu'ils s'expriment dans les hebdomadaires à grand tirage ou dans les revues spécialisées, qu'ils donnent comme vainqueur Chaban ou Giscard, les mages, astrologues et voyants annoncent tous des troubles graves. Comme on l'a déjà deviné, ces troubles — grèves, manifestations — seront provoqués par des ouvriers, des « éléments incontrôlables, des partis minoritaires ou des chefs de file politiques. » Menace suprême, maintes fois brandie : « Le sixième anniversaire de Mai 68 risque d'être bien moins calme que les précédents... Il serait surprenant que des événements violents ne se produisent pas ce mois-ci. »

Faut-il rire de ces propos de café du Commerce assaisonnés de dessins ésotériques et de commentaires mystérieux ? Rien n'est moins sûr. Le nombre de ceux qui font confiance aux astrologues est impossible à chiffrer, mais il est considérable. « Ici-Paris » et « France-Dimanche » touchent à eux seuls trois millions de Français : près d'un électeur sur dix. Il est indiscutable qu'une notable proportion de l'électorat féminin, traditionnellement plus conservateur que l'électorat masculin, est influencée par cette propagande insidieuse qui s'efforce de déceler chez Chaban-Delmas de remarquables capacités à assumer le pouvoir, et les transforme chez François Mitterrand en une sourde ambition. Mais les astrologues devraient apprendre à lire les sondages. Ce que révèlent les chiffres de l'Ifop ou de la Sofres ne coïncide guère avec les pronostics des planètes. Comme celui de la démagogie, l'abus de la crédulité ne fait plus recette : les Français n'ont pas besoin des astres pour savoir ce que leur réservent les hommes qui les gouvernent depuis déjà seize ans. Et ils n'ont pas besoin d'extra-lucides pour montrer qu'ils sont lucides. Il n'y a plus que Robert Boulin — lundi, à R.t.l. — pour se prévaloir de ces pronostics surnaturels. François Mitterrand à ce même micro, l'a vite interrompu : « Si vous ne comptez que sur les voyantes... Moi, je préfère compter sur les électeurs ! »

M.B.



DU 19 AU 25 AVRIL 1974

ICI PARIS HEBDO PAGE 21

Ce qui va se passer pour les Présidentielles

ASTROLOGUES ET VOYANTS FONT VOTER LES ASTRES

DEPUIS la mort de Georges Pompidou, les Français s'interrogent : qui va lui succéder ? Chaban-Delmas ? Giscard d'Estaing ? François Mitterrand ? Ailons-nous vers un autre mai 1968 ? L'or va-t-il cesser de grimper ? Autant de questions auxquelles, actuellement, il est bien difficile de répondre. A moins d'être voyant. C'est pour cela qu'*Ici Paris* a organisé, sur le thème « la France après Pompidou », une table ronde de voyants et de voyantes qui a réuni trois hommes : Jean Rignac, les mages Gregory et Marcélus Toe-Guor et trois femmes : Catherine Jan, Anne Criss et Réjane.

★

JEAN RIGNAC, que l'on entend chaque matin à R.T.L. et dont on peut lire chaque semaine les prédictions dans *Paris Jour*, prononce en 1954 la fin de la IVe République, prévu aussi la mort de Maurice Chevalier et celle de Pompidou.

Selon lui, c'est Giscard d'Estaing qui l'emportera au second tour du 19 mai. La présence de Jupiter dans son thème natal favorise ses ambitions politiques pendant cette période. Chaban-Delmas (Poissons, ascendant Serpent) et Verseau ne vient

Suite à Pression Mitterrand

Pour Anne Criss, qui avait prédit la fin de la guerre d'Israël, la réouverture du canal de Suez et, en novembre dernier, l'aggravation de l'état de M. Pompidou, c'est aussi M. Giscard d'Estaing qui sera chef de l'Etat. M. Mitterrand obtiendra 35 % des voix au premier tour et Giscard d'Estaing l'emportera au second tour avec 53 % des voix. Son gouvernement accueillera largement tous les autres partis, sauf le P.C. Messmer restera Premier ministre, Chirac gardera l'Intérieur, Marcellin s'en ira.

Au programme du nouveau gouvernement s'inscrivent le divorce des juges, des changements dans la politique européenne et un rapprochement avec les U.S.A. Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans. En mai et juin, grèves dans l'ensemble du secteur public.

★

Depuis longtemps, le mage Grégory avait prévu des chambardements dans la politique française pour 1974. Selon lui, ainsi que pour Réjane et Marcélus Toe-Guor, c'est Jacques Chaban-Delmas qui l'emportera.

Natif des Poissons, Chaban-Delmas avait, à sa naissance, dans son signe, une conjonction Soleil-Jupiter, position planétaire qui retrouve dans le thème des hommes d'Etat de premier plan, notamment dans celui de Churchill et du général de Gaulle. Dans le destin du maire de Bordeaux, Jupiter joue un rôle prépondérant : il était placé dans le ciel lors de la Libération de Paris dans laquelle il a joué un rôle important. Il était encore présent lors de l'élection présidentielle de 1964 qui l'a mis en ballottage. Or, Jupiter revient, en 1966, dans les Poissons le 9 mars dernier. Il y demeurera jusqu'en mars 1975. C'est cette période que verra le sommet de la carrière du candidat à la présidence de la République.

M. Valéry Giscard d'Estaing lui, est né le 2 février 1926 à 21 h 30. C'est un Verseau à qui Mercure, Jupiter, Vénus et le Soleil accordent de très grands dons intellectuels et une chance à peu près constante. Par contre, Neptune, opposée au Soleil et en quadrature avec Saturne, le rendent indécis et cela risque, en lui faisant commettre des erreurs de jugement, de compromettre son avenir politique.

L'action des syndicats se ralentira. Ils seront contraints de mettre une sourdine à leurs revendications, celle-ci ne pouvant provoquer au une flambée incontrôlée des prix. Mais, auparavant, ils déclencheront des grèves qui paralyseront l'ensemble du pays, menaçant un équilibre budgétaire déjà bien compromis. Des sabotages, des troubles, des émeutes sont à craindre.

★

Catherine Jan avait vu que le président Pompidou ne terminerait pas son septennat. Beaucoup de journaux ont écrit qu'elle était la voyante du président défunt mais elle s'est toujours refusée à répondre aux questions qu'on lui posait à ce sujet.

Il y a déjà longtemps qu'elle a prédit que Giscard d'Estaing deviendrait un jour président de la République et, cette occasion sera la bonne. Mitterrand aurait beaucoup plus de chances d'être élu s'il n'était pas aussi vigoureusement soutenu par la gauche. Bien sûr, les Français voudraient que «ça change» mais mis au pied du mur, ils ne seront pas enclins à voter communiste.

La rentrée sera perturbée par des troubles, des

JEAN RIGNAC et ANNE CRISS:

Giscard d'Estaing sera élu au second tour

REJANE, TOE-GUOR et le mage GREGORY:

Chaban-Delmas va l'emporter

ici Paris PETITES ANNONCES

LES PETITES ANNONCES « SCIENCES OCCULTES » doivent être adressées au Service des Petites Annonces, 190, rue de la Convention 75015 PARIS (tél. 34-39) accompagnées de leur montant. Chaque ligne comporte 30 lettres, signes ou espaces.

ETABLIR MANDAT DE VIREMENT AU NOM DE M. DESHAYRINES. C.C.P. 3607-86 PARIS

SCIENCES OCCULTES

La ligne : 26 F (plus taxes 18,30 %), soit 30,76 F

IAGOR MAGE-ASTROLOGUE AMOUR / CHANCE / ARGENT Tout se réalise COMME par MIRACLE

RÉVÉLATIONS SURPRENANTES

Mme CHAPUIS VOYANTE

SANCHEZ OCCULTISTE-MAGE SPIRITE RETOUR RENFORCEMENT et PROVOCATION D'AFFECTION

JANE DE NYS

LYL DE TOURCHAM

Mage Astrologue AMOUR RETROUVÉ RÉUSSITE TS DOMAINES PROTECTION

AMOUR-AFFAIRES-CHANCE EN TOUT

SECRETS DE MAGIE ANCESTRALE ACTION IMMEDIATE.

VOUS N'ÊTES PAS HEUREUX VOUS AVEZ TOUT PERDU ÉCRIVEZ IMMÉDIATEMENT Mme ASTRO

GERMAINE

RÉVÉLATIONS... Chance Amour Argent Voyante

CATHERINE JAN

DEVENIR VOYANT

ROSE STOLER VOYANTE

HOROSCOPE GRATUIT!

FRÉDERIKA

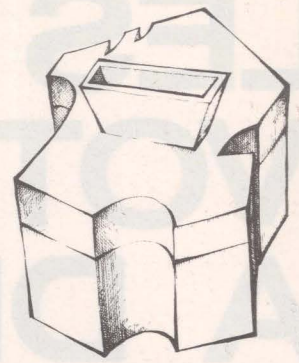
Mme HENRÉ

Mme FRANCE de PERALDI

FERNANDEZ Occultisme - Conseil Psychisme - Sentiments SPÉCIALISTE PROBLÈMES DU COEUR TOUTE AFFAIRE À DISTANCE

VERA

UNE VILLE PLUS FRATERNELLE



« Ras le bol, ras le bol, ras le bol ». Jean-Claude. 36 ans, ingénieur. Son immeuble : un bloc de béton, « bien aménagé, c'est une chance ». Ses voisins ? « Connais pas ». S'est mis à la moto pour n'avoir « que » 40 minutes de trajet entre chez lui et son bureau. Philippe, 30 ans, vendeur : « Je ne suis pas d'ici. Paris, c'est pour le travail, mais j'en ai marre. Des transports. De la banlieue. De la gueule des gens. La même que la mienne d'ailleurs. Ici, on apprend à se taire. » Danielle, 27 ans, deux enfants. Un F4 dans une résidence neuve. A plus d'une heure de Paris. Sans moyen de transport. Seule toute la journée, les enfants à l'école, sans rien : « Même pas un magasin ». C'est le lent cheminement vers la dépression. Pierre, 30 ans, tourneur. Sa maison, presque une cabane. A peine au-dessus du bidonville. Célibataire, il n'a droit à rien. Alors, il reste là : « J'y suis né. C'est mon quartier et j'aime. »

Faut-il poursuivre ? Parler de ceux qui veulent partir ? De ceux qui voudraient rester et ne le peuvent pas ? De ceux que l'on expulse, puis que l'on exile ? De ceux à qui l'on prend la force de travail. Et à qui l'on ne laisse même pas le temps de vivre : « 9 heures de travail par jour. 1 h 20 de trajet aller, autant pour le retour. Le dimanche, je dors. »

Faut-il poursuivre ? Parler du bruit, des pêcheurs sans poissons — tous morts, pas. les pêcheurs, les poissons — des rivages interdits, du gaspillage, des embouteillages, de la difficulté à trouver un coin de campagne pas trop massacré, de l'air empuanti, des bronchites chroniques, des relations chaque jour plus difficiles avec les autres. De chaque objet, chaque service, devenant marchandise.

C'est à tout cela, « ces petits riens » disent certains, que se mesure aussi la faillite d'un système. Jamais le « changer la vie » n'a eu ici un sens aussi fort.

Changer la vie de ceux qui, écrasés par les inégalités sociales, vivent en-dessous du modèle de consommation que la société leur offre. Changer la vie de ceux qui peuvent suivre ce modèle, mais n'en vivent pas mieux pour cela.

Murs de papier

C'est que le règne de la marchandise s'est étendu à l'ensemble des biens. Les Français n'ont ni la maîtrise de leur espace ni celle de leur temps. La ville est le symbole de la mainmise des banques sur la vie quotidienne. Le pouvoir urbain n'est pas là où il devrait être — entre les mains des habitants — mais chez les financiers pour qui le seul problème est la rentabilité d'une opération. Ce vol de pouvoir est d'autant plus illogique qu'il suffit d'une erreur mineure dans l'aménagement du cadre de vie pour que tout effort d'aménagement soit annulé. Et « l'erreur » est courante.

L'exemple des villes nouvelles est à cet égard plus que révélateur. Le Nouveau Créteil, enfant chéri du général Billotte, qui a pris la précaution d'habiter à Neuilly et non pas dans la ville dont il se veut le père, ne fait pas exception à la règle. Sur maquette, le plan d'urbanisme peut être convaincant. Construits autour d'un lac, les différents quartiers ont chacun une personnalité architecturale. Et pourtant... La ville a été implantée là où les fondateurs d'anciennes cités évitaient de s'installer : une longue plaine, sans mouvement, sans vie. Un paysage à créer, de toutes pièces. Alors que l'architecte devrait utiliser le terrain, ici le paysagiste utilise l'architecture pour créer un environnement. Et rien ne garantit, malgré les efforts des techniciens, que le rapport des volumes, les tracés de passages, les perspectives donnent à une ville ce que l'on y aime : une âme.

Et comme partout ailleurs dans le monde, pour compenser la hauteur des tours, du vide : mornes espaces que l'on baptise verts, étendue rebutante au promeneur. Ici, tout devient trop grand, comme l'inhumaine dalle de la Défense où l'on hésite à s'aventurer. Car, comme tout ce qui est construit aujourd'hui, le Nouveau Créteil est pensé pour la voiture. Ici, malgré les efforts de quelques-uns, le piéton n'est plus le roi : on lui réserve des espaces, souvent trop vastes, à l'écart de la vie : on le parque. Mais surtout cette ville n'est construite pour personne. Ce qu'aimeraient, ce que voudraient les habitants ne fait pas partie du programme. Pour les constructeurs, ce qui compte, c'est la solvabilité, le profil financier de l'acheteur : le cadre de vie réduit à un compte en banque, à des possibilités d'emprunt.

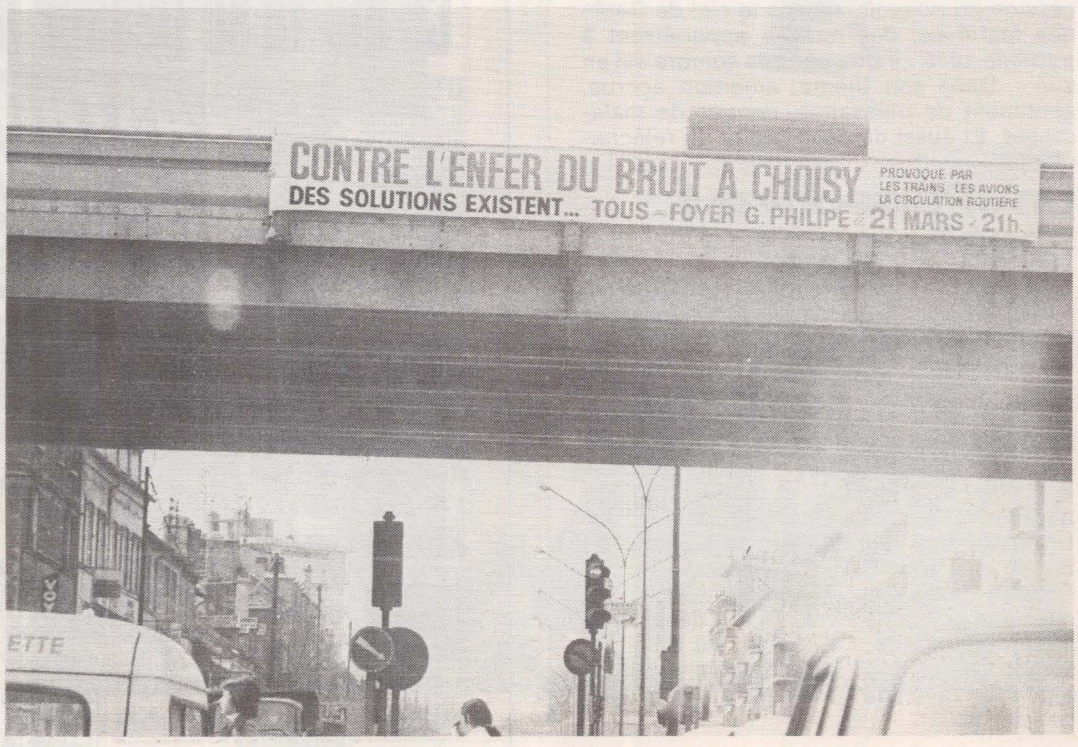
Quant à l'intégration du travail et du logement, mieux vaut ne pas en parler. Ici comme ailleurs, chaque matin sera celui de l'exode. Resteront les femmes sans emploi, gardiennes du foyer, enfermées dans leur cuisine, attendant le retour du « héros ». Et celui-ci fatigué... Restera, pour tout moyen de contact avec les autres, la « télé ». Et pour le dimanche un nouvel exode. Dans « Les Paradisiennes », Brigitte Gros a raconté en détail la vie de ces nouveaux résidents. Une vie morne, sans joie, sans travail, sans aventure. Une vie sans rien.

C'est que les logements construits, qu'ils soient sociaux ou de luxe, correspondent d'abord à la logique du système. Et tout d'abord à « faire du fric ». La spéculation foncière se nourrit de deux éléments :

— L'augmentation de la valeur du terrain en fonction des diverses manipulations qui permettent d'améliorer sa situation (dérogation, mise à profit des équipements réalisés par la collectivité) ;

— Le profit tiré de l'opération proprement dite, qui assure une rentabilité minimum de 25%. Le contrôle bancaire en amont (les entrepreneurs) et en aval (les particuliers) permettant de doubler ce taux.

Et la ville-marchandise sécrète tout naturellement, tant le besoin d'autre chose est fort chez les habitants des villes, ces aberrations que sont les « chalandonnettes ». Ministre, Albin Chalandon découvrit en 1969 que les Français n'avaient qu'un rêve : être propriétaires d'une maison individuelle. Il ouvrit un concours. D'une simplicité désarmante. Les concurrents (des promoteurs seulement) devaient présenter un programme de 250 constructions minimum. Avec, comme seul impératif, des prix le plus bas possible — 850 F le mètre carré dans la région parisienne, 720 F ailleurs. La qualité n'étant que « recommandée ». Et le choix du terrain n'était soumis à aucune contrainte.



Il nous faudra, à partir de ce que le capitalisme nous lèguera, aménager le temps et l'espace pour que nous puissions enfin vivre. Tous. C'est aussi cela, un monde plus fraternel.

On pouvait construire n'importe où. Surtout là où il n'était pas question de construire : anciens marécages, zones insalubres, secteurs sans équipements. L'absence de normes a permis de construire n'importe quoi : « murs de papier », manque d'insonorisation, surdensité, pièces trop petites. Dans 25 ans, lorsque les propriétaires auront fini de payer leurs maisons, elles ne ressembleront plus à rien. Mais qu'importe ! L'opération avait un autre but : faire pénétrer les gros promoteurs dans le marché de la maison individuelle. La publicité et les prix faisant le reste, les acheteurs ont suivi.

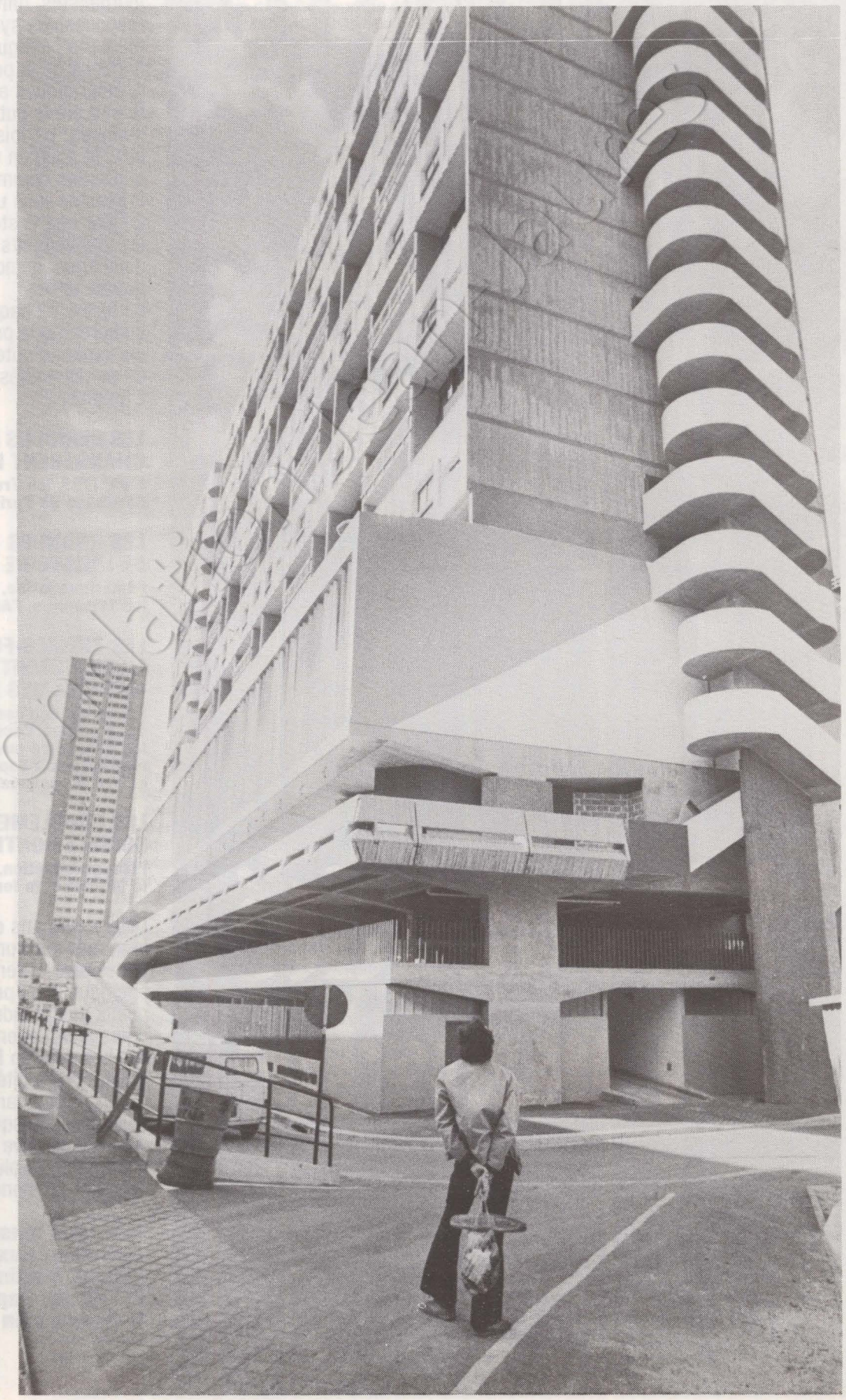
On le voit, la maîtrise du sol n'est pas un vain mot. Une gestion socialiste du sol passe par cette maîtrise. Mais elle implique que les habitants puissent décider. De tout. Et tout d'abord de prendre en main l'aménagement et l'animation de leur quartier : dans des ateliers de quartier, par exemple qui auraient a élaborer et proposer des mesures concrètes concernant l'urbanisme, le cadre de vie, la vie quotidienne. C'est là que pourraient se retrouver habitants, élus et techniciens. Car le problème est à deux niveaux : il est indispensable de maîtriser le sol, mais faut-il encore maîtriser la technique.

Rendre la ville à ses habitants passe par la lutte contre les « grands ensembles », informes et diffus, mais aussi contre la spécialisation forcenée de l'espace en zones fragmentées d'habitat, de loisirs, de travail, de commerce. Le découpage capitaliste, rendu nécessaire par la loi du profit, la notion de rentabilité à court terme, n'ont rien à voir avec l'unité dans la diversité souhaitable pour que la vie des gens ressemble à une vraie vie.

Elaboré par 5 personnes

L'exemple parisien est significatif. Paris se vide de sa substance populaire. C'est connu. Les mécanismes qui « poussent » la population vers l'extérieur ont souvent été décrits. Et pourtant ces mécanismes s'accélèrent : Cité financière... Zone de Bercy... Nouveau plan d'occupation des sols dont on a encore peu parlé, mais qui érige en droit ce qui jusqu'à présent n'était que dérogation. Paris devient peu à peu une capitale de bureaux. Le schéma du secteur Seine-sud-est (Bercy) annonce le pendant périphérique de la Cité financière. Paris serait alors un glacis de bureaux, parcouru de rocades, avec quelques îlots préservés, pour « gens bien. » Et la région parisienne le contraire d'un espace à vivre, mais le lieu du travail pour tous et des bénéfices pour quelques-uns.

Maîtriser l'espace implique une autre maîtrise. Celle du temps. Ce qui suppose une volonté de développer les consommations collectives. Et en premier lieu, celles des transports en commun. A la fois pour économiser de l'énergie, des matières premières et des investissements, pour éliminer des →





Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

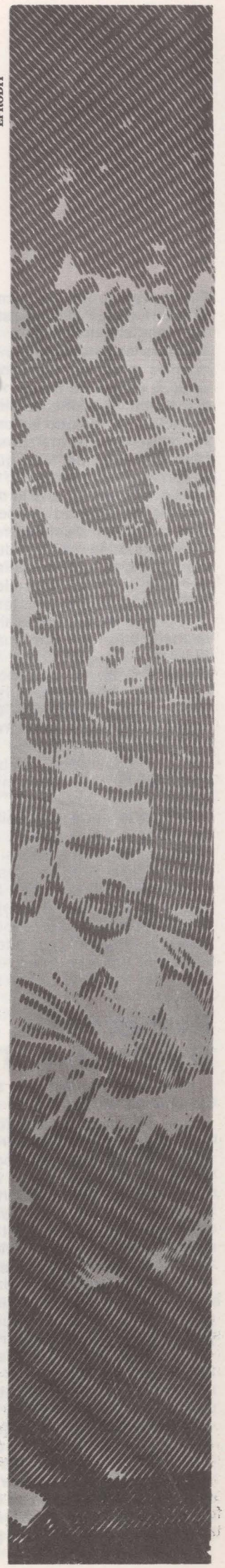
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



UNE VILLE PLUS FRATERNELLE

→

pollutions, mais aussi pour rendre à chacun de nous du temps. Pour être.

Les problèmes du cadre naturel doivent être mesurés à de tels critères. L'opinion publique a pris conscience de la somme de laideurs, de gênes, de poisons, de tensions sociales et d'injustices que la société industrielle a sécrétée. La croissance actuelle, non pas seulement son taux mais sa logique, correspondent à un simple souci de rentabilité financière. Mais une rentabilité déformée, à court terme. Le capital financier a créé une échelle du temps qui n'a rien à voir avec une échelle « naturelle ». La sienne se traduit par les taux d'intérêt de l'argent. Ce qui fait que le capitalisme est contraint de raisonner à court et moyen terme. Ce qui peut arriver dans 20 ans ne l'intéresse pas. Alors — entre autres — les cours d'eau se polluent : chaque goutte des rivières et des fleuves est utilisée et rejetée 15 fois entre la source et la mer. Deux solutions. La première, évidente, consiste à recycler. C'est cher. Des économistes ont calculé que, pour épurer toute l'eau industrielle utilisée en France, il faudrait dépenser 4 % du montant global des investissements consacrés à l'industrie. De plus, les communes devraient consacrer, d'ici à 1976, plus de 2 milliards de francs pour s'équiper en stations d'épuration, dont 1 milliard pour les seules communes littorales. C'est cher.

Deuxième solution : prévoir un recyclage et une épuration, mais étudier auparavant, cas par cas, si pour une industrie donnée il faut : a) produire ; b) produire avec une technologie polluante. De telles questions ne peuvent pas être résolues en dehors d'un plan élaboré démocratiquement, partant des régions, tenant compte à la fois des besoins immédiats et de la préservation du patrimoine. Un plan qui fasse obstacle à la concentration, favorise la décentralisation, mette l'accent sur les coûts jamais comptabilisés de la surdimension des réseaux de transports — d'énergie, de personnes et de marchandises — sur les migrations entre lieux de travail et d'habitat, sur le montant pour la collectivité des coûts d'équipement et d'entretien d'un tel ensemble.

Le problème du gaspillage — et celui de la qualité des produits et des services — participe d'une redéfinition de la croissance. Ce qui passe par une modification des mentalités, c'est-à-dire en premier lieu par une modification des modèles de consommation. Par une modification de la structure de l'industrie française, de ses rapports avec les pays du Tiers-Monde. Par une modification de l'enseignement.

La boucle est bouclée. Défendre l'environnement ne doit pas être, comme c'est trop souvent le cas, la seule volonté de maintenir en l'état notre Terre. Cela doit signifier la modifier. Mais en conservant les équilibres qui ont permis à l'homme de se créer, puis de survivre. Or, le régime actuel ne peut pas à la fois « faire le bien de tous » et assurer son taux de profit. Bien sûr, il pourra aménager — pour les siens — quelques espaces réservés qui seront protégés par des gardes privés et de grands panneaux « propriété privée, défense d'entrer ». Pour le reste l'aménagement du territoire correspond à tout autre chose. Les élus du Var s'en sont rendu compte, il y a deux ans, lorsque les services préfectoraux firent distribuer une luxueuse plaquette qui, en 297 pages et 12 cartes, « organisait » le développement du département jusqu'en l'an 2000. Ce plan, qui engage l'avenir de plusieurs millions d'habitants, avait été élaboré par cinq personnes ! Il leur avait fallu 15 mois pour mettre au point un schéma que les élus ont considéré comme « une gifle ». En gros, il découpait le département en zones où l'on pouvait construire, un peu à la folie. Surtout à la folie...

C'est donc en inversant le processus, en partant des collectivités de base et des régions, que l'on peut élaborer un plan qui, tenant compte des impératifs nationaux, fasse mieux que « protéger l'environnement ». Car ce qu'il s'agit de faire n'est pas de conserver ce que le capitalisme nous lèguera, mais d'aménager l'espace — et le temps — pour que nous puissions, enfin, vivre. Tous. C'est aussi cela, un monde plus fraternel.

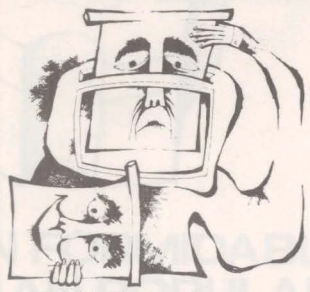
GUY PERRIMOND

Si vous avez envie d'exercer une activité intéressante, variée laissant place à l'initiative tout en diffusant une série d'ouvrages hors commerce directement en rapport avec vos idées politiques, que vous soyez déjà représentant (te) ou que vous n'ayez jamais exercé cette profession venez nous voir ou écrivez-nous.

EDITIONS MARTINSART
72 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
4e ETAGE
75003 PARIS

Il vous sera offert une situation importante (Fixe+ frais de route + tous avantages sociaux). Formation continue et promotion assurée pour l'avenir. Postes à pourvoir dans toute la France.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 26 AVRIL

Roland Leroy face à Alain Peyrefitte (19 h 20, Europe 1).

Les animaux, témoins de la dégradation de l'environnement par l'homme : « Le territoire des autres » (20 h 40, ch. 3).

SAMEDI 27

« Cadoudal », évocation historique par Jean-François Chiappe (21 h, ch. 1).

Le poète Pierre Seghers converse avec Jean-Marie Drot (22 h 30, ch. 1).

DIMANCHE 28

La première de 4 émissions de Jean-Emile Jeannesson : « Lettre de Suède » (13 h 30, ch. 2).

Un western d'Anthony Mann : « Winchester 73 » — une grande leçon de cinéma (17 h 05, ch. 1).

André Barsacq a mis en scène une des plus jolies comédies de Marcel Aymé, « Les oiseaux de lune » (20 h 35, ch. 2).

Une remarquable satire sociale du Japon des années 50 : « La rue de la honte », de Mizoguchi (22 h 35, ch. 2).

LUNDI 29

Pierre Mauroy face à Michel Poniatowski (19 h 20, Europe 1).

« Plein soleil, le film qui a renouvelé complètement le style de René Clément (21 h 10, ch. 3).

MARDI 30

« Le bon samaritain », une dramatique de Jean-Louis Curtis (20 h 40, ch. 3).

MERCREDI 1er MAI

Un divertissement historique d'Armand Salacrou : « Le soldat et la sorcière » (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 2

Dans la série de Guillaud et de Turenne : La bataille de France (21 h, ch. 1).

Le début d'un feuilleton de Renato Castellani : « La vie de Léonard de Vinci » (22 h, ch. 2)

VENDREDI 3

Un « spécial élections » de Vingt-quatre heures sur la une (22 h 55, ch. 1).



Livres

POLITIQUE

*** Jean Poncet : La Tunisie à la recherche de son avenir (Editions sociales).**

Le « Néo-Destour », c'était l'indépendance ; le « bourguibisme » n'est plus porteur d'espoir. Alors ?

*** Les Palestiniens — ouvrage collectif (Editions sociales).**

Le point de vue du Groupe de recherches et d'action pour le règlement du problème palestinien, rassemblant surtout des intellectuels marxistes.

*** Francis Curtil, Anne-Marie Deix, Brigitte Petit : Enquêteur ordinateur communication (Editions Tema).**

L'étude des opinions mises en question à l'occasion d'un sondage sur la Ligue française de l'enseignement.

*** Chili, trois ans d'unité populaire (Editions sociales).**

Le socialisme en marche.

*** Gala de soutien aux objecteurs.**

Yves Simon, Gilles Servat, Pierre Barouh, Nemo, le Blue Grass Connection, etc. participeront au gala qu'organise le Secrétariat des objecteurs de conscience, lundi prochain (20 h 30) au Bataclan (50, boulevard Voltaire).



Cinéma

*** L'année du tortionnaire.**

Dans le cadre de sa campagne contre la torture, Amnesty International présentera le 29 avril (20 h 30) un film inédit en France, « L'année du tortionnaire », suivi d'un débat (amphi 8, Centre universitaire Dauphine, place de Lattre de Tassigny, Paris 16e).

*** George Roy Hill : L'arnaque.**

A partir d'un scénario rebondissant comme une balle de ping-pong, un festival d'humour et de charme emmené par le duo Paul Newman et Robert Redford. Aussi merveilleusement réjouissant que « Butch Cassidy », la précédente performance de la même équipe.

*** Pierre Granier-Deferre : La race des seigneurs.**

Le moment d'amusement passé — le candidat-leader politique au physique de tennisman qui grimpe les escaliers quatre à quatre, ça rappelle quelqu'un — on débouche sur le néant cinématographique. Même pas un petit film : un film microscopique.

*** Jean Lacouture, Philippe Devillers et Jérôme Kanapa : La République est morte à Dien Bien Phu.**

Comment le problème colonial — ici, l'Indochine — a empoisonné la France des années 50 et ouvert la voie au pouvoir personnel. Un montage de documents très réussi et hautement instructif.

*** Jean-François Davy : Le seuil du vide.**

Une jeune femme, une vieille dame, une porte interdite et des phénomènes insolites. Désespéré de ne pas voir sortir ses films (celui-ci date de trois ans), Jean-François Davy s'est lancé depuis dans le « porno humoristique ». Il aurait dû attendre...

*** Georges Lucas : American Graffiti.**

L'Amérique des années 55-60. Le rock, les amours de samedi soir, les minettes gorgées de Coca-cola, les bagnoles sans lesquelles un dragueur est comme un éléphant sans trompe. Bel exemple de la vague de « nostalgie » qui est en train de submerger le cinéma.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	☐
par chèque postal	☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

Dessinateurs : Barrigues, Jean-Pierre Coureuil, Teich.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

Chanson
ROYER, NOUS VOILA !

Il y avait déjà le « Ricain » Sardou, la Sheila « petite fille de Français moyen ». Voici maintenant le chantre du royérisme. Anarchiste de droite, comme il aime le proclamer, Philippe Clay embouche dans son dernier disque le clairon du maire de Tours. « Marie la France » et « Quand les filles naissaient dans les roses » dénoncent la démocratie et l'éducation sexuelle. Cela nous vaut des strophes vengeresses du parolier Henri Djian, qui avait écrit précédemment le démagogue « Mes universités » pour l'interprète du « Noyé assassiné ». « Marie la France, chante Philippe Clay, tu t'es déjà mariée cinq fois, t'a été cocue chaque fois, ça ne t'a jamais servi de leçon. Maintenant encore il serait question que tu te remaries. Tu veux que je te dise : t'as trop bon cœur Marie la France... Tu ne vas pas te laisser aller, j'te fais confiance ». Voilà pour la démocratie. Pour les jeunes qui poseraient des questions sur l'éducation sexuelle, voici l'une des réponses proposées : « Deux claques pour apprendre à se taire et pour mieux marquer la semonce, ils étaient même privés de dessert... ». Philippe Clay-Royer, quel bel accouplement !

J.R.

Télévision
EMISSION GENANTE DECEDEE

La 3e chaîne devait présenter, samedi dernier 20 avril, à 20 h 40, l'émission « Théâtre ouvert en Avignon ». Les pièces « essayées » dans le « gueuloir » de la chapelle des Pénitents-Blancs durant l'été festivalier de 1973 étaient au programme. La direction de l'O.r.t.f. a interdit la diffusion de cette série théâtrale. Raison invoquée : « Certaines pièces sont trop subversives en période électorale. »

Prenons un exemple : des extraits de « Fils Carlos décédé », de Joseph Gugliemi, Betty et Michel Raffaelli, constituaient une des séquences de l'émission. Ce spectacle est actuellement repris dans les bâtiments du Théâtre de la Tempête à la Cartoucherie de Vincennes. Que raconte-t-il ? Une histoire vraie, tirée d'un fait divers. En février 1973 un jeune Portugais, arrêté à la suite d'un vol de voiture, se suicide après huit jours de détention ; au Portugal, ses parents reçoivent ce simple télégramme : « Fils Carlos décédé — Prison de Fleury-Mérogis ». Tout didactisme est absent de cette fable ; on y voit seulement la répression en action : un passage à tabac dans un commissariat, une prison dite « modèle » et une scène inhumaine où des parents viennent reconnaître le cadavre de leur enfant enveloppé dans un sac de plastique. On comprend que cela soit gênant pour ceux qui gouvernent depuis plus de 15 ans et qui sont directement responsables de tels événements !

J.P.-L.

Action culturelle
CHILE VINCERA

Nombreux sont ceux qui voudraient enterrer définitivement l'expérience de Salvador Allende. Le putsch a eu lieu, certes. Mais l'exemplarité de l'Unité populaire demeure. A l'occasion de la réimpression de ses « Entretiens avec Allende sur la situation au Chili » (Maspero), Régis Debray vient le rappeler. Ces propos montrent que, dès janvier 1971, le « companero presidente » connaissait l'enjeu de la lutte : « Nous n'aurons le pouvoir de façon certaine que lorsque le Chili sera un pays économiquement indépendant » ; et ses risques : « Si nous nous référons à l'Histoire, il est évident que nous pouvons craindre beaucoup de choses. L'expérience de l'Amérique latine à cet égard est dramatique et elle est sanglante. » Allende était lucide. On connait la suite : la trahison des militaires. Gonzalo Arroyo, un professeur de l'université de Santiago, ajoute un témoignage sur cette période sanglante, dans son livre « Coup d'état au Chili » (Editions du Cerf).

En d'autres temps, le fascisme a fini par perdre la partie. C'est cet espoir qu'il faut exalter — et dépasser. C'est la mobilisation qu'ont choisie José Valverde et le Théâtre de la Grande polémique : ils présentent au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis une pièce écrite à chaud par le Mexicain Juan Fondon : « Chile Vincera ». C'est ce spectacle qui mardi, après que François Mitterrand ait présenté (à 17 h) son programme culturel, ouvrira — avant Bedos, Reggiani, Greco, Piccoli, etc.— la grande manifestation artistique de la gauche au Palais des congrès de la porte Maillot.

Cinéma
BOBINES INTERDITES EN LIBERTE

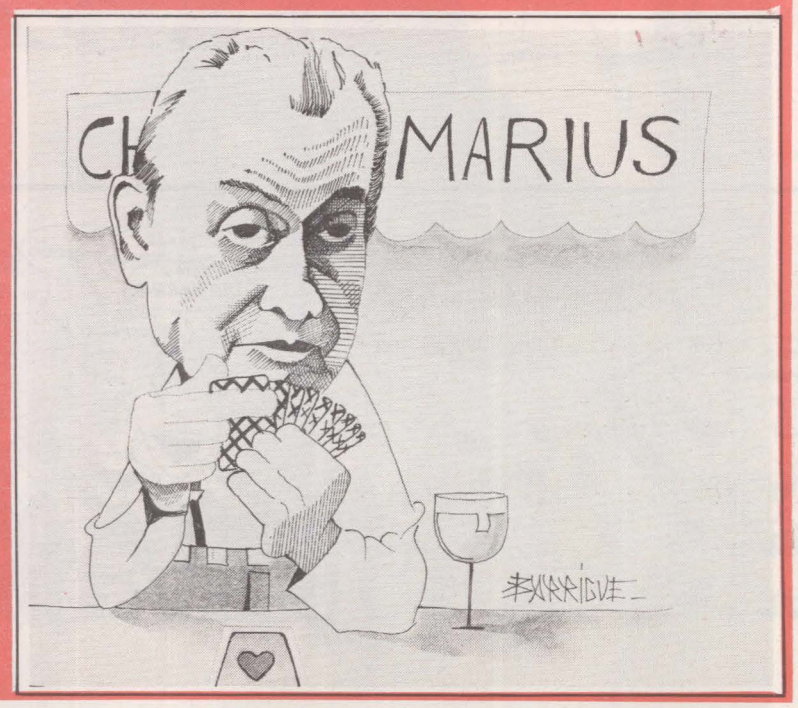
Une vingtaine d'associations — des fédérations de ciné-clubs, des syndicats de comédiens, de réalisateurs et d'auteurs, des associations de téléspectateurs, etc. — viennent de lancer un appel « pour la liberté d'expression cinématographique ». Ce texte, constatant l'asphyxie ambiante et la dégradation de la liberté de création, demande « que les organismes et réglementations qui incarnent la censure cinématographique soient supprimés ; que l'Etat associe les créateurs et l'ensemble des professionnels à l'élaboration des mesures qui leur garantiront la liberté d'expression ; que les responsables de l'O.r.t.f. cessent leur obstruction à la diffusion des films dont l'orientation leur déplaît. »

Pour en démontrer clairement l'enjeu, les organisations signataires ont organisé une semaine d'action (jusqu'au 30 avril) : des films interdits, ou l'ayant été, seront projetés publiquement dans des salles parisiennes (Olympic, Terminal...).

MORT D'UN AUTEUR POPULAIRE

La mort de Marcel Pagnol touchera tous les Français. Et, pendant longtemps, des bibliothèques populaires aux cercles de lettres, « La gloire de mon père », la fameuse trilogie marseillaise et « Topaze » constitueront un fonds culturel commun à tous ceux qui parlent notre langue à travers le monde, à tous ceux qui en apprécient le génie et qui forment, de nation en nation, la grande chaîne des francophones et des amis de notre culture.

FRANCOIS MITTERRAND



JE VOUS PRÉSENTE MA PLUS JEUNE FILLE

JE PEUX VENIR MOI AUSSI ?

MAIS OUI MAMAN

J'VOUS DÉRANGE PAS AU MOINS, FAUT M'DIRE SI J'DÉRANGE

MAIS NON MAMAN MAIS NON

DIS DONC POURQUOI TU M'AS PAS PRIS MOI POUR TON AFFICHE ELECTORALE ?

AH NON SI IL Y A TA MÈRE JE VEUX Y ÊTRE MOI AUSSI

MA FEMME

L'ONCLE ISIDORE

MA SŒUR MATHILDE

MON BEAU-FRÈRE GEORGES

MON BEAU-PÈRE

MA BELLE-SŒUR SIMONE

MON FILS CADET

MON FILS HECTOR

MA FILLE CHARLOTTE

L'ONCLE JERÔME

TANTE ERNESTINE

UNE AMIE DE MON FILS

MON COUSIN EDMOND

MADAME MARTHE, UNE VOISINE

VOTEZ MITTERRAND

JE SUIS, DESHONORÉ.

Collection Jean-Jullien